

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE** : Evolution de la situation économique et monétaire en Belgique — Fonds des Rentes : Rapport sur les opérations de l'année 1958 — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Graphiques de la situation économique de la Belgique — Statistiques.

## EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EN BELGIQUE

*Des chroniques traitant de l'évolution de la situation monétaire en Belgique ont été publiées dans ce Bulletin en juillet et en décembre de chacune des trois dernières années. Désormais, ces chroniques paraîtront en avril et en septembre, en même temps que celles qui ont trait à l'activité économique et aux prix.*

*Par suite de cette modification, la partie de la présente chronique traitant des éléments monétaires vient quatre mois seulement après le précédent aperçu. Les seules données statistiques complètes qui soient devenues disponibles dans l'entre-temps, concernent le dernier trimestre de 1958. Aucune tendance fondamentale nouvelle n'est apparue pendant cette période dans les phénomènes financiers et la plupart des considérations formulées dans le Bulletin de décembre dernier restent valables pour l'ensemble de l'année écoulée. En vue d'éviter des répétitions, on se limitera ici à rappeler très brièvement les traits essentiels de l'évolution monétaire en 1958; le lecteur qui souhaiterait obtenir de plus amples détails, pourra se référer utilement à la chronique précédente.*

*L'exposé sur la situation économique sensu stricto rappellera également les traits essentiels de l'évolution en 1958, mais il mettra plutôt l'accent sur le dernier trimestre de cette année et les premiers mois de 1959.*

\*  
\*\*

### APERÇU GENERAL

Pendant les premiers mois de 1959, certains éléments précurseurs d'une reprise conjoncturelle sont apparus dans l'économie belge. Le temps qu'il faudra pour qu'ils puissent gagner en intensité et se propager au système économique dans son ensemble dépendra largement des développements économiques dans les pays voisins; à leur égard, un optimisme modéré semble toutefois se justifier comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

La récession qui paraît aller vers sa fin a été plus prononcée en Belgique que dans les autres pays européens. Elle a affecté principalement les industries qui se trouvent confrontées avec des difficultés d'ordre structurel : les charbonnages, les industries

textiles et certaines branches des industries des fabrications métalliques; on peut craindre que les difficultés subsistent un certain temps, pendant les premières phases de la reprise, dans ceux de ces secteurs dont l'organisation présente des points faibles. Pour d'autres motifs, la récession a été sensible également dans la construction, secteur cependant abrité. Dans la métallurgie lourde, elle s'est plutôt manifestée dans l'évolution des prix.

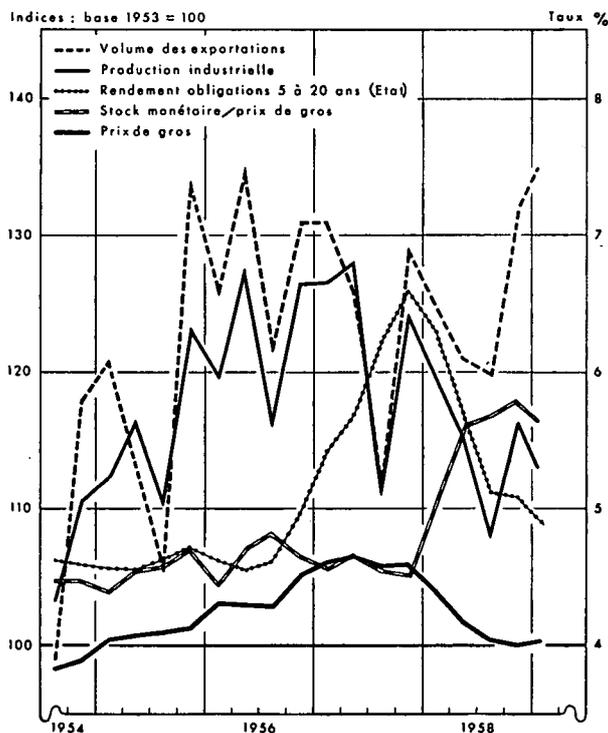
Les autorités ont rapidement adapté la politique budgétaire et monétaire à cette situation. Au budget ordinaire, un excédent de 7,8 milliards de francs réalisé en 1957 a fait place à un déficit de 7,1 milliards pour l'année 1958; l'année en cours laissera égale-

ment un déficit important. Les dépenses au titre du budget extraordinaire sont passées de 15,3 milliards en 1957 à 18 milliards en 1958; elles ne seront pas moins importantes en 1959. La politique monétaire a entrepris la baisse des taux d'intérêt qui, effectivement, a été très sensible par rapport aux niveaux atteints en octobre 1957. Elle a contribué à maintenir une grande liquidité sur les marchés monétaire et financier.

Grâce à ce soutien de la politique financière, l'activité commence à se redresser très nettement dans la construction. Depuis le mois de février, une reprise très vive de la demande s'est manifestée également dans la sidérurgie; elle provient en partie de l'influence extérieure; pour la première fois depuis la fin de 1956, les prix de l'acier sont orientés à la hausse. Par contre, dans les industries textiles et des fabrications métalliques, les indices de reprise ne revêtent pas encore un caractère très sûr.

Graphique 1.

### Aspects de l'évolution économique



Le nombre d'ouvriers en chômage reste très important. Les statistiques de la production et des heures prestées font ressortir l'importance de l'effort de rationalisation que plusieurs industries se sont imposé. La main-d'œuvre ainsi dégagée s'ajoute au chômage conjoncturel, mais ne peut être résorbée, contrairement à celui-ci, que par une politique d'expansion économique structurelle.

La baisse des prix de gros s'est terminée au deuxième trimestre de 1958; depuis lors, l'indice général a peu changé, bien qu'une légère tendance à la hausse semble prédominer en 1959. Celui des

prix de détail plafonne près de son maximum depuis plus d'un an, les mouvements de hausse et de baisse s'étant compensés.

Etant donné la faible majoration des gains horaires et la réduction de l'emploi, le revenu global des salariés a probablement diminué ces derniers mois. L'évolution des autres catégories de revenus individuels n'est connue qu'avec un retard relativement important; il n'est pas exclu qu'elles aient augmenté pour l'année 1958 dans son ensemble, notamment dans le secteur des services.

La consommation privée s'est maintenue à un niveau élevé, abstraction faite de changements dans sa composition. Si l'épargne liquide s'est développée en 1958 et au premier trimestre de 1959, il faut par contre tenir compte du recul probable de certaines autres formes d'épargne, notamment celle qui est investie en stocks par les entreprises ou en habitations par les particuliers.

L'épargne liquide a été largement employée par les autorités publiques qui ont accru leurs dépenses courantes et, plus récemment, leurs investissements.

La demande de crédits en provenance de l'industrie et du commerce a sensiblement diminué depuis le début de 1958; elle a été satisfaite facilement à des taux en baisse.

Les transactions sur biens et services avec l'étranger ont continué à laisser des soldes favorables substantiels. Elles ont été influencées par les recettes de tourisme au moment de l'Exposition et probablement par le déstockage dans de nombreuses industries, qui a réduit le volume des importations. Par contre, le volume des exportations n'a plus fléchi au cours de 1958. Les mouvements de capitaux sont restés en équilibre approximatif; cependant, pendant les premiers mois de 1959, des sorties nettes de capitaux privés, notamment vers la France, ont provoqué une diminution des réserves en or et en devises du système bancaire.

Dans l'ensemble, il apparaît que les conditions fondamentales d'une reprise économique sont présentes. Pour que celle-ci se développe effectivement, il faut le concours d'un certain nombre d'éléments qui échappent largement à la politique des autorités publiques nationales.

## PREMIERE PARTIE

### Evolution de la situation économique

#### TENDANCES

#### DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Dans leur ensemble, les grands pays industriels ont été moins marqués par la récession que la Belgique. Certains d'entre eux sont même entrés dans une nouvelle phase de conjoncture ascendante. Tel est notamment le cas des Etats-Unis où l'accrois-

sement de l'activité tranche cependant avec la persistance d'un chômage considérable : la productivité, de même que la population en âge de travailler, augmente rapidement.

La récession aux Etats-Unis s'est localisée entre le troisième trimestre de 1957 et le deuxième trimestre de 1958. Le point de retournement conjoncturel se situe au début de l'automne de 1957 et le début de la reprise en avril-mai 1958.

D'après l'évolution des composantes du produit national brut, on peut déterminer les secteurs responsables à la fois du fléchissement conjoncturel et de la reprise ultérieure.

Globalement, les dépenses de consommation sont restées très stables pendant la récession. La demande de biens non durables et de services a été peu sensible aux changements conjoncturels et la fermeté de ces deux catégories de dépenses a compensé la forte diminution des achats de biens durables.

La réduction des dépenses nationales entre le troisième trimestre de 1957 et le premier trimestre de 1958 provient en premier lieu du mouvement de déstockage. Par ailleurs, les producteurs ont révisé leur programme d'investissement à la fin de 1957 : les investissements en biens d'équipement ont subi une réduction draconienne au début de 1958. La construction privée a plafonné pendant l'année 1957 et le premier semestre de 1958 : la reprise ultérieure est due en partie à l'action des autorités dans le cadre de l'*Emergency Housing Act* d'avril 1958.

La politique gouvernementale a d'ailleurs fortement contribué, sur un plan plus général, à relancer l'économie : le déficit budgétaire pour l'année fiscale 1958-1959 s'est élevé à 12 milliards de dollars. Le changement du climat économique qui en est résulté s'est traduit par l'arrêt progressif du mouvement de déstockage qui, au premier trimestre de 1958, avait atteint un taux annuel de 8,2 milliards de dollars. Mais les investissements industriels en biens fixes ne s'accroissent que très lentement; il en est de même de la consommation de biens durables dont la part dans la consommation totale a rétrogradé depuis 1957.

Le redressement global de l'économie américaine peut être apprécié à la lumière de l'évolution du produit national brut : celui-ci est passé d'un taux annuel de 427,1 milliards de dollars au premier trimestre de 1958 à 453 milliards au dernier trimestre, après élimination des mouvements saisonniers. De février 1958 à février 1959, l'indice de la production industrielle a augmenté de 2,9 p.c. Aussi la politique de relance économique a-t-elle pu être abandonnée : le budget fédéral pour l'année fiscale 1959-1960 a été présenté en équilibre. De leur côté, les autorités monétaires ont relevé le taux de réescompte et le pourcentage de couverture obligatoire des prêts sur titres.

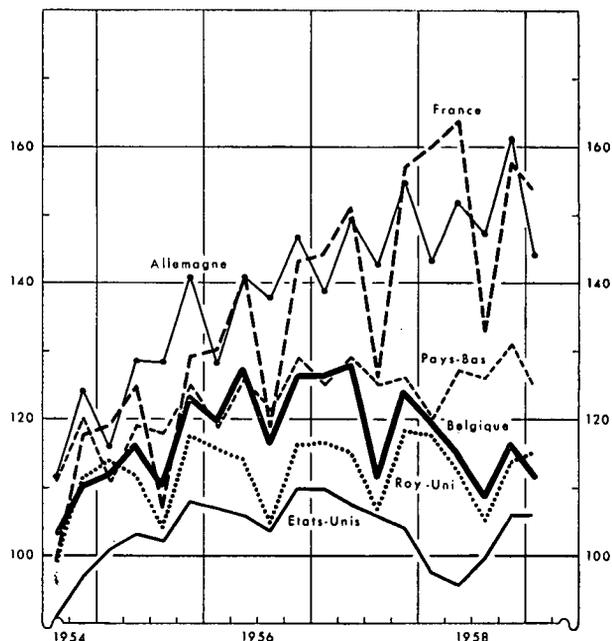
En Europe, les programmes de relance furent mis en route plus tardivement qu'aux Etats-Unis et ils sont restés plus limités.

Aux Pays-Bas, le gouvernement a mis au point, en février 1958, un programme de travaux publics et de construction de logements portant sur 150 millions de florins, qui est exécuté en collaboration avec les communes.

Graphique 2.

### Indices de la production industrielle

(Base 1953 = 100)



Sources : Belgique : Institut de Recherches Economiques et Sociales.  
 France : Institut National de Statistique et des Etudes Economiques.  
 Allemagne : Statistisches Bundesamt.  
 Etats-Unis : Board of Governors of the Federal Reserve System.  
 Royaume-Uni : Board of Trade.  
 Pays-Bas : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Au budget total de l'Etat, le boni de 0,1 milliard de florins réalisé en 1957 a fait place à des déficits de 1,1 et 1,6 milliard respectivement pour les deux exercices suivants. Quant aux investissements industriels, il y a lieu de mentionner la réintroduction, en mai 1958, de la faculté, supprimée vers la fin de 1956, de déduire pendant deux ans 8 p.c. des investissements nouveaux des bénéficiaires imposables, ainsi que l'élargissement, en janvier 1959, de la possibilité de pratiquer des amortissements accélérés du point de vue fiscal. Dans le domaine de la consommation, le crédit à tempérament a été assoupli. Sur le plan monétaire, la banque centrale a favorisé la baisse des taux d'intérêt, mais a épongé des liquidités excédentaires par la politique d'open market et le relèvement du coefficient des réserves que détiennent les banques auprès de la banque centrale à titre de contribution au financement des réserves en or et en devises.

Ces interventions, qui rompent avec la politique de limitation des dépenses poursuivie en 1957, se sont révélées efficaces, d'autant plus que les exportations n'ont pas fléchi. Si l'indice de la production industrielle s'est situé en 1958 au même niveau qu'en 1957, le deuxième semestre de l'année fut

cependant caractérisé par une nette reprise; en février 1959, l'indice dépassait de 7 p.c. son niveau du mois correspondant de l'année antérieure.

L'économie du Royaume-Uni fut, tout au long de 1958, marquée par une récession modérée qui se manifesta par la baisse de la production industrielle, en particulier celle de biens d'équipement, par l'accroissement du chômage et par la contraction des échanges avec l'étranger.

Une analyse des dépenses nationales montre que la récession résulte en premier lieu du retournement du mouvement de stockage; subsidiairement, elle est due à la diminution de la demande étrangère et des dépenses publiques courantes.

En présence de la récession, les autorités ont mis l'accent sur la nécessité d'accroître la consommation en supprimant les restrictions au crédit à tempérament et en réduisant le taux de la « purchase tax » pour certains biens de consommation durables. Par ailleurs, elles ont développé les dépenses d'investissement du secteur public et encouragé celles du secteur privé par des abattements d'impôts et la suppression des contrôles sur la levée de capitaux.

La Banque d'Angleterre a progressivement abaissé son taux d'escompte de 7 à 4 p.c. Les mesures de relance ont sans doute entravé le recul conjoncturel, mais les signes de reprise demeurent aléatoires. Toujours est-il qu'à partir du mois d'octobre 1958, l'activité industrielle s'améliore.

Si l'Allemagne fédérale n'a pas été affectée par la récession, l'accroissement de la production s'est néanmoins fortement ralenti. Trois grands secteurs — les charbonnages, la sidérurgie et l'industrie textile — connaissent même de sérieuses difficultés.

Les deux dernières industries se sont ressenties des prélèvements que les intermédiaires commerciaux ont opérés sur les stocks, mais ce mouvement semble toucher à sa fin. Le ralentissement de l'activité dans la sidérurgie s'est répercuté sur les charbonnages qui, au surplus, ont été affectés par la concurrence des charbons américains et des huiles minérales. Cependant, les effets défavorables du cycle de stockage ont été compensés par l'élargissement de la demande dans d'autres secteurs et par le courant de commandes en provenance de l'étranger.

En février 1959, l'indice de la production industrielle dépassait de 2,5 p.c. son niveau du mois correspondant de l'année antérieure.

Outre l'abaissement du taux de l'escompte, les autorités allemandes n'ont guère pris de nouvelles mesures générales pour stimuler l'expansion économique. Sur un plan plus particulier, mentionnons les interventions visant à protéger l'industrie charbonnière ainsi que le réarmement et les investissements accélérés des chemins de fer, qui sont susceptibles de favoriser la métallurgie.

En France, pour la première fois depuis 1953, l'indice de la production industrielle a été de 2,7 p.c. inférieur en décembre 1958 au chiffre du mois corres-

pondant de l'année antérieure. L'écart défavorable s'est maintenu au début de l'année en cours. Si la tendance au plafonnement de l'activité était déjà apparente avant les mesures d'assainissement financier prises à la fin de 1958, elle fut probablement accentuée par suite de la réduction de la demande des consommateurs et de l'application d'une politique budgétaire plus orthodoxe.

Par suite des menaces de récession, certaines restrictions financières ont été atténuées récemment : les dépenses d'investissements publics prévues pour 1959 sont en sensible augmentation comparative aux années antérieures et le crédit à la construction privée a été élargi. D'autres projets de relance économique sont à l'étude.

En Italie, la récession se situe au printemps de 1958 : elle a été modérée et de courte durée, notamment grâce à l'amélioration des revenus agricoles.

Dans tous les pays européens étudiés ici, les réserves en or et en devises se sont reconstituées après les pertes qu'elles avaient subies en 1956-1957. Ainsi se trouve rétablie une condition essentielle à l'expansion des échanges qui avait également caractérisé la reprise économique de 1954.

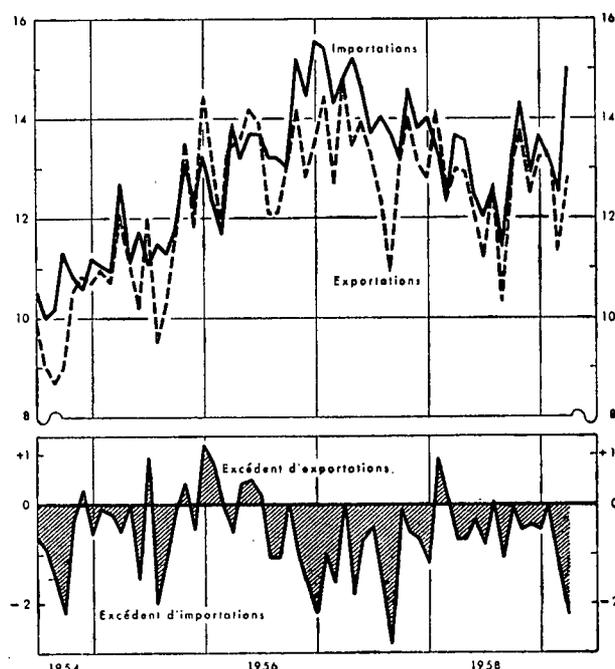
## COMMERCE EXTERIEUR

Depuis le dernier trimestre de l'année passée, les échanges extérieurs de l'U.E.B.L. se sont stabilisés à un niveau légèrement inférieur à celui des derniers mois de 1957. Par rapport au premier semestre de 1958 cependant, on note une certaine reprise des échanges, surtout à l'importation, ce qui constitue,

Graphique 3.

### Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

(En milliards de francs)



Source : Institut National de Statistique.

dans le cas d'un pays transformateur comme la Belgique, un signe encourageant, parce qu'il traduit en général un réapprovisionnement des entreprises, en relation avec une amélioration des perspectives de production.

Pour l'ensemble des mois d'octobre 1958 à mars 1959, les exportations se sont élevées à une moyenne mensuelle de 12,8 milliards de francs contre 13,3 milliards pour la même période de 1957-1958, soit une baisse de 3,8 p.c.

D'octobre à février, les importations ont atteint une moyenne mensuelle de 13,4 milliards de francs contre 13,7 milliards pendant la même période de 1957-1958, soit une diminution de près de 2 p.c.

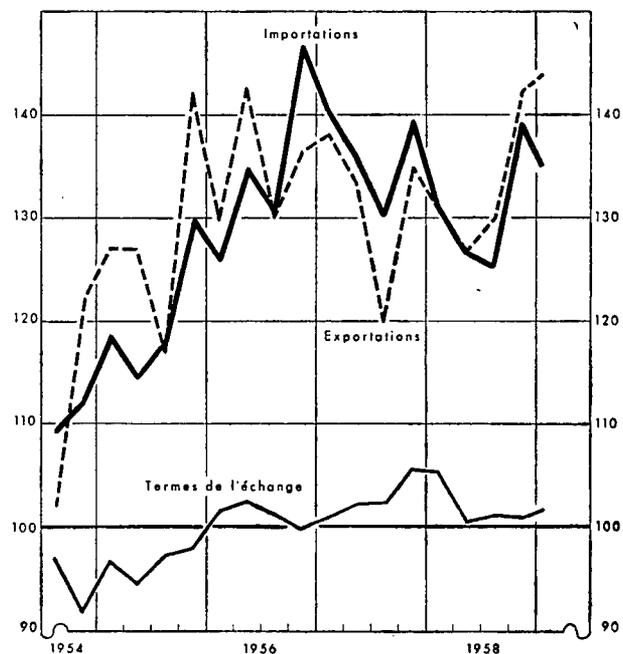
La balance commerciale a évolué favorablement pendant la période sous revue. D'octobre 1958 à janvier 1959, le taux de couverture s'est élevé en moyenne à 97,4 p.c. Toutefois, en février dernier, il est tombé à 90,4 p.c., les exportations ayant subi les effets des grèves.

La reprise modérée du commerce extérieur par rapport au premier semestre de 1958 n'affecte que les volumes : les prix, tant à l'importation qu'à l'exportation, ont continué à baisser, mais à des rythmes différents, de sorte que les termes de l'échange ont accusé une légère amélioration au cours du troisième trimestre de 1958, mais se sont détériorés à nouveau pendant les mois suivants.

Un examen de la composition des échanges révèle que les expéditions de l'industrie diamantaire ont été favorablement influencées par le redressement de la conjoncture aux Etats-Unis, son principal client; elles sont passées d'une moyenne de 502 millions de francs pour les mois d'octobre 1957 à mars 1958 à 667 millions de francs pour la période sous revue, ce qui représente une augmentation de près de 33 p.c. Le débouché américain s'est également élargi

Graphique 4.

**Commerce extérieur de l'U.E.B.L.**  
(Indices des volumes et des termes de l'échange)  
(Base 1953 = 100)



Source : Institut de Recherches Economiques et Sociales.

pour l'industrie sidérurgique. Les marchés européens, par contre, sont restés plutôt déprimés. Pour l'ensemble des mois d'octobre 1958 à mars 1959, les exportations de métaux communs se sont élevées à une moyenne mensuelle de 4,3 milliards de francs contre 4,8 milliards pour la même période de 1957-1958, soit une baisse de 11 p.c., mais les quantités exportées sont restées sensiblement égales d'une année à l'autre.

Le exportations de produits minéraux, poste qui représente en ordre principal les ventes belges de

Tableau I.

**Composition des exportations de l'U.E.B.L.**  
(Moyennes mensuelles)

Source : Institut National de Statistique.

Produits	4 <sup>e</sup> trimestre de 1956 + 1 <sup>er</sup> trimestre de 1957		4 <sup>e</sup> trimestre de 1957 + 1 <sup>er</sup> trimestre de 1958		4 <sup>e</sup> trimestre de 1958 + 1 <sup>er</sup> trimestre de 1959	
	Valeurs (en millions de francs)	Quantités (en milliers de tonnes)	Valeurs (en millions de francs)	Quantités (en milliers de tonnes)	Valeurs (en millions de francs)	Quantités (en milliers de tonnes)
Métaux communs et ouvrages de ces métaux .....	5.146,5	594,8	4.800,4	597,1	4.348,0	593,2
Fabrications métalliques .....	1.707,1	25,4	1.964,8	30,6	1.858,1	26,6
Produits minéraux .....	983,2	1.185,5	1.064,6	1.058,6	893,4	1.008,4
Matières textiles et ouvrages de ces matières .....	2.377,3	35,5	2.012,1	30,2	1.873,9	31,7
Produits chimiques et pharmaceutiques ...	1.018,1	323,8	1.120,3	375,4	1.124,5	343,4
Pierres et métaux précieux .....	647,7	—	502,5	—	667,0	—
Papier et ses applications .....	219,1	16,1	226,8	17,4	219,0	16,6
Caoutchouc, peaux, cuirs et ouvrages de ces matières .....	215,9	3,8	183,6	3,4	206,9	4,5
Bois, liège et ouvrages de ces matières ...	95,6	28,8	77,6	21,6	84,4	23,2
Produits agricoles et alimentaires .....	754,9	79,9	746,8	81,1	899,5	134,2
Autres .....	615,0	126,1	619,3	105,5	656,1	114,1
Total ...	13.780,4	2.419,7	13.318,8	2.321,0	12.830,8	2.295,9

charbon et de produits pétroliers, ont fléchi de quelque 11 p.c. par rapport à la valeur exportée il y a un an, ce qui a aggravé la situation difficile de l'industrie charbonnière belge. Les expéditions de fabrications métalliques accusent également une diminution; elles sont tombées d'une moyenne mensuelle de 2 milliards pour les mois d'octobre 1957 à mars 1958 à 1,9 milliard pour les mois correspondants de 1958-1959. Cette évolution reflète la stagnation des investissements dans la plupart des pays industriels, même dans ceux où une reprise conjoncturelle s'est déjà amorcée.

L'industrie textile a pu augmenter ses ventes à l'étranger, du moins en volume, alors que les expor-

tations de produits agricoles et alimentaires dénotent une augmentation très nette, aussi bien en valeur qu'en volume.

A l'importation, on constate ces derniers mois un accroissement, en volume, des achats de métaux communs, en particulier de métaux non ferreux destinés à être raffinés et transformés. Il en va de même pour les importations de matières textiles. Signalons, par ailleurs, une forte poussée des importations de pierres et métaux précieux, qui sont passées d'une moyenne mensuelle de 424 millions de francs d'octobre 1957 à février 1958 à 623 millions au cours des mois correspondants de 1958-1959, ce qui représente une augmentation de 47 p.c.

Tableau II.

### Composition des importations de l'U.E.B.L.

(Moyennes mensuelles)

Source : Institut National de Statistique.

Produits	4 <sup>e</sup> trimestre de 1956 + deux premiers mois de 1957		4 <sup>e</sup> trimestre de 1957 + deux premiers mois de 1958		4 <sup>e</sup> trimestre de 1958 + deux premiers mois de 1959	
	Valeurs (en millions de francs)	Quantités (en milliers de tonnes)	Valeurs (en millions de francs)	Quantités (en milliers de tonnes)	Valeurs (en millions de francs)	Quantités (en milliers de tonnes)
Métaux communs et ouvrages de ces métaux .....	1.893,5	162,2	1.471,3	112,0	1.418,2	118,0
Fabrications métalliques .....	2.640,2	40,7	2.641,5	41,4	2.618,6	38,1
Produits minéraux .....	2.768,5	3.737,7	2.665,3	3.727,3	2.572,5	3.722,5
Matières textiles et ouvrages de ces matières .....	2.024,9	58,5	1.745,6	47,6	1.541,5	48,1
Produits chimiques et pharmaceutiques ...	891,5	230,3	891,8	206,8	906,0	223,8
Pierres et métaux précieux .....	556,2	—	423,8	—	622,9	—
Papier et ses applications .....	454,0	43,8	456,4	41,1	445,4	42,9
Caoutchouc, peaux, cuirs et ouvrages de ces matières .....	385,0	6,9	342,0	6,1	355,4	6,6
Bois, liège et ouvrages de ces matières ...	306,3	87,0	293,5	79,6	259,0	75,2
Produits agricoles et alimentaires .....	2.806,7	401,5	2.423,8	359,2	2.332,7	398,8
Autres .....	262,2	31,7	289,7	29,6	284,7	25,9
<b>Total ...</b>	<b>14.989,0</b>	<b>4.800,3</b>	<b>13.644,7</b>	<b>4.650,7</b>	<b>13.356,9</b>	<b>4.699,9</b>

En ce qui concerne la répartition géographique des exportations de l'U.E.B.L., on constate que la quote-part revenant aux pays de la Communauté Economique Européenne s'est réduite en 1958 par rapport à 1957 de 46,1 à 45,1 p.c. Les Pays-Bas occupent toujours la première place, prenant 20,7 p.c. des exportations, mais la France s'est vue reléguée à la troisième place (10,6 p.c.) après l'Allemagne fédérale (11,5 p.c.). La part des Etats-Unis et du Royaume-Uni a été respectivement de 9,2 p.c. et de 5,7 p.c.

A l'importation, la place occupée par les pays du Marché Commun devient de plus en plus importante. La fraction des importations de l'U.E.B.L. en provenance de ces pays est passée de 43,5 p.c. en 1957 à 46,6 p.c. en 1958. Celle des Etats-Unis, par contre, est tombée de 12,4 à 9,9 p.c.

Quant à l'orientation récente du commerce extérieur de l'U.E.B.L., on relève la persistance, depuis septembre 1958, d'un boni avec les Etats-Unis et l'Italie. Une évolution moins favorable des ventes à la France a entraîné un déficit accru à l'égard de

ce pays. Les exportations vers les Pays-Bas ont évolué plus favorablement au cours des derniers mois. Le rythme des importations en provenance de l'Allemagne fédérale s'est ralenti au cours des derniers mois, tandis que les exportations de l'U.E.B.L. vers ce pays ont tendance à augmenter; ainsi, le déficit commercial avec l'Allemagne fédérale se rétrécit.

### CONSOMMATION ET INVESTISSEMENTS

Les données statistiques qu'on possède sur l'évolution récente des revenus, de la consommation, de l'épargne et des investissements sont très incomplètes et, par leur caractère partiel, parfois contradictoires à première vue. Seule la diminution des investissements s'en dégage avec une précision suffisante quant à son orientation. Mais l'accroissement de l'épargne liquide semble contraster avec le maintien de la consommation à un moment où probablement les revenus n'augmentent pas.

Tableau III.

## Evolution des investissements, défense nationale exclue

(En millions de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Désignation	Valeur				Différence en pour cent par rapport à l'année précédente			
	1955	1956	1957	1958 p	1955	1956	1957	1958 p
A. Bâtiments et génie civil :								
1. Immeubles d'habitation .....	18.900	20.020	23.200	20.900	- 0,7	+ 5,9	+ 15,9	- 9,9
2. Locaux professionnels .....	7.960	8.750	11.440	9.000	+ 12,1	+ 9,9	+ 30,7	- 21,3
3. Travaux de génie civil dépendant de l'Etat .....	5.680	7.630	8.400	6.400	+ 12,7	+ 34,3	+ 10,1	- 23,8
4. Travaux des pouvoirs subordonnés .....	6.040	5.620	4.800	5.700	+ 18,4	- 7,0	- 14,6	+ 18,8
5. Divers .....	590	530	530	500	+ 19,5	+ 8,2	-	- 5,7
Total ...	39.070	42.550	48.370	42.500	+ 6,5	+ 8,9	+ 13,7	- 12,1
B. Outillage industriel, agricole et divers .....	25.780	31.200	33.160	33.000	+ 5,7	+ 21,0	+ 6,3	- 0,5
C. Matériel de transport .....	12.600	12.460	11.750	12.000	+ 19,8	- 1,1	- 5,7	+ 2,1
Total général ...	77.450	86.210	93.280	87.500	+ 8,2	+ 11,3	+ 8,2	- 6,2

Sur la base de diverses indications, nous pouvons toutefois admettre que l'accroissement des dépôts d'épargne et des souscriptions aux émissions d'obligations est compensé par une désépargne par réduction des stocks industriels et commerciaux et des investissements des particuliers en construction d'habitations.

Le Ministère des Affaires économiques vient d'établir une évaluation provisoire des investissements fixes pendant l'année écoulée. Il en résulte que leur valeur totale a diminué de 93,3 milliards de francs en 1957 à 87,5 milliards en 1958, soit de 6,2 p.c., si l'on exclut les dépenses militaires. La composition des investissements fait apparaître une diminution de 10 p.c. pour les immeubles d'habita-

tion et de 21 p.c. pour les locaux professionnels. D'autre part, les travaux de génie civil dépendant de l'Etat ont été exécutés à un rythme moins rapide en 1958 qu'en 1957. Par contre, les travaux des pouvoirs subordonnés ont repris de l'importance. Au total, les investissements en bâtiments et génie civil auraient diminué de 12 p.c. Le rythme de l'équipement en outillage industriel et autre est resté à peu près inchangé. En matériel de transport, une légère reprise serait observée : elle proviendrait de l'équipement en moyens de transports en commun lors de l'Exposition.

En vue de remédier à l'insuffisance tant conjoncturelle que structurelle des investissements industriels, le Gouvernement vient de déposer deux projets

Tableau IV.

Niveaux de consommation <sup>1</sup>

Moyennes mensuelles	1956		1957		1958	
	1er semestre	2 <sup>e</sup> semestre	1er semestre	2 <sup>e</sup> semestre	1er semestre	2 <sup>e</sup> semestre
<b>I. Consommation</b>						
<i>de denrées alimentaires et de tabac :</i>						
Indice de la consommation alimentaire (1953 = 100) (a) .....	107	113	108	110	111	112
Viande (poids net de la viande fraîche prête à la consommation) (en milliers de tonnes) (b) .....	33,5	33,2	32,1	33,0	32,5	36,2
Bières (en milliers de tonnes) (c) .....	13,3	13,0	14,3	13,4	13,9	13,5
Cigarillos (en millions de pièces) (d) ...	43,6	52,2	44,0	55,3	40,4	53,0
Cigarettes (en millions de pièces) (d) ...	707	772	824	819	854	893
<b>II. Achats de biens</b>						
<i>de consommation durables :</i>						
Volume des ventes d'articles textiles dans les grands magasins (Indice 1953 = 100) (e) .....	114	126	120	123	124	134
Volume des livraisons de tissus sur le marché intérieur (Indice 1953 = 100)	100	134	109	108	92	110
<b>III. Dépenses de tourisme :</b>						
Nombre de nuitées dans les hôtels belges (en milliers) (b) <sup>2</sup> .....	581	1.476	669	1.690	776	1.888

<sup>1</sup> Sources : a) Institut de Recherches Economiques et Sociales.

b) Institut National de Statistique.

c) Ministère des Finances. Il s'agit de la mise en œuvre des matières premières et des matières farineuses déclarées à l'impôt. (Belgique + Grand-Duché de Luxembourg.)

d) Ministère des Finances.

e) Fédération de l'Industrie Textile Belge.

<sup>2</sup> Moyennes semestrielles sur base des chiffres mensuels non rectifiés.

de loi sur l'aide sélective aux investissements. Le premier définit des mesures susceptibles de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, tandis que le second vise à combattre les difficultés économiques et sociales dans certaines régions.

La consommation privée a constitué un foyer de résistance à la propagation de la dépression. Il en a été de même pour la consommation des pouvoirs publics : les dépenses de l'Etat sont passées en effet de 108 milliards en 1957 à 124 milliards de francs en 1958, soit une augmentation de 15 p.c., principalement en raison de la progression des dépenses ordinaires.

En ce qui concerne plus particulièrement la consommation privée, les dépenses en biens de consommation courants se sont maintenues, sinon ont augmenté dans le courant de l'année écoulée.

L'augmentation de l'indice des ventes de produits alimentaires dans les grands magasins est suffisamment forte pour ne pas devoir être attribuée uniquement à l'expansion structurelle de ce secteur de la distribution. Dans les autres catégories de magasins, les chiffres de vente de ces produits font également état d'une augmentation. Enfin, les importations d'aliments ont légèrement progressé en volume en 1958, mais ont diminué en valeur à la suite de la baisse des prix internationaux. Cependant, il semble que la consommation alimentaire ait subi une diminution à la fin de l'année écoulée.

Tableau V.

**Indices des ventes à la consommation**  
(Ventes mensuelles : base 1953 = 100)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Grands magasins à rayons multiples			
	Alimentation	Habillement	Ameublement	Total
1951 .....	93	101	101	97
1953 .....	100	100	100	100
1956 .....	133	120	114	124
1957 .....	132	126	124	129
1958 .....	140	138	129	139
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	141	127	137	131
3 <sup>e</sup> trimestre .	125	134	126	132
4 <sup>e</sup> » .	154	161	115	162
1959 Janvier .....	147	145	139	139
Février .....	134	101	116	116

D'après les données fragmentaires dont on dispose, la consommation de produits textiles s'est redressée après un fléchissement prononcé au premier semestre. Les ventes de l'industrie du vêtement et de la confection se situent à un niveau légèrement supérieur en 1958 à celui de l'année précédente, mais les livraisons de tissus sur le marché intérieur sont en baisse. Du côté de la distribution au détail,

les chiffres disponibles font état d'une stabilisation, voire d'une augmentation légère de la consommation par rapport à 1957.

Malgré le resserrement des conditions d'octroi des crédits à tempérament, intervenu le 1<sup>er</sup> février 1958, les ventes d'automobiles ont atteint un niveau jamais connu auparavant avec 90.000 voitures neuves mises en circulation dans le courant de l'année 1958 contre 87.000 en 1957. Vu la faveur dont jouissent les petites voitures bon marché, les dépenses pour l'achat d'autos neuves n'ont cependant pas augmenté aussi rapidement que la progression du nombre des ventes le laisserait supposer. Le nombre d'appareils récepteurs de télévision en usage en Belgique s'est accru de 200.000 à la fin de 1957 à 350.000 à la fin de 1958.

Tableau VI.

**Montants des crédits finançant les ventes à tempérament de biens de consommation durables**

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Total	Automobiles et motos	Articles ménagers
	(en millions de francs)		
1954 2 <sup>e</sup> semestre .....	2.420	1.221	932
1955 1 <sup>er</sup> semestre .....	2.624	1.480	922
2 <sup>e</sup> » .....	2.716	1.394	1.049
1956 1 <sup>er</sup> semestre .....	2.838	1.595	1.019
2 <sup>e</sup> » .....	2.839	1.353	1.174
1957 1 <sup>er</sup> semestre .....	3.101	1.650	1.185
2 <sup>e</sup> » .....	3.312	1.365	1.498
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	2.980	1.421	1.249
2 <sup>e</sup> » .....	3.107	1.241	1.499

Les dépenses pour loisirs et distractions et, d'une manière générale, pour les services, ont, sans aucun doute, augmenté dans le courant de l'année 1958, mais la tendance s'est probablement renversée après la fin de l'Exposition.

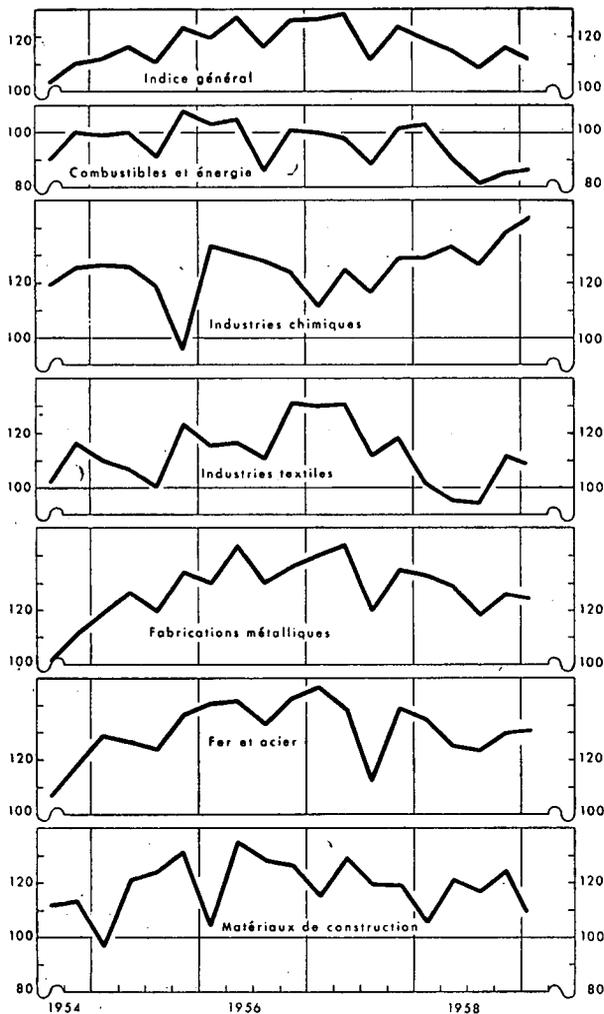
**PRODUCTION**

Au cours du dernier trimestre de 1958, l'indice général de l'activité industrielle publié par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Louvain était respectivement de 8 et 6,3 p.c. inférieur aux chiffres correspondants des deux années antérieures. Pendant les premiers mois de 1959, l'allure de l'activité était meilleure qu'un an plus tôt. Dans l'ensemble, le fond de la récession se situe en effet vers le mois de mai 1958; une tendance moins défavorable s'est dessinée depuis lors, mais d'une façon hésitante et peu prononcée. Cependant, tout récemment, la reprise s'est accentuée dans la sidérurgie, la construction et les activités connexes.

Graphique 5.

**Indices de la production industrielle  
dans les principaux secteurs industriels**

(Base 1953 = 100)



Source : Institut de Recherches Economiques et Sociales.

Par contre, le climat de récession ne s'est pas encore dissipé dans les industries textiles et des fabrications métalliques.

\*\*

La crise charbonnière européenne s'est aggravée au cours des derniers mois par suite du repli conjoncturel dans l'industrie lourde et des conditions climatiques particulièrement clémentes. Par ailleurs, la concurrence du pétrole ne faiblit pas, mais les importations de charbons américains ont diminué.

La contraction des débouchés a été le plus accusée pour l'industrie charbonnière belge en raison de sa position compétitive relativement faible. Celle-ci a eu pour effet non seulement une réduction des exportations, entre autres vers la France et les pays en dehors de la C.E.C.A., mais surtout une augmentation des importations en provenance de l'Allemagne et, dans une mesure moindre, des Pays-Bas.

La diminution de la demande intérieure et extérieure de charbon belge a déterminé une nouvelle progression des stocks sur le carreau des mines : au début d'avril 1959, ils se sont élevés à 7,3 millions de tonnes, chiffre qui dépasse de loin tous les maxima antérieurs.

Cependant, une série de mesures ont été prises pour enrayer l'accumulation des stocks. Les charbonnages belges ont d'abord accentué la réduction de leur production par la fermeture de plusieurs puits d'extraction et surtout par une augmentation de la mise en chômage. Le nombre moyen de jours ouvrés est revenu de 22,05 par mois au premier semestre de 1958 à 20,55 au quatrième trimestre et à 20,49 en janvier 1959. En plus du chômage, il y a lieu de tenir compte d'une diminution régulière du nombre d'ouvriers inscrits; celui-ci est tombé de 151.900 en décembre 1957 à 137.000 en février 1959. Aussi la production charbonnière a-t-elle diminué de 25 p.c. du premier trimestre de 1958 à la même période de 1959.

En vue d'empêcher une aggravation du chômage, les pouvoirs publics se sont efforcés de favoriser l'écoulement des charbons belges sur le marché intérieur. Ils ont d'abord renforcé le contingentement des importations de charbon en provenance des Etats-Unis et d'autres pays non membres de la C.E.C.A. Ensuite, ils ont suspendu, à partir du 6 février 1959, l'utilisation de schistes de terrils qui représentait en 1957 une quantité de 780.000 tonnes.

Les charbonnages belges ont consenti, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959, des abaissements de prix de l'ordre de 5 à 8 p.c., suivant les sortes de charbon; à l'exportation vers les marchés en dehors de la C.E.C.A., les réductions de prix sont bien plus importantes par suite de la concurrence des charbons américains.

L'ampleur de la crise de surproduction a amené les autorités à adopter un programme d'assainissement destiné à corriger les déficiences structurelles de l'industrie charbonnière. Le Gouvernement a d'abord décidé de réduire progressivement les subventions directes de 200 millions de francs par an. Celles-ci reviendraient de 800 millions de francs en 1959 à 200 millions de francs en 1962. La diminution de l'aide financière gouvernementale obligera les mines non rentables à se réorganiser ou à arrêter leur activité. En plus de cette mesure à caractère général, un programme d'assainissement du bassin du Borinage a été élaboré. Les cinq charbonnages déficitaires vont fusionner en une seule société et la production totale de ce bassin sera réduite de un tiers par la fermeture des sièges d'exploitation les plus coûteux. La publication de ce programme suscita de fortes oppositions au Borinage et déclencha en février une grève dans plusieurs bassins charbonniers. Ces troubles sociaux s'apaisèrent devant les promesses du Gouvernement et des organisations patronales de procéder à une reconversion économique de la région et d'assurer le réembauchage des mineurs qui seront licenciés.

Tableau VII.

## Activité de l'industrie houillère

Sources : Administration des Mines et Institut National de Statistique - Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

Périodes	Production par jour ouvrable	Production par mois	Rendement journalier (kg par ouvrier du fond et de la surface réunis)	Consommation apparente de houille crue	Balance commerciale			Stocks (fin de période)
					Importations	Exportations	Solde	
	(en milliers de tonnes)				(en milliers de tonnes)			
(moyennes mensuelles)								
1951 .....	97,9	2.471	734	2.866	205	157	- 48	225
1953 .....	99,2	2.505	766	2.479	202	335	+ 133	3.074
1956 .....	96,9	2.463	841	2.777	414	379	- 35	179
1957 .....	95,7	2.424	838	2.745	453	327	- 126	1.413
1958 .....	89,3	2.255	841	2.319	457	235	- 222	6.928
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	96,4	2.410	837	2.267	397	255	- 142	5.000
3 <sup>e</sup> trimestre .....	79,7	2.046	835	2.256	521	197	- 324	6.162
4 <sup>e</sup> » .....	85,1	2.155	859	2.478	512	234	- 278	6.928
1959 Janvier .....	80,3	2.088	853		574	215	- 359	7.084
Février ..... (p)	65,4	1.570				178		7.034
Mars ..... (p)	81,3	2.035						7.347

Des programmes d'assainissement pour les autres bassins sont à l'étude.

Un arrêté royal du 23 mars 1959 a facilité le financement des stocks des charbonnages en autorisant l'Etat à attacher sa garantie aux avances sur warrants charbonniers. Le but est de faciliter la constitution de stocks et de réduire la fréquence du chômage. La Haute Autorité de la C.E.C.A. a également élargi son aide financière au stockage dans les houillères de la Communauté.

\*  
\*\*

L'activité des *cokeries* continue de subir les incidences défavorables du repli conjoncturel dans la sidérurgie. Si le recul de la production est resté limité, les stocks se sont cependant accrus de 220.000 tonnes en juin à 276.000 tonnes en décembre 1958. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959, les prix ont été abaissés de 6 p.c.

\*  
\*\*

La production d'électricité a continué à fléchir. Elle s'est située au quatrième trimestre de 1958 à un niveau de 7 p.c. environ inférieur au chiffre atteint pendant la période correspondante de 1957. La diminution est due au repli conjoncturel dans les industries lourdes et, pour cette raison, elle est la plus sensible pour les centrales des autoproduleurs industriels. En revanche, la production de courant électrique à usage domestique enregistre à nouveau un progrès modéré.

Les prix des fournitures d'énergie électrique en haute tension ont été abaissés de 5 p.c. à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

Tableau VIII.

## Production d'énergie électrique

Source : Administration de l'Industrie - Direction : Energie électrique.

Moyennes mensuelles	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des autoproduleurs industriels <sup>1</sup>
	Régies communales	Sociétés privées	
(en millions de kWh)			
1951 .....	33	429	330
1953 .....	33	400	384
1956 .....	36	508	443
1957 .....	36	556	459
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	38	554	460
3 <sup>e</sup> trimestre .....	30	511	422
4 <sup>e</sup> » .....	42	583	480
1959 Janvier .....	47	623	486

<sup>1</sup> Production brute en 1951 et 1953, alors qu'à partir de 1950, les chiffres sont nets pour les centrales individuelles.

\*  
\*\*

Les raffineries de pétrole ont pu développer leur activité malgré le climat de récession économique.

La demande est restée ferme nonobstant la hausse des prix survenue à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1958. En effet, à cette date, le Gouvernement a augmenté le droit d'accise sur l'essence de 50 centimes le litre et a introduit un nouvel impôt de 36 centimes sur le gas-oil. Cet alourdissement de la fiscalité a amené

les sociétés distributrices de pétrole à relever leurs prix; de novembre à février, l'augmentation est de 8 p.c. pour l'essence, de 23,5 p.c. pour le gas-oil et

Tableau IX.

### Activité des raffineries de pétrole

Source : Ministère des Finances - Service des Accises.

Moyennes mensuelles	Mise en œuvre de pétroles bruts (en millions de litres)	Production (en milliers de tonnes)		
		Huiles légères	Huiles combustibles	
			Fuel-oil	Autres
1951 .....	83	18	33	16
1953 .....	308	79	112	66
1956 .....	522	134	164	117
1957 .....	520	130	173	104
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	600	153	197	122
3 <sup>e</sup> trimestre ..	643	153	221	138
4 <sup>e</sup> » ..	674	155	250	142
1959 Janvier .....	709	176	252	143
Février .....	564	134	198	125

de 4,5 p.c. pour le fuel-oil. Un arrêté royal du 24 mars 1959 a établi un droit d'accise de 10 francs par 100 kg sur les fuel-oils.

\*  
\*\*

La tendance plus favorable qui caractérise l'industrie sidérurgique n'apparaît pas encore très nettement dans les chiffres de la production. Ceux-ci sont restés, au premier trimestre de l'année, de 6 p.c.

Tableau X.

### Activité de la sidérurgie

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Effectif ouvrier (fin de période)	Production (moyennes mensuelles - en milliers de tonnes)			Exportation
		Fonte	Acier brut		
			Acier fini		
1951 .....	50.536	404	417	325	383
1953 .....	45.527	352	369	280	344
1956 .....	55.792	480	532	397	481
1957 .....	54.650	465	523	370	472
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	52.162	456	506	351	474
3 <sup>e</sup> trimestre .....	51.868	455	491	331	479
4 <sup>e</sup> » .....	51.238	472	500	363	487
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .....	51.033 <sup>1</sup>	481 <sup>1</sup>	p 496	376 <sup>1</sup>	510 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Janvier.

chands s'établit à 5.100 francs la tonne et celle des ronds à béton à 4.750 francs contre respectivement 4.500 et 4.250 francs antérieurement.

Le marché de la ferraille reflète également l'amélioration de la conjoncture sidérurgique. Comparati-

environ inférieurs à ceux des mois correspondants de 1958.

Cependant, les carnets d'ordres se sont rapidement regarnis : pendant les deux premiers mois de l'année, le volume des inscriptions de commandes était de 13 p.c. supérieur à celui de la même période de 1958. L'accroissement de la demande provient pour l'essentiel des pays en dehors de la Communauté Economique Européenne, et notamment de certains Etats du Moyen-Orient et de l'Asie ainsi que de l'Argentine et des Etats-Unis. L'abondance actuelle des commandes en provenance de ce dernier pays semble reposer en partie sur un courant spéculatif provoqué par des craintes de grèves dans l'industrie sidérurgique. Le revirement conjoncturel aux Etats-Unis et certaines disparités de prix jouent également en faveur des produits belgo-luxembourgeois. Sur le marché intérieur, par contre, où les producteurs se trouvent confrontés avec une forte concurrence des aciers français, le courant des ventes reste beaucoup plus calme, comme dans la plupart des autres pays de la Communauté.

Pour la première fois depuis la fin de 1956, les exportations sont en hausse. A deux reprises, le 13 janvier et le 9 mars, l'Entente de Bruxelles, qui groupe les entreprises exportatrices des six pays de la Communauté Economique Européenne, a fixé, à titre indicatif, de nouveaux barèmes minima qui tiennent compte des hausses enregistrées sur le marché. Depuis le début de l'année, les prix pratiqués ont augmenté de 5 à 12 p.c. environ selon les produits. A l'intérieur de la Communauté, un important producteur a déclaré en mars des prix en hausse pour deux produits, auprès de la Haute Autorité de la C.E.C.A. La nouvelle cotation des aciers mar-

vement à décembre 1958, des hausses atteignant 9 p.c. la tonne ont été relevées en mars pour certaines mitrilles.

Si, pour l'ensemble de l'année écoulée, la valeur des exportations sidérurgiques belgo-luxembour-

geoises a été inférieure à celle de l'année 1957, en raison de la baisse des valeurs unitaires, les quantités expédiées ont néanmoins augmenté de 1,3 p.c. Vers la fin de l'année, le courant des expéditions s'est un peu amplifié.

En ce qui concerne l'orientation géographique des exportations, il y a lieu de signaler l'importance accrue de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, devenus les trois principaux clients de la sidérurgie belgo-luxembourgeoise. Les Pays-Bas, principal débouché en 1957; n'occupent plus que le quatrième rang. Les quantités expédiées à ce dernier pays ont cependant augmenté de façon très sensible au cours du dernier trimestre de l'année. Les envois à destination de l'Allemagne, des Etats-Unis et des pays scandinaves ont également progressé d'un trimestre à l'autre.

Parmi les débouchés d'outre-mer, on relève en 1958 un accroissement considérable des ventes en Argentine, devenue le cinquième marché par ordre d'importance, au Venezuela et à l'Inde. Au contraire, le Royaume-Uni et le Congo Belge ont réduit leurs achats.

\*  
\*\*

Dans l'ensemble, l'activité des industries des fabrications métalliques a marqué un fléchissement sensible en 1958. La plupart des secteurs en ont été affectés à des degrés divers. Le nombre d'ouvriers

occupés est tombé de 201.102 unités en janvier 1958 à 173.869 un an plus tard, soit une baisse de près de 14 p.c. La régression de l'emploi a été particulièrement marquée en constructions électriques et navales, dans les aciéries de moulage, en ponts et charpentes et dans l'industrie des armes portatives et leurs munitions. Par contre, en tréfileries et en constructions mécaniques diverses ainsi que dans la branche des machines motrices, pneumatiques et hydrauliques, les réductions sont restées très limitées.

La détérioration de la situation apparaît nettement dans l'écart entre le montant des commandes inscrites et celui des expéditions totales. Alors que celles-ci ont dépassé les premières de 499 millions de francs en moyenne par mois en 1957, l'écart s'est agrandi à 1.170 millions au cours du premier semestre de 1958 pour atteindre 1.214 millions au second semestre. En janvier cependant, la différence s'était réduite à 825 millions en raison, principalement, du placement d'un important volume d'ordres dans les branches du matériel aéronautique et de l'assemblage d'automobiles. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une reprise saisonnière normale à l'approche du printemps. Certains produits de première transformation ont également bénéficié d'un accroissement des commandes.

Le contraste que l'on relève entre, d'une part, le recul de l'emploi et des nouvelles commandes enregistrées, d'autre part, le maintien d'un niveau élevé d'expéditions en raison des délais nécessités pour

Tableau XI.

### Activité des industries des fabrications métalliques

Sources : Institut National de Statistique et Fabrimétal.

Périodes	Effectif ouvrier (fin de période)	Marché intérieur		Marché extérieur	
		Expéditions	Commandes inscrites	Expéditions	Commandes inscrites
		(moyennes mensuelles - en millions de francs)			
1951 .....	169.402	2.529	2.514	1.656	1.878
1953 .....	170.621	3.048	2.934	1.639	1.259
1956 .....	202.246	4.061	4.339	2.260	2.779
1957 .....	203.908	4.267	3.866	2.366	2.268
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	191.320	4.373	3.553	2.377	2.028
3 <sup>e</sup> trimestre ..... (p)	183.993	3.936	3.197	2.254	1.833
4 <sup>e</sup> » ..... (p)	176.621	4.336	3.414	2.416	2.067
1959 Janvier ..... (p)	173.869	4.035	3.543	2.366	2.033

l'exécution des commandes antérieures, constitue le trait le plus significatif de cette industrie. La durée d'activité assurée a continué dans l'ensemble à se réduire; cependant, une légère amélioration s'est dessinée en mars.

Seules, parmi les entreprises de première transformation, les tréfileries ont pu maintenir un niveau d'activité suffisant au cours de la période étudiée. Ailleurs, la détérioration a été plus ou moins marquée selon les cas. Les prix sont restés orientés à la baisse.

En biens de consommation durables, une amélioration de la situation a été constatée récemment dans certains secteurs, en particulier ceux des appareils électriques et du matériel de transport.

Dans le secteur des biens d'équipement, la demande est restée relativement satisfaisante en constructions électriques où la durée d'activité assurée a légèrement progressé. Par contre, celle-ci s'est fortement réduite dans la construction et la réparation maritimes. La construction fluviale a subi les

effets favorables de l'arrêté royal du 15 septembre 1958 qui a amélioré les conditions de financement de la construction.

Pour l'ensemble de l'année, les exportations de fabrications métalliques ont atteint 31,1 milliards de francs contre 29,5 milliards en 1957. Bien qu'en diminution au second semestre, le montant des livraisons est resté supérieur de 6 p.c. environ à celui de la période correspondante de 1957. En général, la progression des quantités expédiées a été neutralisée en partie par la baisse de la valeur unitaire des produits. Parmi les débouchés qui se sont élargis, il y a lieu de signaler le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et l'Amérique centrale et du Sud. Par contre, les envois à destination des Pays-Bas, du Congo belge et de la France se sont réduits.

Les ventes de tréfilés ont augmenté, particulièrement vers l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis. De son côté, la construction navale a effectué des livraisons accrues au Royaume-Uni. Pour l'ensemble de l'année 1958, le chiffre des ventes de ce secteur a presque doublé comparativement à 1957. En constructions électriques, la France et le Congo belge ont réduit leurs achats, tandis que l'Allemagne fédérale et l'Amérique centrale et du Sud ont accru

les leurs. De même, les pays scandinaves et l'Allemagne se sont révélés des débouchés extrêmement intéressants pour l'industrie de l'automobile.

\*  
\*\*

Au cours des derniers mois, la situation des industries des métaux non ferreux bruts a été caractérisée par une reprise dans la production de cuivre et de plomb, un niveau d'activité assez faible pour le zinc et l'étain et un plafonnement de la production d'aluminium. Dans le secteur des produits demi-finis, la production s'est encore accrue durant le dernier trimestre de 1958 et a atteint pour l'année considérée un montant supérieur à celui de 1957.

Dans l'ensemble, les prix des métaux non ferreux sur les grands marchés des matières premières se sont sensiblement raffermis au cours des derniers mois, sous l'effet d'une demande mondiale devenue plus favorable, mais surtout en raison d'une contraction de l'offre, résultant des limitations volontaires de la production, et de la diminution des stocks chez les utilisateurs. Certains troubles sociaux qui ont surgi au cours de la période étudiée dans diverses mines de cuivre, d'étain, de zinc et de plomb, ont également influencé l'allure du marché.

Tableau XII.

**Activité des industries des métaux non ferreux**

Source : Union des Industries des Métaux non ferreux.

Périodes	Production (moyennes mensuelles - en tonnes)						Effectif ouvrier (fin de période)
	Produits bruts					Produits demi-finis	
	Cuivre	Plomb	Zinc	Etain	Aluminium		
1951 .....	11.846	6.068	16.741	835	117	16.470	17.102
1953 .....	12.528	6.363	16.119	821	126	12.833	15.325
1956 .....	14.071	8.522	19.224	871	228	16.604	15.909
1957 .....	12.713	8.272	19.637	793	179	16.150	15.655
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	12.259	7.728	18.846	915	245	16.634	15.051
3 <sup>e</sup> trimestre .....	13.277	7.121	16.294	696	208	15.190	14.885
4 <sup>e</sup> » .....	13.941	9.382	17.601	524	205	17.787	14.973
1959 Janvier <sup>1</sup> .....	13.758	9.762	18.014	515	204	16.489	14.901
Février <sup>1</sup> .....	13.654	8.582	17.997	564	202	14.898	

<sup>1</sup> Moyennes mobiles trimestrielles pour les produits bruts.

A Bruxelles, le cuivre électrolytique est passé de 25 francs le kg à la fin de mars 1958 à 31 francs en décembre pour atteindre 34,25 francs à la fin de mars 1959. L'évolution a été parallèle sur les autres places mondiales. De son côté, le marché de l'étain est resté influencé par les restrictions d'exportation décidées par le Conseil International de l'Etain et par le récent accord conclu avec l'Union Soviétique sur la limitation des ventes à l'extérieur de ce pays. Un élargissement des quotas d'exportation a pu être décidé par le Conseil en février : le contingent a été porté de 20.000 à 23.000 tonnes pour le deuxième trimestre de l'année. Le cours de l'étain à Londres, qui se situait aux environs de 730 livres la tonne

longue à la fin de mars 1958 est fixé actuellement à 780 livres, après un redressement ininterrompu depuis septembre dernier. En ce qui concerne le plomb et le zinc, l'allure des cours s'est ressentie de la décision prise par le gouvernement des Etats-Unis de limiter, à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1958, les importations de ces métaux à 80 p.c. des importations moyennes des cinq années 1953 à 1957, ainsi que du non-aboutissement des propositions faites en novembre à Genève, au cours de la conférence de l'Organisation des Nations Unies, en vue de résoudre le problème des excédents de plomb et de zinc. Si le prix du plomb n'a plus guère varié depuis le début de l'année 1958, un redressement a toutefois été

constaté depuis l'automne pour le zinc : en mars, la progression était de 12 p.c. par rapport à septembre dernier.

Les exportations globales de métaux non ferreux ont atteint 5,6 milliards au second semestre de 1958 contre 5 milliards au premier semestre et 5,1 milliards pendant la deuxième moitié de 1957. Leur valeur unitaire moyenne est en augmentation depuis le second semestre de 1958; les ventes aux Etats-Unis, à l'Allemagne fédérale, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni se sont accrues.

\*\*

L'activité globale des industries chimiques n'est guère marquée par la récession; certains secteurs sont même en nette expansion et les exportations se développent.

Tableau XIII.

### Production d'ammoniaque de synthèse et de dérivés

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Azote primaire	Azote engrais
	(en milliers de tonnes)	
1951 .....	16,0	14,9
1953 .....	15,2	13,8
1956 .....	19,6	18,8
1957 .....	19,5	17,2
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	22,1	20,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	23,2	20,2
4 <sup>e</sup> » .....	24,2	22,1
1959 Janvier .....	26,7	24,2

Par rapport à 1957, la production d'azote s'est accrue de 17 p.c. en 1958, spécialement au second semestre. L'activité est restée favorablement orientée au début de 1959. En dix ans, la production a augmenté de plus des deux tiers, d'où une dépendance accrue des possibilités d'écoulement sur les marchés mondiaux. Depuis la forte réduction du mois d'août dernier, les prix des engrais azotés manifestent une légère tendance haussière.

Dans le domaine de la pétrochimie, le retard de la Belgique reste considérable, malgré les investissements importants qui furent effectués les trois dernières années. La société « Pétrochimie », qui fut constituée en 1957 et entra en exploitation l'année dernière, s'occupe principalement de la valorisation chimique de l'éthylène et du propylène. En outre, une nouvelle société vient d'être formée. Elle appartient conjointement à l'Union Carbide Corporation et à la « Pétrochimie ». La construction d'une usine qui aurait une capacité de production initiale de 13.000 tonnes de polyéthylène par an, est prévue pour 1961.

La situation dans le secteur des dérivés de houille demeure pénible. La clémence de l'hiver a amené une réduction de la consommation de coke; les enlèvements de la métallurgie restent moyens et les enfournements ont été réduits en vue d'éviter l'accumulation de stocks invendus.

Les industries pharmaceutiques et photographiques bénéficient toujours de marchés fermes.

\*\*

Dans l'industrie de la construction, la réduction de l'activité des chantiers paraît normale en cette période de l'année. Au début de mars toutefois, le nombre des demandes d'emploi restait supérieur à celui de la même période de 1958, tandis que le chiffre des ouvriers occupés en fin d'année à des travaux publics et privés se situait au-dessous du niveau de 1957. Des indices favorables existent cependant qui permettent de conclure à un redressement de l'activité dans le courant de l'année. En travaux publics, le montant global des adjudications en 1958 a progressé de 36 p.c. comparativement à 1957, cependant qu'un programme spécial de travaux de l'Etat portant sur 3 milliards est prévu pour le premier trimestre de cette année. Par contre, le volume des paiements aux entreprises est resté inférieur de 3 p.c. à celui réalisé en 1957.

Dans le secteur privé, le nombre des autorisations de bâtir accordées pour la construction d'habitations et celui des habitations achevées au dernier trimestre de 1958 ont été légèrement supérieurs aux chiffres correspondants de 1957. Le total des primes De Taeye accordées et payées est également en progression. Deux arrêtés royaux successifs, en date du 1<sup>er</sup> septembre 1958 et du 4 février 1959, sont venus assouplir les conditions d'octroi des primes. Au cours des deux premiers mois de l'année, le nombre de celles-ci a presque doublé comparativement à 1958.

Tableau XIV.

### Production de matériaux de construction

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Concassés de porphyre et de grès <sup>1</sup>	Ciment	Briques ordinaires (en millions de pièces)	Verre plat (indice 1953 = 100)
	(en milliers de tonnes)			
1951 .....	361	366	195	108
1953 .....	312	386	172	100
1956 .....	421	389	176	152
1957 .....	424	392	187	130
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	356	327	142	141
3 <sup>e</sup> trimestre ..	387	367	222	140
4 <sup>e</sup> » ..	334	331	178	p 170
1959 Janvier .....		200	109	

<sup>1</sup> A partir de 1956, chiffres non comparables à ceux des années précédentes par suite de l'augmentation du nombre de déclarants.

Pour l'ensemble de l'année, le recul de la production des *cimenteries* atteint 14 p.c. Une légère amélioration a été constatée au dernier trimestre, bien que les chiffres soient restés inférieurs à ceux de la période correspondante antérieure. En janvier, cependant, le recul saisonnier de la production a été très prononcé. L'activité du bâtiment, demeurée assez réduite au cours de la période étudiée, et les difficultés rencontrées sur les marchés extérieurs — accentuation de la concurrence et développement d'industries locales — ont exercé une incidence défavorable sur la situation de cette industrie. Au cours de l'année, les exportations ont diminué de 30 p.c. en quantité. Le léger accroissement des ventes à la zone sterling et au Congo belge n'a pu compenser le recul important des livraisons aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et en Amérique centrale et du Sud.

Les *verreries* ont fait preuve d'une activité très satisfaisante. Si, dans l'industrie du verre creux, un certain ralentissement a été constaté à la fin de l'année, l'industrie du verre plat a, au contraire, enregistré des progrès sensibles. La production se situe à un niveau très supérieur à celui de la période correspondante antérieure. En verres à vitre, la production et les prix ont été soutenus par un volume d'ordres très important en provenance des Etats-Unis, engendré à la fois par la reprise dans l'industrie de la construction et par des grèves dans l'industrie verrière. De même, les expéditions à destination du Canada, de l'Allemagne fédérale et de l'Italie se sont accrues. Des progrès ont également été réalisés dans les exportations de glaces vers la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Les perspectives dans ces deux secteurs sont très favorables.

La production des *briqueteries* a continué à se réduire au dernier trimestre de l'année; comparativement à 1957, la baisse atteint 7 p.c. environ. Il en est de même du chiffre de l'emploi, en recul de près de 10 p.c. d'une année à l'autre. En même temps, des stocks se sont accumulés. Toutefois, les perspectives favorables dans l'industrie de la construction sont de nature à améliorer à brève échéance la situation de ce secteur. Déjà, une tendance modérée à une hausse des prix est apparue.

La situation des *carrières* reste, de façon générale, caractérisée par un niveau de production assez faible. Les perspectives plus favorables qui se font jour dans l'industrie de la construction n'ont pu encore influencer suffisamment l'activité de ce secteur qui se ressent toujours du recul subi par le bâtiment et du fléchissement de la demande étrangère. Quoique réduite, l'activité est restée relativement satisfaisante dans les carrières de marbre, mais laisse fortement à désirer pour les concassés de porphyre et de grès. En revanche, une amélioration générale se manifeste dans les sablières.

Dans l'ensemble, l'activité est restée assez faible dans les *industries céramiques*, tous les secteurs ayant connu, à des degrés divers, un fléchissement de production. Une légère amélioration est intervenue

en fin d'année. Les difficultés rencontrées tiennent principalement au faible niveau de la demande intérieure et au rétrécissement du débouché français.

\*  
\*\*

Pour l'*industrie textile*, le fond de la récession semble se situer au deuxième trimestre de 1958. Une reprise modérée s'est manifestée depuis lors, mais il est difficile de dissocier les mouvements saisonniers des tendances fondamentales. Le redressement est surtout perceptible dans les filatures de laine peignée et de jute, les tissages de lin, le secteur des tapis en laine et la bonneterie. Dans son ensemble, il ne s'est pas amplifié pendant les premiers mois de 1959. Par ailleurs, on n'observe aucune amélioration concomitante des prix de vente.

La détérioration des prix aux différents stades de production s'est poursuivie jusqu'à la fin du troisième trimestre de 1958; pendant les trois derniers mois de l'année, une certaine stabilité d'ensemble est apparue qui a fait place, au début de 1959, à de nouvelles baisses, surtout pour les produits finis.

Pour l'ensemble de l'année, les ventes de produits textiles à l'étranger ont été de 17,8 p.c. inférieures à celles de 1957. Les livraisons à la France, aux Etats-Unis et aux Pays-Bas ont accusé la réduction la plus prononcée. Les expéditions à l'Allemagne fédérale, le deuxième client par ordre d'importance après les Pays-Bas, se sont maintenues. Par contre, celles à l'Allemagne orientale, surtout de demi-produits, et au Japon, de matières brutes, se sont fortement développées. A partir du dernier trimestre de 1958, les exportations tendent à se redresser.

Dans l'*industrie lainière*, une reprise saisonnière plus ou moins marquée selon les secteurs s'est manifestée pendant les derniers mois de 1958. Elle coïncide avec un revirement de la consommation mondiale de laine brute : selon les estimations du *Commonwealth Economic Committee*, celle-ci a été, au cours du dernier trimestre, de 3 p.c. supérieure à son niveau du premier trimestre de 1958 et égale à celui du dernier trimestre de 1957.

Les cours de la laine peignée type australien sur le marché d'Anvers se sont effrités d'une façon continue, de mai 1957 à octobre 1958 : au total, la baisse avait atteint 45 p.c. Ensuite, ils ont connu des hausses et des baisses successives : au 10 avril 1959, l'écart par rapport au maximum de mai 1957 s'était réduit à 37 p.c.

Au cours des trois derniers mois de l'année et au début de 1959, un regain d'activité s'est manifesté en lavage, carbonisage et peignage de la laine à la suite d'une rentrée d'ordres en provenance du marché intérieur. Par contre, les exportations ont évolué moins favorablement, notamment vers la France, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale.

Un arrêté royal du 22 novembre 1958 a prorogé jusqu'au 31 décembre 1960 la réduction à 5 p.m. de

la taxe de transmission sur les contrats ayant pour objet le lavage, le carbonisage et le peignage des laines. Un autre arrêté du 24 novembre 1958 a suspendu jusqu'au 31 décembre 1960 la majoration du taux de la taxe de transmission perçue à l'importation des laines lavées.

Tableau XV.

### Production de l'industrie de la laine

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Lavage et carbonisage	Peignage (rubans de peigné)	Filature		Tissage
			Laine peignée	Laine cardée	
			(en tonnes)		
1951 .....	1.295	1.370	1.491	1.350	2.084
1953 .....	1.671	1.632	1.843	1.292	2.013
1956 .....	1.966	1.813	2.219	1.559	2.574
1957 .....	2.001	1.965	2.325	1.602	2.498
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.901	1.820	1.690	1.217	1.946
3 <sup>e</sup> trimestre .	1.530	1.536	1.899	1.230	1.947
4 <sup>e</sup> » .	1.731	1.831	2.416	1.327	2.405
1959 Janvier .....					2.386

L'amélioration en filature est plus apparente pour les fils peignés que pour les fils cardés. Après le recul assez sensible constaté au premier semestre de 1958, les filatures de laine peignée ont bénéficié dès le mois de septembre du regain d'activité en bonneterie et, dans une mesure moindre, d'un affermissement de la demande étrangère. En filature de laine cardée, la reprise a été moins nette en raison de l'évolution moins favorable dans les tissages et d'une demande extérieure demeurée plutôt faible.

Le secteur du tissage a été moins favorisé par la reprise; en effet, les livraisons tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation pendant le dernier trimestre de 1958 sont restées inférieures aux niveaux atteints durant la même période de l'année 1957, surtout en tissus de laine cardée. En revanche, les tissages de tapis ont bénéficié dès le mois de septembre d'une demande étrangère plus ferme, surtout de la part des Etats-Unis, le principal débouché.

Dans l'industrie cotonnière, la reprise saisonnière de la fin de l'année a été moins prononcée.

Malgré l'évolution favorable dans le secteur des tapis et une demande étrangère soutenue, la production en filature est restée inférieure, au quatrième trimestre, au chiffre correspondant de 1957. Les livraisons sur le marché intérieur ont diminué, en quantité, de 11 p.c.

En tissage, la situation ne paraît guère plus favorable.

Par contre, pour les tapis de coton, les ventes ont repris d'une façon très nette, notamment à l'exportation.

L'indice des prix des filés a fléchi de 16 p.c. de décembre 1957 à janvier 1959. Les prix des tissus ont été plus stables.

Tableau XVI.

### Production de l'industrie du coton

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Filatures <sup>1</sup>	Tissages
	(en tonnes)	
1951 .....	8.750	6.591
1953 .....	7.408	5.553
1956 .....	8.078	6.636
1957 .....	8.368	7.049
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	6.442	5.664
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6.473	5.021
4 <sup>e</sup> » .....	6.969	6.045
1959 Janvier .....		6.099

<sup>1</sup> Production des filatures de coton fin et des cardes fileuses.

Dans le secteur de la rayonne, le redressement des trois derniers mois de 1958 est resté limité : les volumes produits étaient inférieurs à ceux des mois correspondants de l'année 1957. La situation ne s'est pas améliorée au début de 1959.

En filature, la demande intérieure a été plutôt faible; par contre, les exportations de fils de rayonne ont sensiblement augmenté. En tissage, les livraisons aux marchés intérieur et extérieur n'ont pas atteint les niveaux des derniers mois de 1957. Comme la concurrence étrangère, surtout celle des pays asiatiques, est très vive, le Gouvernement a accordé une aide indirecte aux fabricants de fibres synthétiques et artificielles en réduisant à 5 p.m. le taux de la taxe de transmission applicable à l'achat et à l'importation de matières premières. Cette mesure, en vigueur depuis le 10 mars 1958 et dont la suppression était prévue à la fin de l'année, a été rendue définitive par l'arrêté royal du 22 novembre 1958.

Dans l'industrie linière, la récession s'est accentuée pour le secteur de la préparation pendant le premier semestre de 1958; depuis lors, un regain d'activité s'est manifesté, trop faible cependant pour neutraliser les pertes subies au début de l'année.

Les exportations de lin teillé ont fléchi de 31 p.c. en 1958, surtout vers le Royaume-Uni et la France. Au Royaume-Uni, elles ont subi la concurrence russe; en France, les producteurs ont profité des subsides reçus de l'Etat pour réduire leurs prix. En filature et surtout en tissage, une amélioration s'est manifestée pendant le dernier trimestre de 1958; elle s'est ralentie en 1959.

Une prime de 10.600 francs par ouvrier occupé a été accordée par le Gouvernement, afin d'atténuer les difficultés dans lesquelles se débat l'industrie linière, en particulier au stade de la préparation. En outre, par l'arrêté royal du 22 novembre 1958, la réduction du taux de la taxe forfaitaire de 10 à 3 p.c. pour les livraisons de fils de lin aux tissages et de 11 p.c. à 1 p.c. pour les ventes de lin a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1960.

Tableau XVII.

## Production des industries du lin, du jute et des textiles artificiels

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Lin		Jute		Textiles artificiels	
	Filatures	Tissages	Filatures	Tissages	Fils	Fibres
	(en tonnes)					
1951 .....	1.020	677	5.603	3.801	1.032	1.407
1953 .....	760	618	5.973	3.660	688	1.580
1956 .....	763	602	6.381	3.215	917	1.814
1957 .....	882	628	5.759	3.038	1.059	1.829
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	750	551	6.118	3.372	822	1.429
3 <sup>e</sup> trimestre .....	635	510	5.635	3.190	800	1.154
4 <sup>e</sup> » .....	781	p643	6.568	p3.386	984	1.566
1959 Janvier .....		p566		p3.312	1.037	1.533

L'industrie du jute a surmonté les difficultés très sérieuses qu'elle avait connues en 1957. La reprise s'est amplifiée pendant les derniers mois de l'année, sous l'effet d'un substantiel courant d'ordres, émanant aussi bien du marché intérieur que de l'étranger. L'accroissement des quantités s'est accompagné d'un redressement des prix.

L'évolution favorable dans le secteur des tapis a été un facteur de soutien important pour les filatures. Les exportations de tapis vers l'Allemagne ont été très considérables.

Toutefois, au début de 1959, les rentrées d'ordres ne semblent plus aussi abondantes; par ailleurs, les prix du jute brut et des produits finis sont devenus moins fermes.

La bonneterie, qui avait ramené sa production à un niveau plus bas, a bénéficié d'un regain d'activité pendant le dernier trimestre de 1958 à la suite d'une demande intérieure et étrangère favorable. Toutefois, si les exportations ont repris, surtout vers les Pays-Bas, de loin le principal débouché, elles restent encore de 6 p.c. inférieures à celles de 1957.

Tableau XVIII.

## Bonneterie et confection

Source : Institut National de Statistique.

Indices de l'activité industrielle (Base 1953 = 100)	Bonneterie	Confection
1953 .....	100,0	100,0
1956 .....	136,0	106,2
1957 .....	134,1	104,4
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	115,3	104,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	129,6	90,2
4 <sup>e</sup> » .....	142,9	96,1

Dans la confection, la demande a pu se maintenir tout au long de l'année 1958 et au début de 1959.

\*  
\*\*

Dans l'industrie du cuir, la situation s'est encore aggravée en 1958 : l'indice de la production globale

des diverses industries du cuir est en recul de 14 p.c. par rapport à 1957, alors que pendant cette année, il s'était quasiment maintenu au niveau de 1956. Cependant, un revirement s'est produit depuis le dernier trimestre de 1958 dans la branche des cuirs légers.

Tableau XIX.

## Production de cuirs finis et de chaussures

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Cuirs lourds (en tonnes)		Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures tout cuir (en milliers de paires)
	cuirs à semelles	cuirs techniques		
1951 .....	558	124	3.084	611
1953 .....	343	101	2.935	618
1956 .....	264	100	3.723	754
1957 .....	241	118	3.702	772
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	222	109	2.968	875
3 <sup>e</sup> trimestre ..	157	77	3.133	718
4 <sup>e</sup> » ..	172	92	3.789	764
1959 Janvier .....	197	77	3.803	p850

Dans le secteur des cuirs à semelle, le recul s'est accentué en 1958. Depuis 1951, la production s'est réduite de plus de 60 p.c.

La branche des cuirs techniques, qui est moins handicapée par des facteurs d'ordre structurel, a ramené sa production au niveau de 1956. Cependant, des velléités de reprise sont apparues depuis la fin de l'année.

Les prix des peaux et des cuirs se sont raffermis par suite de certaines difficultés en matière d'approvisionnement.

L'industrie de la chaussure a légèrement amélioré sa position. L'accroissement important de la demande intérieure a bénéficié aux fabricants belges et étrangers : les importations de chaussures en 1958 se sont accrues de 7 p.c. par rapport à l'année pré-

cédente. De leur côté, les exportations ont dépassé de 20 p.c. le niveau de 1957.

\*  
\*\*

Si la production de *papier* et de *carton* a été pour 1958 en recul d'un peu plus de 5 p.c. par rapport à l'année précédente par suite d'un fléchissement de la demande intérieure, une légère reprise s'est néanmoins dessinée vers la fin de l'année.

Tableau XX.

### Activité de l'industrie du papier et du carton

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Production	Importations	Exportations
	(en tonnes)		
1951 .....	27.159	11.636	7.701
1953 .....	23.412	13.586	5.994
1956 .....	28.070	18.936	9.676
1957 .....	31.970	22.435	11.434
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	31.612	20.455	11.758
3 <sup>e</sup> trimestre .....	28.769	21.111	11.826
4 <sup>e</sup> » .....	28.963	24.929	10.826
1959 Janvier .....	p30.977	18.279	8.717
Février .....	p30.980		

Une usine de pâte à papier et de cellulose s'installera vraisemblablement dans la province de Luxembourg, à Recogne. On a annoncé que la construction sera entreprise l'an prochain et que l'usine pourrait commencer à fonctionner dès 1962.

\*  
\*\*

L'industrie diamantaire connaît, depuis les derniers mois de 1958, une reprise qui semble ne pas être seulement saisonnière. Depuis le mois de septembre, les importations de diamant brut qui étaient, au début de l'année, tombées à des niveaux fort bas, ont atteint des montants très satisfaisants, dépassant de loin ceux des mois correspondants de 1957. La même tendance caractérise les exportations de pierres taillées; elle s'est même précisée au début de 1959.

\*  
\*\*

Dans leur ensemble, les industries alimentaires ont pu maintenir leur activité. Les exportations ont repris, après un fléchissement durant le premier semestre de l'année écoulée.

A la suite de la suppression des subsides que l'Etat accordait pour permettre l'achat de froments indigènes à des prix relativement élevés, les prix des farines ont augmenté de 25 francs les 100 kg. Le prix

du pain a été adapté le 1<sup>er</sup> avril. Les difficultés fondamentales de la meunerie restent entières.

Dans l'industrie sucrière, la production s'est développée et s'écoule à des prix très fermes, mais les stocks sont nettement plus élevés que pour les mois correspondants de l'année précédente; à la fin de février 1959, ils représentaient 257.576 tonnes contre 211.478 tonnes en février 1958.

Tableau XXI.

### Industries alimentaires

Source : Institut National de Statistique - Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

Moyennes mensuelles	Milliers d'heures-ouvriers	Indice de la production industrielle I.R.E.S. (Base 1953 = 100)	Exportations de produits alimentaires (en millions de francs)
1951 .....	—	93	404
1953 .....	11.248	100	275
1956 .....	11.074	109	267
1957 .....	11.757	110	256
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	11.251	111	225
3 <sup>e</sup> trimestre .....	11.480	118	251
4 <sup>e</sup> » .....	12.418	114	285
1959 Janvier .....		107	201

Les margarineries développent leur production de façon modérée mais régulière.

Les conserveries connaissent une situation peu favorable, le niveau des stocks étant relativement élevé.

\*  
\*\*

L'année 1958 a été dans son ensemble défavorable pour l'économie agricole par suite notamment de la baisse des prix des produits de l'élevage. Toutefois, à partir du mois de septembre, un certain redressement s'est opéré, spécialement pour les prix de la viande et des pommes de terre.

Devant l'augmentation constante des emblavements de froment et la diminution de la production de céréales fourragères, le Gouvernement avait instauré le 15 août 1958 un droit spécial à l'importation de céréales secondaires. Les effets de cette mesure ne se sont pas fait attendre. Les emblavements de froment ont diminué de 186 milliers d'ha. en 1958 à 164 milliers d'ha. au 1<sup>er</sup> janvier 1959, alors que ceux de céréales fourragères sont en augmentation.

Quant aux produits laitiers, le stock de beurre a été ramené à des proportions normales : au 15 février 1959, il s'élevait à 1.115 tonnes contre 5.523 tonnes l'an dernier à la même date. Mais les mesures de soutien du marché des produits laitiers ont nécessité des dépenses de un demi-milliard de francs à charge du Fonds Agricole.

## TRANSPORTS

Si le trafic au port d'Anvers a encore fait des progrès en 1958, surtout au premier semestre, par contre, le volume des marchandises manipulées a accusé une diminution de 6 p.c. à l'entrée et de 2 p.c. à la sortie. Comme dans les autres ports de la mer du Nord, le fléchissement est imputable au transit qui, au cours de la période sous revue, a diminué à l'entrée de 22 p.c. et à la sortie, de 16 p.c., tandis qu'en trafic national les embarquements ont encore progressé.

Tableau XXII.

### Trafic maritime des marchandises au Port d'Anvers

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Importations et entrées en entrepôt	Transit d'entrée	Exportations	Transit à la sortie
	(en milliers de tonnes)			
1951 .....	921	340	774	395
1953 .....	922	279	821	326
1956 .....	1.377	488	860	419
1957 .....	1.389	439	798	429
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.333	373	846	339
3 <sup>e</sup> trimestre .	1.449	312	815	351
4 <sup>e</sup> » .	1.420	302	831	475

Dans la batellerie, le tonnage total transporté à l'intérieur du pays a diminué de 4 p.c. en 1958. Le recul est plus prononcé pour le trafic fluvial international.

Les frets fluviaux ont subi une baisse. Celle des taux applicables au transport vers l'étranger a été plus marquée, d'où une disparité accrue par rapport aux frets en vigueur à l'intérieur du pays.

Le nombre total de tonnes/kilomètres transportées par chemin de fer a fléchi de 12 p.c. environ en 1958; cependant, une légère amélioration s'est produite au second semestre.

Les tarifs du transport de voyageurs ont été augmentés de 7,5 p.c. en moyenne depuis le 15 mars 1959. Pour les marchandises, les classes tarifaires ont été réduites; dans l'ensemble, les tarifs ont été diminués de 10 p.c. à partir du 1<sup>er</sup> mars. En même temps, des réductions ont été accordées sur les tarifs spéciaux applicables au trafic entre les ports belges, d'une part, et l'Allemagne et la Suisse, d'autre part.

Si le transport de marchandises par avion poursuit son expansion fondamentale, on remarque cependant un ralentissement depuis le mois d'août 1958.

De sérieux efforts sont entrepris pour améliorer l'infrastructure du système des transports dont l'effi-

cacité est d'une importance primordiale pour l'économie belge. Le nouveau plan décennal d'équipement et d'assainissement, instauré récemment par la Société Nationale des Chemins de Fer belges, prévoit le remplacement progressif de la traction vapeur par

Tableau XXIII.

### Mouvement des marchandises en trafic intérieur

Sources : Société Nationale des Chemins de Fer belges et Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Chemins de fer	Batellerie	Total	Pourcentage de la batellerie par rapport au total
	(en milliers de tonnes)			
1951 .....	3.772	1.570	5.342	29
1953 .....	2.994	1.778	4.772	37
1956 .....	3.055	1.930	4.985	39
1957 .....	2.866	1.936	4.802	40
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	2.312	1.833	4.145	44
3 <sup>e</sup> trimestre .	2.214	1.842	4.056	45
4 <sup>e</sup> » .	2.476 <sup>1</sup>	1.960 <sup>1</sup>		
1959 Janvier .....	2.167			

<sup>1</sup> Moyenne octobre-novembre.

la traction Diesel et électrique, ainsi que la simplification de l'exploitation des lignes à trafic réduit. Pendant l'année 1959, des investissements pour un montant de 5.049 millions de francs sont prévus, pour lesquels l'intervention financière de l'Etat s'élèverait à 4.128 millions de francs.

Des crédits sont prévus au budget de 1959 afin d'améliorer les voies navigables et d'exécuter les travaux requis pour permettre la navigation de bateaux de 1.350 tonnes sur certains canaux importants. De même, un montant de 700 millions de francs est inscrit pour des travaux au port d'Anvers, destiné à l'extension du port et au renouvellement du matériel de manutention.

## EMPLOI ET CHOMAGE

Dans l'ensemble, l'emploi n'a cessé de diminuer au cours de l'année 1958 qui a vu le chômage passer à une moyenne de 181.000 unités (5 p.c. environ de la population active) contre 117.000 en 1957, soit une augmentation de 55 p.c. d'une année à l'autre.

Rappelons qu'en 1954, le chômage avait atteint en moyenne 225.000 unités. L'expansion du chômage partiel a été beaucoup plus forte que celle du chômage complet, le premier s'étant accru de 83 p.c. contre 41 p.c. pour le second. En vue de surseoir autant que possible aux licenciements d'effectifs, les chefs d'entreprise ont en effet pratiqué une politique temporaire tendant au développement du travail par

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Total	Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
		(en milliers d'unités)					
1951 .....	206,5	153,4	101,2	52,2	53,1	30,9	22,2
1957 .....	116,8	77,9	55,7	22,2	38,9	27,6	11,3
1957 1 <sup>er</sup> trimestre .....	143,9	94,4	67,9	26,5	49,5	39,4	10,1
2 <sup>e</sup> » .....	96,3	71,2	50,2	21,0	25,1	15,9	9,2
3 <sup>e</sup> » .....	88,5	63,3	45,1	18,2	25,2	16,4	8,8
4 <sup>e</sup> » .....	137,9	82,0	59,2	22,8	55,9	38,4	17,5
1958 .....	180,9	109,8	81,3	28,5	71,1	51,0	20,1
1958 1 <sup>er</sup> trimestre .....	203,8	113,7	84,7	29,0	90,1	68,5	21,6
2 <sup>e</sup> » .....	166,0	99,4	72,5	26,9	66,6	44,1	22,5
3 <sup>e</sup> » .....	149,3	98,0	72,7	25,3	51,3	35,3	16,0
4 <sup>e</sup> » .....	204,1	128,0	95,2	32,8	76,1	55,6	20,5
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .....	292,3	160,9	123,3	37,6	131,4	107,7	23,7

intermittence et par roulement. Cette politique a été particulièrement prononcée dans l'industrie houillère. Combinée avec le ralentissement généralisé du rythme de production, elle a évidemment entraîné la réduction du nombre d'heures prestées par personne employée dans la plupart des secteurs industriels.

Par rapport aux mois correspondants de l'année précédente, le chômage a été de 55 p.c. plus élevé en janvier, de 64 p.c. en février et de 16 p.c. en mars.

A la suite de la dévaluation du franc français à la fin de décembre 1958, les frontaliers belges ont interrompu à plusieurs reprises leur travail en vue de protester contre la diminution du pouvoir d'achat de leur salaire. Aussi sont-ils venus grossir les rangs des chômeurs accidentels relevant de l'Office National du Placement et du Chômage. Les grèves au Borinage, en février 1959, ont également contribué à l'extension du chômage.

Pour pallier la perte de revenu des chômeurs et en vue de leur procurer une activité provisoire, le Gouvernement a continué sa politique de mise au travail par l'intermédiaire des pouvoirs subordonnés. De cette façon, une moyenne de 10.464 chômeurs a été occupée en 1958, soit deux fois autant qu'au cours de l'année précédente. Le Gouvernement a l'intention de porter les effectifs de chômeurs mis au travail à environ 30.000 unités au deuxième trimestre de 1959. L'arrêté royal du 2 février 1959 prévoit à cet égard l'octroi de subsides aux pouvoirs subordonnés, pour autant que l'entrepreneur recrute 80 p.c. de la main-d'œuvre nécessaire parmi des chômeurs et à condition que le coût des travaux se situe entre 250.000 et 1 million de francs. Le taux des subsides est fixé à 80 p.c. du coût réel des travaux.

La baisse de l'emploi a été particulièrement forte dans la construction et dans l'industrie textile, deux secteurs importants du point de vue du nombre des effectifs occupés. Suivant les données disponibles

pour les dix premiers mois de 1958, elle a été relativement limitée dans les industries de l'alimentation, de l'habillement, du papier, de la chimie, des dérivés du charbon et, dans une mesure moindre, dans l'industrie des métaux. Toujours pendant cette période, il y a même eu une légère augmentation de l'emploi dans les secteurs que voici : impression; industries manufacturières diverses; eau, gaz, électricité; transports; aussi paradoxal que cela paraisse, l'industrie charbonnière est également parvenue à augmenter légèrement le niveau de ses effectifs, au prix de l'extension du chômage partiel.

Les ouvriers sont évidemment les principales victimes de la diminution de l'emploi, étant donné que le nombre des employés n'a pas cessé de croître dans la presque-totalité des secteurs économiques.

Les allocations de chômage versées au cours de l'année 1958 s'élèvent à 5 milliards de francs contre 2,9 milliards de francs en 1957. Depuis 1954, c'est la première fois qu'un chiffre aussi élevé est enregistré.

## PRIX ET SALAIRES

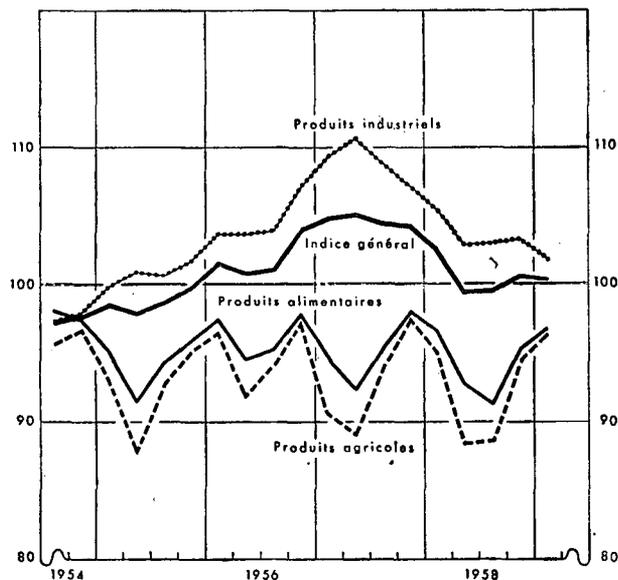
La tendance générale à la baisse de l'indice global des *prix de gros* semble arrêtée depuis le milieu de l'année 1958. Les vellétés de hausse qui sont apparues au dernier trimestre étaient déterminées par les mouvements saisonniers des produits agricoles; en mars 1959, l'indice se retrouvait à son niveau d'octobre. Indépendamment des fluctuations saisonnières, les prix des produits agricoles, surtout ceux des produits de culture, se sont redressés par rapport à l'année précédente.

Le recul de l'indice des produits industriels s'est arrêté au deuxième trimestre de 1958, si l'on exclut le léger repli en janvier 1959 à la suite de la réduction des prix du charbon. Le raffermissement pro-

gressif des métaux non ferreux a été compensé par la faiblesse des textiles et de l'acier. Mais, au printemps de 1959, ces mouvements semblent changer d'orientation, tout au moins pour l'acier et la laine.

Graphique 6.

**Indices des prix de gros**  
(Moyennes trimestrielles)  
(Base 1953 = 100)



Source : Institut de Recherches Economiques et Sociales.

L'arrêt de la baisse au deuxième trimestre de 1958 se confirme pour les prix aux trois stades de la fabrication ; une nouvelle tendance à la hausse, encore très modérée, a prédominé au premier trimestre de l'année en cours pour les produits bruts et demi-finis ; les prix des produits finis sont restés faibles, après la hausse en décembre due à l'alourdissement des droits d'accise sur les huiles minérales.

Depuis le début de 1958, les mouvements de baisse se localisent principalement au groupe de produits indigènes ; par contre, l'indice des prix des produits importés a retrouvé une stabilité relative, après le repli qu'il avait subi en 1957.

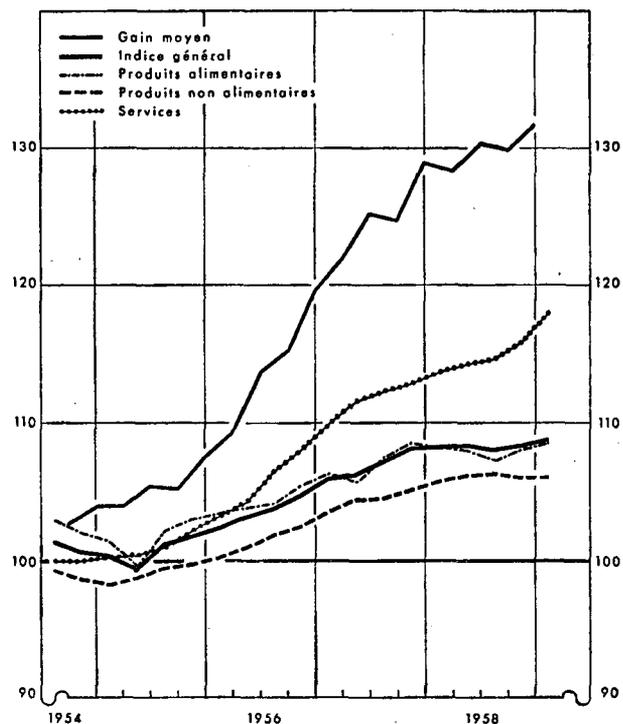
L'indice global des *prix de détail* a fait preuve d'une remarquable stabilité : du niveau 108 en mars 1958, il est passé à 108,8 pendant le mois correspondant de 1959. Récemment, des tendances saisonnières à la hausse ont exercé leur influence.

La stabilité de l'indice global couvre des mouvements en sens divers pour certains groupes de produits. Par rapport à mars 1958, on relève une baisse des prix de la viande, compensée par une hausse des autres produits de l'élevage (beurre et fromage). Encore parmi les produits alimentaires, signalons la baisse de l'huile et du café, allant de pair avec un renchérissement de la chicorée et du chocolat. Les non-alimentaires se caractérisent par une hausse des chaussures et de certains produits textiles et par un repli des prix du gaz, de l'électricité et des charbons.

Enfin, les services (journaux, cinéma, transports) ont contribué à empêcher une baisse de l'indice global.

Graphique 7.

**Indices des prix de détail et du gain moyen brut par heure prestée**  
(Base 1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique - Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

La stabilité des prix de détail a eu comme conséquence un plafonnement des *salaires* conventionnels, d'autant plus que le chômage s'est progressivement étendu.

Tableau XXV.

**Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers**  
(Base 1953 = 100)

Périodes	Gain moyen brut par heure prestée (hommes + femmes)	Salaire horaire type	
		ouvrier qualifié 1	ouvrier non qualifié 1
1953 Juin .....	99,9	99,8	100,0
1956 Juin .....	113,8	113,2	113,9
1957 Juin .....	125,4	124,1	124,4
1958 Mars .....	128,3	128,2	128,4
Juin .....	130,3	128,8	129,0
Septembre .....	129,9	128,8	129,0
Décembre ... (p)	131,7	128,6	129,3

1 Non compris les ouvriers du transport.

L'indice des gains horaires bruts établi par la Banque Nationale a légèrement progressé en décembre 1958 par rapport à septembre ; il s'agit là en partie d'un mouvement saisonnier (primes de fin d'année).

## DEUXIEME PARTIE

### Evolution de la situation monétaire

L'année 1958 a été marquée par une grande aisance monétaire due principalement au ralentissement conjoncturel en Belgique et dans le monde.

Cette aisance monétaire s'est traduite notamment par une augmentation relativement rapide des liquidités monétaires et quasi monétaires. L'augmenta-

tion a porté surtout sur le stock monétaire et, dans une mesure moindre, sur les dépôts à terme et en carnets ou livrets.

Le tableau XXVII montre que la cause principale de l'accroissement du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires a été le boni des opérations avec l'étranger. Ce boni paraît devoir être attribué à la contraction du volume des importations, à la baisse des frets, aux recettes provenant de l'Exposition de Bruxelles et à la diminution des exportations de capitaux privés.

Tableau XXVI.

#### Variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires

Moyenne mensuelle pour chaque période  
(En milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires				Total (6) = (1) + (5)
		Dépôts à terme et en carnets ou livrets (2)	Dépôts en devises de résidents (3)	Liquidités du Trésor (4)	Total (5) = (2) + (3) + (4)	
1955 Année et 1956 1 <sup>er</sup> semestre .....	+ 0,6	+ 0,2	+ 1,0	—	+ 0,3	+ 0,9
1956 2 <sup>e</sup> semestre et 1957 1 <sup>er</sup> semestre ...	+ 0,6	— 0,2	—	—	— 0,2	+ 0,4
1957 3 <sup>e</sup> trimestre .....	— 2,5	+ 0,1	+ 0,2	—	+ 0,3	— 2,2
1957 4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,2	+ 0,4	— 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,5
1958 Année .....	+ 1,0	+ 0,3	—	—	+ 0,3	+ 1,3

Le financement monétaire des pouvoirs publics et la monétisation de fonds publics se sont accrus. L'explication réside dans l'élargissement des moyens d'action des organismes monétaires, la faiblesse de la demande de crédit commercial, le gonflement du déficit budgétaire et l'aisance des marchés financiers étrangers qui a permis au Trésor belge de s'y procurer des disponibilités.

L'encours dans le système monétaire des crédits aux entreprises et particuliers résidents a fléchi, d'abord parce que les besoins de crédits se sont réduits et ensuite parce que l'encours financé en dehors du système monétaire a augmenté.

Un autre symptôme d'aisance monétaire est la baisse du coefficient de rotation des dépôts bancaires à vue. Les avoirs en comptes de chèques postaux

Tableau XXVII. Origines des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires

Moyenne mensuelle pour chaque période  
(En milliards de francs)

Périodes	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics) (1)	Financement monétaire des pouvoirs publics (2)	Monétisation de fonds publics (3)	Crédits aux entreprises et particuliers résidents (encours dans le système monétaire) * (4)	Divers (5)	Total (6) = (1) + (2) + (3) + (4) + (5) du tableau XXVI
1955 Année et 1956 1 <sup>er</sup> semestre .....	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	—	—	+ 0,9
1956 2 <sup>e</sup> semestre et 1957 1 <sup>er</sup> semestre ...	— 0,3	— 0,1	+ 0,1	+ 0,7	—	+ 0,4
1957 3 <sup>e</sup> trimestre .....	— 0,9	— 1,0	— 0,1	—	— 0,2	— 2,2
1957 4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,7	— 0,1	— 0,2	+ 0,5	— 0,4	+ 1,5
1958 Année .....	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,4	— 0,7	— 0,1	+ 1,3

\* Le mouvement du total des crédits aux entreprises et particuliers résidents pour chacune des cinq périodes se mesure par les moyennes mensuelles suivantes : + 150 millions, + 700 millions, — 300 millions, + 500 millions et — 450 millions.

étant moins sensibles aux variations de la conjoncture, leur coefficient de rotation est, par contre, resté inchangé.

L'aisance qui a caractérisé les marchés monétaires et financiers en Belgique et dans le monde à un moment où le budget de l'Etat était fortement déficitaire, n'a pas seulement entraîné un gonflement

des engagements du Trésor envers le système monétaire belge et envers l'étranger, mais, d'une façon plus générale, une accélération très sensible du rythme d'accroissement de la dette publique. Des détails sont donnés plus loin à ce sujet.

Les montants refusés sur le marché de l'argent à très court terme, qui ont atteint en moyenne 0,6 mil-

Tableau XXVIII.

**Vitesse de rotation des dépôts bancaires à vue et des avoirs en comptes de chèques postaux  
Montants globaux des paiements effectués au moyen de ces avoirs \***

Moyennes mensuelles par mois type de 25 jours	Coefficient de rotation des :		Montants globaux des paiements effectués au moyen de :		
	Dépôts bancaires à vue	Avoirs en C.C.P. **	Dépôts bancaires à vue	Avoirs en C.C.P. **	Total
			(en milliards de francs)		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1955 .....	1,92	3,06	75,4	66,8	142,2
1956 .....	1,95	3,01	83,5	70,3	153,8
1957 .....	2,08	3,25	89,8	76,6	166,4
1958 .....	1,99	3,25	85,7	80,4	166,1

\* Approximations données par le total des débits en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

\*\* Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements de compte à compte constituant double emploi, qui résultent de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

liard par jour, reflètent également l'aisance monétaire.

Enfin, l'aisance monétaire a amené une baisse générale des taux d'intérêt à court terme. Le taux des certificats de trésorerie à un an émis par adjudications publiques est revenu de 5,39 p.c. lors de la première adjudication le 6 janvier 1958 à 3,86 p.c. lors de l'adjudication de janvier 1959. Le taux des certificats de trésorerie à quinze jours n'atteignait plus que 1,25 p.c. à la fin de 1958 contre 2,75 p.c. un an plus tôt, celui de l'argent au jour le jour 1,10 p.c. contre 2,25 p.c. et celui de la Banque Nationale pour les traites acceptées domiciliées en banque 3,50 p.c. contre 4,50 p.c.

**LES PAIEMENTS AVEC L'ETRANGER  
ET LE MOUVEMENT DES AVOIRS  
EXTERIEURS**

Selon les statistiques de l'analyse monétaire, les opérations avec l'étranger, à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics, se sont clôturées

en 1958 par un boni de 14,8 milliards. Pour passer de ce montant au mouvement des avoirs extérieurs nets du système bancaire tel qu'il apparaît dans la balance des paiements, il faut tenir compte du solde des opérations en capital des pouvoirs publics, de l'évolution des comptes des sociétés coloniales et des institutions européennes dans les banques belges et luxembourgeoises, et des variations des avoirs extérieurs des banques luxembourgeoises; c'est ce qui est fait aux colonnes (2) et (3) du tableau XXIX. La colonne (4) de ce même tableau montre qu'en 1958, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 15,9 milliards.

Pendant le premier semestre de 1958, qui est la dernière période pour laquelle des chiffres complets de balance des paiements soient disponibles, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 10,4 milliards; durant le semestre correspondant de 1957, ils avaient diminué de 2,2 milliards.

D'un semestre à l'autre, la diminution des importations a été supérieure de 2,7 milliards à celle des exportations. Le boni des transactions invisibles s'est accru de 4 milliards, sous l'effet notamment du fléchissement des frets et de l'augmentation des recettes

Tableau XXIX.

**Evolution des avoirs extérieurs nets du système bancaire**

(En milliards de francs)

	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics)	Opérations en capital des pouvoirs publics	Augmentation (—) ou diminution (+) des engagements envers les sociétés coloniales et ajustements divers	Mouvement des avoirs extérieurs nets dans la balance des paiements
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)
1955 .....	+ 4,1	+ 2,6	— 2,2	+ 4,5
1956 1 <sup>er</sup> semestre .....	+ 5,1	— 1,6	— 0,8	+ 2,7
2 <sup>e</sup> » .....	— 2,3	— 1,9	+ 2,0	— 2,2
1957 1 <sup>er</sup> semestre .....	— 1,3	— 1,1	+ 0,2	— 2,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	— 2,6	+ 0,5	+ 0,4	— 1,7
4 <sup>e</sup> » .....	+ 5,2	+ 1,1	— 0,3	+ 6,0
1958 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 3,8	+ 0,4	— 0,1	+ 4,1
2 <sup>e</sup> » .....	+ 5,6	+ 0,3	+ 0,4	+ 6,3
3 <sup>e</sup> » .....	+ 2,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 4,0
4 <sup>e</sup> » .....	+ 2,6	— 0,1	— 1,0	+ 1,5

tes de tourisme en liaison avec l'Exposition de Bruxelles. Les sorties nettes de capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers autres que le papier commercial sont revenues de 4,2 à 1,2 milliard; ce dernier montant comprend les souscriptions à l'emprunt de 2 milliards émis par le Trésor colonial sur le mar-

ché belge en février-mars 1958. Le mouvement des capitaux officiels qui groupent les opérations en capital de l'Etat et les emprunts garantis par lui, s'est soldé par une entrée nette de 1,8 milliard au premier semestre de 1958 contre une sortie nette de 1,1 milliard au premier semestre de 1957.

Tableau XXX.

**Balance des paiements de l'U.E.B.L.**  
(En milliards de francs)

	1955	1956	1957	1957		1958
				1er semestre	2e semestre	1er semestre
<b>1. Opérations sur marchandises :</b>						
Exportations f.o.b. ....	123,8	140,1	141,8	73,1	68,7	67,2
Importations f.o.b. ....	118,5	134,7	141,2	71,6	69,6	68,0
Solde ...	+ 4,8	+ 5,4	+ 0,6	+ 1,5	- 0,9	+ 4,2
Autres opérations sur marchandises * .....	+ 3,8	+ 3,7	+ 4,1	+ 2,2	+ 1,9	+ 1,6
Total ...	+ 8,1	+ 9,1	+ 4,7	+ 3,7	+ 1,0	+ 5,8
<b>2. Transactions invisibles :</b>						
Déplacements à l'étranger ** .....	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,5
Transports .....	- 2,7	- 4,1	- 4,3	- 3,4	- 0,9	- 1,8
Primes et indemnités d'assurances .....	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,2
Revenus d'investissements .....	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,7
Transactions gouvernementales non comprises ailleurs .....	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,1
Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers .....	+ 1,1	+ 1,8	+ 2,2	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,7
Divers .....	+ 1,6	+ 2,1	+ 1,9	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,6
Total...	+ 2,0	+ 3,2	+ 4,0	+ 0,4	+ 3,6	+ 4,4
<b>3. Total des transactions sur biens et services</b> (3 = 1 + 2) .....	+ 10,1	+ 12,3	+ 8,7	+ 4,1	+ 4,6	+ 10,2
<b>4. Donations :</b>						
Donations privées .....	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,7
Dons gouvernementaux .....	-	-	-	-	-	-
Total ...	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,7
<b>5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :</b>						
Papier commercial .....	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 1,2	+ 0,3	- 1,1
Autres capitaux ** *** .....	- 7,0	- 9,0	- 6,8	- 4,2	- 2,6	- 1,2
Total ...	- 7,5	- 8,0	- 7,7	- 5,4	- 2,3	- 2,3
<b>6. Mouvement des capitaux officiels :</b>						
Capitaux à long terme .....	+ 1,8	- 2,0	+ 0,2	- 0,8	+ 1,0	+ 0,2
Capitaux à court terme .....	+ 0,5	- 1,6	+ 1,4	- 0,3	+ 1,7	+ 1,6
Total ...	+ 2,3	- 3,6	+ 1,6	- 1,1	+ 2,7	+ 1,8
<b>7. Opérations non déterminées ****</b> .....	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,8	- 1,4	- 0,2
<b>8. Erreurs et omissions</b> .....	-	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
<b>9. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets du système bancaire</b> .....	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	- 2,2	+ 4,3	+ 10,4

\* Transit financier, travail à façon et or non monétaire.

\*\* Il est parfois difficile de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les capitaux privés autres que le papier commercial. Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, certaines dépenses pour déplacements à l'étranger aient été comptabilisées comme sorties de capitaux privés, tandis qu'en 1958 l'inverse pourrait avoir été le cas.

\*\*\* Les souscriptions aux emprunts émis par le Trésor colonial sur le marché belge interviennent dans ces chiffres pour les montants suivants : - 2,2 milliards en 1955, - 2,1 milliards en 1956, néant en 1957 et - 2 milliards au premier semestre de 1958.

\*\*\*\* Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises, des déplacements à l'étranger et des mouvements de capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers, sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques.

**LE FINANCEMENT MONETAIRE  
DES POUVOIRS PUBLICS**

Le budget ordinaire, qui avait laissé un boni de 7,8 milliards pour l'année 1957, s'est soldé par un déficit de 7,1 milliards en 1958. D'une période à l'autre, le déficit budgétaire global est passé de 7,2 à 24,7 milliards.

La détérioration de la situation budgétaire par rapport à 1957 est imputable à l'accroissement rapi-

de des dépenses et subsidiairement à une diminution des recettes fiscales.

L'augmentation des dépenses résulte en partie du ralentissement de la conjoncture : des subventions plus importantes ont dû être consenties à l'Office National du Placement et du Chômage et à la Société Nationale des Chemins de Fer belges. En outre, certaines catégories de dépenses ont une tendance fondamentale à s'accroître, tel le service de la dette; d'autres dépenses, certaines pensions notamment,

## Opérations budgétaires \*

(En milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde global
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	
1955 .....	78,4	80,9	+ 2,5	15,6	0,3	- 15,3	- 12,8
1956 .....	81,4	87,8	+ 6,4	14,7	0,3	- 14,4	- 8,0
1957 .....	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	- 15,0	- 7,2
1958 .....	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	- 17,6	- 24,7

\* A l'exclusion des opérations qui ne donnent pas lieu à des rentrées ou sorties de fonds.

ont progressé par suite d'avantages nouveaux consentis aux bénéficiaires.

Le produit des contributions directes a été inférieur de 1,8 milliard à celui de 1957 : la contraction touche la quasi-totalité des composantes de cette catégorie de recettes et spécialement les versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle qui, par leur nature, subissent en premier lieu les effets de l'évolution conjoncturelle. Les rentrées provenant de la contribution nationale de crise et de la taxe mobilière enregistrent également un recul assez prononcé : le fléchissement de l'activité industrielle a amputé à la fois les chiffres d'affaires et les marges bénéficiaires des sociétés qui ont dû réduire leurs dividendes.

Tableau XXXII.

## Recettes fiscales ordinaires

sans distinction d'exercice,

non compris les additionnels provinciaux  
et communaux

(En milliards de francs)

Périodes	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Total
1955 .....	32,1	15,6	28,0	75,7
1956 .....	34,3	16,6	31,4	82,3
1957 .....	38,6	17,5	33,2	89,3
1958 .....	36,8	18,2	32,8	87,8

Les droits de douane fléchissent également par suite de la diminution des importations en 1958. Les droits d'accise par contre sont en nette progression en raison de l'augmentation, en octobre 1957, de la base imposable et vraisemblablement de la légère progression de la consommation en 1958.

Si la récession conjoncturelle a contribué à déséquilibrer les budgets ensuite du gonflement des dépenses et de la contraction des recettes qu'elle a entraînés, elle a en revanche créé des conditions favorables au financement du déficit budgétaire accru.

L'élargissement du marché belge des rentes en 1958 a permis à l'Etat d'y placer des emprunts à moyen et long terme pour un montant supérieur de 6 milliards à celui de 1957.

Tableau XXXIII.

## Dette publique directe

(En milliards de francs)

Fin de mois	Intérieure			Extérieure	Totale
	consolidée	flottante	totale		
1954 Décembre .....	155,2	109,8	265,0	21,4	286,4
1955 Décembre .....	157,2	114,9	272,1	23,4	295,5
1956 Décembre .....	167,2	109,4	276,6	24,4	301,0
1957 Décembre .....	170,1	109,3	279,4	26,2	305,6
1958 Mars .....	168,0	116,5	284,5	27,1	311,6
Juin .....	166,8	121,8	288,6	28,0	316,6
Septembre. ...	176,9	114,3	291,2	29,7	320,9
Décembre .....	175,5	122,0	297,5	29,5	327,0

La récession allant de pair avec une reconstitution des avoirs extérieurs et une réduction du recours au crédit de la part des entreprises et particuliers, a amené une abondance très grande sur le marché monétaire, qui a profité au Trésor par le jeu du gonflement des avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux et de la souscription de certificats de trésorerie par les institutions publiques de crédit.

Une détente analogue s'étant produite sur les marchés monétaires étrangers, le Trésor a pu emprunter sur ces marchés, principalement américain, suisse et allemand, pour un montant nettement supérieur aux sommes qu'il a dû rembourser par ailleurs.

Au total, la dette directe de l'Etat s'est accrue de 21,4 milliards en 1958 contre 4,6 milliards en 1957 et 5,5 milliards en 1956.

Aux fins de mesurer l'incidence de l'évolution de la situation financière de l'Etat sur le stock monétaire, le tableau XXXIV isole parmi les opérations du Trésor celles qui provoquent une création ou une destruction de liquidités.

Pour l'ensemble de l'année 1958, le financement monétaire du Trésor résultant des crédits directs des

**Financement monétaire des pouvoirs publics***(En milliards de francs)*

Périodes	Financement monétaire du Trésor			Financement monétaire d'autres pouvoirs publics (4)	Total (5) = (3) + (4)
	par crédits directs (1)	par cessions de devises (2)	total (3)		
1955 .....	+ 0,7	+ 2,4	+ 3,1	+ 1,5	+ 4,6
1956 .....	+ 0,2	- 3,8	- 3,6	+ 0,2	- 3,4
1957 .....	- 1,1	+ 0,6	- 0,5	- 1,7	- 2,2
1958 .....	+ 4,3	+ 1,4	+ 5,7	- 0,1	+ 5,6

organismes monétaires s'est élevé à 4,3 milliards. Il résulte d'une augmentation des avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux, de la souscription de certificats de trésorerie par le Crédit Communal et des achats de fonds d'Etat effectués directement à l'émission par les banques de dépôts en janvier et septembre 1958. Par contre, les crédits au Trésor financés par la Banque Nationale ont diminué.

Le financement monétaire du Trésor par cessions de devises s'est élevé à 1,4 milliard en 1958.

Le financement monétaire des pouvoirs publics autres que le Trésor s'est réduit de 0,1 milliard en 1958.

Au total, le financement monétaire des pouvoirs publics s'est accru de 5,6 milliards au cours de l'année dernière.

**LE MARCHÉ DES RENTES  
ET LA MONÉTISATION DE FONDS PUBLICS**

Le marché des rentes s'est nettement amélioré en 1958. Le taux de rendement des emprunts d'Etat de 5 à 20 ans est revenu de 6,47 p.c. au commencement de l'année à 4,85 p.c. au début de janvier 1959. Les émissions publiques à long et moyen terme des pouvoirs publics sur le marché belge ont atteint 26,6 milliards contre 19 milliards en 1957. Le portefeuille de fonds publics du Fonds des Rentes a fléchi de 0,8 milliard.

Tableau XXXV.

**Taux de rendement des emprunts d'Etat  
de 5 à 20 ans — 4 à 5 p.c.**

Début de mois		
1955	Janvier .....	4,59
1956	Janvier .....	4,63
1957	Janvier .....	5,54
	Novembre .....	6,85
1958	Janvier .....	6,47
	Avril .....	5,64
	Juillet .....	5,29
	Octobre .....	5,18
1959	Janvier .....	4,85

Tableau XXXVI.

**Emissions publiques à long et moyen terme  
des pouvoirs publics \* sur le marché belge**  
*(En milliards de francs)*

1955 .....	14,8
1956 .....	24,2
1957 .....	19,0
1958 .....	26,6

\* Etat, Colonie, provinces et communes, et organismes d'utilité publique, y compris la S.N.C.I.

Tableau XXXVII. **Principales modalités du financement du portefeuille de fonds publics  
du Fonds des Rentes**

*(Variations en milliards de francs)*

Périodes	Financement monétaire			Financement non monétaire * (4)	Total (5) = (3) + (4)
	par la Banque Nationale (1)	par d'autres organismes monétaires (2)	total (3)		
1955 .....	- 0,4	—	- 0,4	- 0,1	- 0,5
1956 .....	+ 1,1	+ 0,4	+ 1,5	—	+ 1,5
1957 .....	- 1,3	- 0,5	- 1,8	—	- 1,8
1958 .....	- 0,5	+ 2,7	+ 2,2	- 3,0	- 0,8

\* Notamment, emprunts d'argent à très court terme à des organismes non monétaires.

Une modification importante s'est produite dans les modalités du financement du portefeuille de fonds publics du Fonds des Rentes : le financement monétaire a progressé de 2,2 milliards, alors que le financement non monétaire diminuait de 3 milliards. Leur passif exigible ayant sensiblement augmenté et la demande de crédit commercial étant faible, les banques ont largement accru leur portefeuille d'effets publics et notamment acheté des montants importants de certificats du Fonds des Rentes; ce dernier a pu dès lors réduire considérablement ses emprunts d'argent à très court terme et ses cessions de titres à réméré à des organismes non monétaires.

## LES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS RESIDENTS

Au cours de l'année 1958, l'encours global des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers s'est légèrement contracté pour la première fois depuis 1950 au moins. Les crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique ont fléchi de quelque 5 milliards, tandis que les crédits dont bénéficient les étrangers se sont au contraire accrus de 1,6 milliard et atteignaient un niveau record à fin décembre 1958.

Dans une certaine mesure, la progression des crédits à l'étranger pourrait être plus apparente que réelle. En effet, en raison d'une déficience du matériel statistique, ces crédits ne comprennent pas les acceptations représentatives d'exportations qui ne sont pas visées par la Banque Nationale. Or, l'encours de ces acceptations non visées a probablement diminué au cours de l'année écoulée par suite de la politique plus souple suivie en matière de visa.

Quant à l'allure des crédits aux entreprises et particuliers résidents, elle peut s'expliquer par le fléchissement du niveau général de l'activité industrielle en 1958 qui a provoqué des remboursements de crédits bancaires, ainsi que par la réduction concomitante de la valeur des importations.

La contraction des crédits est quasi générale si l'on excepte l'industrie du pétrole qui se trouvait en pleine expansion en 1958 et l'industrie charbonnière qui a recouru au crédit bancaire pour le financement d'une partie de l'accroissement de ses stocks.

Les remboursements de crédits ont été effectués essentiellement par l'industrie des fabrications métalliques et par l'industrie textile, branches d'activité

Tableau XXXVIII.

### Monétisation de fonds publics (En milliards de francs)

Périodes	Financement monétaire du portefeuille du Fonds des Rentes	Achats sur le marché par des organismes monétaires	Monétisation de fonds publics *
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)
1955 .....	- 0,4	+ 2,5	+ 2,1
1956 .....	+ 1,5	+ 1,4	+ 2,9
1957 .....	- 1,8	+ 1,2	- 0,6
1958 .....	+ 2,2	+ 1,9	+ 4,1

\* Signe + : facteur de création de monnaie.  
Signe - : facteur de destruction de monnaie.

Le recours du Fonds des Rentes aux organismes émetteurs de monnaie pour financer son portefeuille et les achats sur le marché par les organismes monétaires ont amené globalement une monétisation de fonds publics de 4,1 milliards.

Tableau XXXIX. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers

(En milliards de francs)

Fin de mois	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique							Crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger			Total général	dont : crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts
	financés par les organismes monétaires				financés en dehors des organismes monétaires	Total	dont : crédits pour le financement des ventes à tempérament *	financés par les organismes monétaires	financés en dehors des organismes monétaires	Total		
	logés dans les banques de dépôts	logés à la B.N.B.	logés dans les autres organismes	Total								
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (8) + (9)	(11) = (6) + (10)	(12)	
1954 Décembre .....	30,5	9,2	2,0	41,7	8,1	49,8	3,2	1,7	1,6	3,3	53,1	51,0
1955 Décembre .....	35,5	7,4	1,5	44,4	7,6	52,0	3,6	3,1	1,0	4,1	56,1	53,8
1956 Juin .....	36,4	3,9	1,8	42,1	10,6	52,7	3,9	3,1	2,0	5,1	57,8	55,9
Décembre .....	36,3	10,7	2,0	49,0	9,4	58,4	3,9	3,2	1,1	4,3	62,7	60,6
1957 Juin .....	36,4	12,3	2,2	50,9	10,1	61,0	4,2	3,2	1,3	4,5	65,5	63,5
Septembre .....	36,7	12,4	1,8	50,9	9,1	60,0	—	2,6	1,6	4,2	64,2	62,3
Décembre .....	37,8	13,4	1,2	52,4	9,1	61,5	4,0	3,2	1,2	4,4	65,9	63,3
1958 Mars .....	39,0	8,5	1,3	48,8	11,4	60,2	—	2,2	2,2	4,4	64,6	62,0
Juin .....	39,1	5,0	1,6	45,7	12,6	58,3	3,8	3,1	2,3	5,4	63,7	61,5
Septembre .....	37,2	5,1	1,2	43,5	12,3	55,8	—	3,9	1,6	5,5	61,3	59,5
Décembre .....	39,5	2,9	1,5	43,9	12,4	56,3	3,4	4,4	1,6	6,0	62,3	60,3

\* Source : Institut National de Statistique.

qui font traditionnellement appel au crédit bancaire pour des montants importants et qui ont été affectées de façon assez sensible par le repli conjoncturel.

En ce qui concerne la localisation des crédits, on enregistre une mobilisation accrue des crédits bancaires auprès d'organismes non monétaires.

A l'intérieur du système monétaire, les crédits financés par les banques de dépôts se sont accrus malgré la diminution du total. En raison de l'augmentation sensible de leurs moyens d'action, les banques ont pu accroître leur intervention dans le financement des crédits qu'elles accordent et diminuer leur recours à la Banque Nationale. De même, l'Institut de Réescompte et de Garantie a réduit son encours de réescompte à la Banque Nationale à

la suite de la contraction de son portefeuille commercial et grâce aux possibilités de financement accrues sur le marché de l'argent à très court terme.

### LE MOUVEMENT DES DIVERS AUTRES ACTIFS ET PASSIFS DES ORGANISMES MONÉTAIRES

Parmi les facteurs qui déterminent les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires, il y a, en sus des trois grands groupes examinés ci-dessus, divers éléments moins homogènes. Le tableau XL retrace leur évolution.

Tableau XL. **Mouvements des créances et engagements « divers » des organismes monétaires et de leurs fonds propres, immobilisations et emprunts obligataires \***

(En milliards de francs)

Périodes	Créances et engagements divers **	Fonds propres et immobilisations ***	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Soldo des opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la C.N.C.P. et comptes pour balance	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1955 .....	- 0,3	—	- 0,9	- 0,8	- 2,0
1956 .....	+ 0,1	- 0,7	- 0,5	- 0,2	- 1,3
1957 .....	- 0,5	- 0,8	- 0,6	+ 0,8	- 1,1
1958 .....	+ 2,2	- 0,8	- 1,7	- 0,6	- 0,9

\* Signe + : facteur de création de monnaie; signe — : facteur de destruction de monnaie.

\*\* Opérations spécifiques de prêts et d'emprunts avec des organismes financiers non monétaires; solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux.

\*\*\* Banque Nationale, banques de dépôts et Institut de Réescompte et de Garantie.

### PREMIERES INDICATIONS CONCERNANT L'EVOLUTION MONÉTAIRE EN 1959

On a vu ci-avant que l'année 1958 s'était caractérisée entre autres par une grande liquidité du marché monétaire et l'aisance du marché des capitaux. Par manque de renseignements statistiques, on ne peut encore formuler un diagnostic précis de l'évolution qui s'est produite sur ces marchés au cours des mois récents. Toutefois, les informations actuellement disponibles pour l'ensemble des deux premiers mois de 1959 font apparaître une diminution du montant global des liquidités monétaires et quasi monétaires. Si cette évolution revêt un caractère saisonnier, on constate cependant l'apparition, au début de 1959, d'un déficit dans les opérations avec l'étranger : le renversement, par rapport à 1958, du mouvement des avoirs extérieurs paraît imputable à des sorties de capitaux privés et à la détérioration du solde des opérations sur marchandises. Les variations des avoirs extérieurs de la Banque en janvier et février ne peuvent être considérées comme parfaitement représentatives de l'ampleur du retournement de la tendance; de décembre 1958 à février 1959, les engagements nets des banques privées envers l'étranger se sont notamment contractés.

Au cours de la période janvier-février 1959, le financement monétaire des pouvoirs publics a diminué. Les dépôts à l'Office des Chèques Postaux se sont réduits de 1.800 millions et le Trésor a pu se dégager vis-à-vis de la Banque à concurrence d'environ 1 milliard. Cette diminution semble n'avoir été que partiellement compensée par des souscriptions de certificats de trésorerie de la part d'organismes monétaires.

L'action déflatoire exercée par la réduction du financement monétaire des pouvoirs publics a été compensée par un accroissement équivalent de la monétisation de fonds publics.

En ce qui concerne le crédit aux entreprises et particuliers, on relève une augmentation du portefeuille commercial de la Banque. Toutefois, compte tenu de ce que l'émission par l'Etat, au cours de la période considérée, d'un emprunt de 8,2 milliards paraît avoir exercé une certaine pression sur le marché monétaire, l'augmentation du portefeuille de la Banque pourrait être la conséquence d'un déplacement des encours; au total, il semble plutôt que le recours des entreprises et particuliers au système bancaire ait légèrement diminué au début de 1959.

L'augmentation de la dette publique qui s'est poursuivie à un rythme rapide au cours du premier

trimestre de 1959 laisse augurer de la persistance d'un déficit budgétaire. Celui-ci semble avoir été partiellement financé par l'émission de l'emprunt auquel il a été fait allusion ci-avant. Toutefois, le marché ne paraît pas avoir pu répondre à cet appel de liquidités aussi aisément que précédemment. C'est du moins ce que laisse supposer l'augmentation du portefeuille du Fonds des Rentes qui s'est produite à l'époque. En outre, la baisse du taux d'intérêt donne des signes de ralentissement et la tendance semble être actuellement devenue hésitante. Le rendement de la dette unifiée s'est stabilisée en février; à la fin de mars, le taux du call se situait au niveau atteint au

début de janvier et les adjudications de certificats de trésorerie à court terme qui ont eu lieu le 7 avril ont été effectuées à des taux moyens voisins de ceux que l'on avait enregistrés le 3 mars, lors de l'adjudication précédente.

Dans la partie de cet article consacrée à la situation économique, on fait état de certains éléments de reprise de la conjoncture industrielle. Cette évolution, si elle se poursuit et s'accroît, pourrait avoir pour effet, en réduisant les avoirs extérieurs de l'U.E.B.L., d'agir sur le marché monétaire dans le sens d'une diminution des liquidités et de rendre plus étroit le marché des capitaux.

## FONDS DES RENTES

### RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE L'ANNEE 1958

Le présent rapport, établi suivant le même plan que celui de l'an dernier, traitera d'abord de la régularisation du marché des fonds publics. Dans sa deuxième partie, il rendra compte des interventions du Fonds sur le **marché monétaire**.

Viendront enfin le tableau du financement des opérations du Fonds pendant l'année 1958 et le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1958.

#### RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE REGULARISATION DU MARCHE DES FONDS PUBLICS

##### I. — Considérations générales.

L'année mil neuf cent cinquante-huit a été, pour le Fonds des Rentes, nettement plus facile que sa devancière : année de stabilisation après les soubresauts que le marché des rentes avait accusés en 1957 ; année d'adaptation en ce qui concerne les interventions du Fonds sur le marché monétaire.

Sur le plan de la politique internationale, il n'a malheureusement pas encore été possible de saluer la détente que tous les peuples souhaiteraient.

La conjoncture économique mondiale s'est caractérisée par de l'irrégularité. Une certaine reprise s'est fait jour aux Etats-Unis et au Canada, tandis que le fléchissement de la conjoncture touchait les pays de l'Europe occidentale, dans une mesure variable selon les régions et les branches d'activité. Ce fléchissement a été plus accusé en Belgique que dans les pays voisins.

Le ralentissement de l'activité économique et la réduction des stocks ont eu pour conséquence un accroissement notable des liquidités et les taux officiels d'escompte ont été abaissés dans la plupart des pays. Vers le milieu de l'année, cependant, un certain revirement s'est fait jour aux Etats-Unis et la tendance à la baisse des taux y a fait place à un raffermissement.

Sur la plupart des marchés européens, au contraire, la tendance à la baisse des taux s'est maintenue

pendant toute l'année et la détente a été profonde. De même que les marchés monétaires, les marchés des capitaux ont été généralement marqués par l'abondance des disponibilités et par une réduction des taux.

En Belgique, où le mois d'octobre 1957 avait connu le point culminant de la précédente tension du loyer de l'argent, l'année 1958 s'est caractérisée également par une nette détente des taux et un élargissement notable des montants en quête d'emploi.

Intervenues le 29 décembre 1958, les décisions d'ordre monétaire prises dans un certain nombre de pays européens (dévaluation du franc français, nouvelles mesures de libération des changes en Belgique et dans les autres pays de l'Europe occidentale) n'auront éventuellement leur incidence sur le marché des rentes qu'au cours de l'année 1959.

\*  
\*\*

Notre rapport antérieur a signalé qu'à partir de la fin d'octobre 1957, le marché était redevenu nettement acheteur, permettant au Fonds des Rentes d'alléger notablement son portefeuille, tout en améliorant légèrement les cotations.

L'émission des certificats de trésorerie 5 ½ p.c. 1958/1964, qui eut lieu du 15 au 29 janvier et atteignit un capital nominal de 7.464 millions, ne modifia pas la tendance favorable du marché. Il en fut de même de l'émission — à partir du 24 février — de l'emprunt du Congo belge 5 ½ p.c. 1958/1964, qui rencontra un tel succès que le montant de 1.500 millions mis en souscription put être porté à 2 milliards. Le marché resta assez largement acheteur jusqu'au 21 mars.

A ce moment fut annoncée ou pressentie l'émission de nouveaux emprunts publics et la tendance se renversa, en dépit de la réduction de 4,50 à 4,25 p.c., le 27 mars, du taux officiel d'escompte de la Banque Nationale.

Les emprunts 5 ½ p.c. 1958/1963 de Bruxelles (800 millions) et d'Anvers (600 millions), tous

deux émis à partir du 8 avril à des conditions identiques, rencontrèrent un accueil satisfaisant, et si leur émission s'accompagna évidemment de quelques ventes au marché, ces ventes ne prirent guère de volume. Il n'en fut pas de même de l'émission de l'emprunt du Fonds des Routes 5 ½ p.c. 1958/1965, de 2 milliards de francs, qui débuta le 28 avril et qui fut précédée et accompagnée d'offres importantes au marché des rentes. L'emprunt couvert, dès le 30 avril, le courant acheteur se rétablit au marché, courant acheteur qui se trouva renforcé, les 5 juin et 3 juillet, par deux nouveaux abaissements du taux officiel d'escompte de la Banque Nationale, ramené successivement à 4 p.c. et à 3,75 p.c.

Ni la situation politique intérieure — lenteur dans la constitution d'un nouveau gouvernement après les élections du 1<sup>er</sup> juin — ni l'émission par le Crédit Communal de Belgique, le 12 juin, de son emprunt 5 ½ p.c. 1958/1966, de un milliard de francs, ne contrarièrent la tendance favorable du marché. Cette tendance persista jusqu'à la mi-juillet, époque à laquelle le portefeuille du Fonds des Rentes se trouva ramené à 2.244 millions, son niveau le plus bas de l'année.

Vers la mi-juillet, les événements politiques survenus au Moyen-Orient — coup d'Etat à Bagdad et envoi de forces américaines et britanniques en Jordanie et au Liban — provoquèrent un retournement momentané du marché des rentes. Il n'empêche que, démuné de papier dans certaines rubriques, le Fonds des Rentes dut se réapprovisionner à concurrence de un demi-milliard de francs, par des rachats hors bourse auprès d'organismes officiels.

Le courant vendeur ainsi amorcé à la mi-juillet se trouva stimulé dans la seconde quinzaine d'août, par l'annonce de l'émission, prévue pour le 15 septembre, d'un nouvel emprunt de l'Etat, l'emprunt 5 p.c. 1958/1968, émis au prix de 99 p.c. et donnant un rendement réel de 5,13 p.c.

Une nouvelle baisse du taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique, ramené à 3,50 p.c. à partir du 28 août, n'interrompit pas les ventes, qui persistèrent jusqu'après la clôture de la souscription à l'emprunt, fixée au 2 octobre 1958. Cette souscription atteignit le chiffre considérable de 10.695 millions de francs.

A partir du 15 octobre, le marché des rentes rede vint une nouvelle fois acheteur et le resta jusqu'à la fin de l'année, en dépit de l'émission par le Congo belge, à partir du 26 novembre, d'un emprunt à lots à quinze ans de 2 milliards de francs, portant intérêt au taux de 2 p.c. pendant les dix premières années et de 5 p.c. pendant les cinq dernières années.

Sur le point de se trouver dépourvu de papier dans certaines valeurs, le Fonds des Rentes se trouva amené, dans la seconde quinzaine de décembre, à réalimenter une nouvelle fois son portefeuille à concurrence de un demi-milliard, par des achats hors bourse auprès d'organismes semi-officiels.

\*  
\*\*

Telle qu'elle vient d'être rappelée, l'évolution du marché des rentes pendant l'année 1958 s'est accompagnée d'une profonde détente des taux d'intérêt, détente qui s'accuse à la fois dans les rendements à l'émission des emprunts mis en souscription au cours de cette année (voir ces rendements au II. ci-après) et dans la sensible hausse des valeurs déjà cotées au marché.

Les deux tableaux ci-après illustreront ce qui précède.

Le premier de ces tableaux compare, pour un certain nombre de valeurs, la moyenne mensuelle des cours des mois de janvier et décembre 1958 et indique les cours extrêmes enregistrés pendant l'année révolue.

Le second tableau compare, pour quelques valeurs, les rendements correspondant aux cours cotés respectivement le 3 janvier et le 15 décembre 1958.

Tableau I. Evolution des cours des principales rentes pendant l'année 1958

	Moyenne des cours janvier 1958	Cours extrêmes		Moyenne des cours décembre 1958	
		Plus bas	Plus haut		
4 % Unifié .....	81,166	81,15	3- 1-1958	93,30 23-12-1958	93,138
4 % Libération .....	79,259	79,15	3- 1-1958	90,50 31-12-1958	90,095
4 ½ % Belge 1952/1962 .....	96,728	96,35	3- 1-1958	102,40 28- 8-1958	102,171
4 ¼ % Belge 1954/1974, I .....	84,080	84,00	3- 1-1958	95,40 19-12-1958	95,123
4 % Belge 1955/1975 .....	80,964	80,45	3- 1-1958	92,60 19-12-1958	92,342
4 ¼ % Belge 1956/1973 .....	83,788	83,65	7- 1-1958	96,70 23-12-1958	95,957
5 % Belge 1957/1969 .....	91,335	91,10	3- 1-1958	100,70 24-12-1958	100,400
4 % Trésor 1949/1960 .....	101,080	100,80	23- 1-1958	105,00 23-12-1958	104,719
5 ½ % Trésor 1957/1963 .....	—	98,10	10- 2-1958	103,20 22-12-1958	102,976
2 % Lots 1953 .....	1.025,90	1.006,00	28-11-1958	1.081,00 18- 8-1958	1.009,095
4 % act. priv. Ch. de Fer belges .....	414,666	413,00	23- 1-1958	474,00 11-12-1958	472,952
4 % R.T.T. 1950/1960 .....	102,066	101,30	29- 1-1958	104,80 10-12-1958	104,714
4 ½ % Ch. fer 1953/1965 .....	92,397	92,00	10- 1-1958	101,10 10-12-1958	100,938

Tableau II.

## Evolution des rendements de quelques valeurs

c	8 janvier 1958		15 décembre 1958	
	Cours	Rendement	Cours	Rendement
4 % Trésor 1949/1960 .....	101,20	5,35	104,60	3,81
4 ½ % Belge 1952/1962 .....	96,35	6,05	102,10	4,48
4 ½ % Belge 1952/1964 .....	93,00	6,24	101,00	4,65
4 ½ % Belge 1956/1967 .....	86,50	6,41	98,20	4,70
5 % Belge 1957/1969 .....	91,10	6,06	100,50	4,88
4 ½ % Belge 1954/1972 .....	94,95	6,57	97,40	4,90
4 % Belge 1955/1975 .....	80,45	6,62	92,50	4,93

## II. — Emissions et remboursements d'emprunts.

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis par souscription publique, en 1958, les emprunts figurant au tableau ci-après.

Aux émissions précitées se sont ajoutés le 7 août 1958 — par leur admission au marché — les titres

de la 7<sup>e</sup> série de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire, au capital nominal de 2.065.713.000 francs, remboursables par moitié le 1<sup>er</sup> janvier 1965 et le 1<sup>er</sup> janvier 1966.

De plus, un montant de 1.257.424.000 francs, représentant les titres de la 5<sup>e</sup> tranche 5 ½ p.c. des obligations remises aux sinistrés par la Caisse

Tableau III.

## Emissions

	Dates d'émission	Nominal (En millions de francs)	Taux nominal (En pour cent)	Durée	Prix d'émission	Rendement moyen pour le souscripteur (En pour cent)
Certificats de trésorerie 1958/1964	15- 1	7.464	5 ½	6 ans 3 mois	97,25	6,04
Congo 1958/1964 .....	24- 2	2.000	5 ½	6 ans 4 mois	97,20	6,05
Bruxelles 1958/1963 .....	8- 4	800	5 ½	5 ans 8 mois	97,80	5,98
Ville d'Anvers 1958/1963 .....	8- 4	600	5 ½	5 ans 8 mois	97,80	5,98
Fonds des Routes 1958/1965 .....	28- 4	2.000	5 ½	7 ans	98,00	5,86
Crédit Communal 1958/1966 .....	12- 6	1.000	5 ½	8 ans	99,00	5,66
Etat belge 1958/1968 .....	15- 9	10.695	5	10 ans	99,00	5,13
Congo 1958 à lots .....	26-11	2.000	} 2 à 10 ans } 5 à 5 ans	15 ans	100,00	5,401
		26.559				

Autonome des Dommages de Guerre du 1<sup>er</sup> octobre 1957 au 30 septembre 1958, a été introduit à la cote le 24 mars 1958.

Le tableau ci-dessus fait abstraction des placements opérés en 1958 par les institutions d'intérêt public, à leurs guichets ou par cession directe.

## Remboursements effectués en 1958

(En francs)

22/1	Certificats de trésorerie 1948 à 5 ou 10 ans, admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1958/1964	1.798.146.000
1/2	4 ½ % Bons de Caisse Crédit Communal 1948 à 10 ans .....	750.000.000
10/2	3 % Province d'Anvers 1891 (remboursement anticipé) .....	102.000
1/6	4 % Certificats de trésorerie 1948 à 5 ou 10 ans .....	1.876.677.000
1/8	4 % Société Nationale des Chemins de Fer belges 1948/1958 .....	972.974.000
		<u>5.397.899.000</u> <sup>1</sup>

<sup>1</sup> A ce chiffre de 5.397.899.000 francs, il y a lieu d'ajouter le remboursement, au 1<sup>er</sup> janvier 1958, des titres pairs de la 8<sup>e</sup> série de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire, remboursables à cette date pour un montant de 1.058.856.000 francs.

Pour mesurer l'ampleur des appels faits au marché, le montant nominal de 26,6 milliards de francs figurant au total des émissions publiques doit être diminué des 5,4 milliards figurant ci-dessus comme total des remboursements effectués. Il en résulte que le montant net des nouveaux appels au marché des capitaux a été de 21,2 milliards en 1958 contre 16,9 milliards en 1957, 19,9 milliards en 1956 et 14,2 milliards en 1955.

Tenant compte des remboursements et du solde des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1957	1958
	(En milliards de francs)	
Montant brut des émissions .....	19,0	26,6
Remboursements .....	— 2,1	— 5,4
	16,9	21,2
Solde des opérations dont le Fonds des Rentes a été la contrepartie .....	+ 1,8	+ 0,8
	18,7	22,0

### III. — Evolution du marché des rentes.

Le tableau ci-dessous résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1958 :

Tableau IV.

#### Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes

	Solde général comptable	Solde des opérations à réméré	Solde réel	Mouvement	
				+	-
(Capital nominal - en millions de francs)					
30-12-1957 .....	3.527,1	585	4.112,1		
31- 3-1958 .....	2.361,3	315	2.676,3		1.435,8
30- 6-1958 .....	2.221,1	215	2.436,1		240,2
30- 9-1958 .....	4.078,6	—	4.078,6	1.642,5	
30-12-1958 .....	3.310,8	—	3.310,8		767,8
				1.642,5	2.443,8
					- 801,3 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> La diminution de 801.000.000 s'établit comme suit :

Ventes du Fonds au marché (par solde) .....	1.807.000.000
Achats du Fonds hors bourse à des organismes du secteur public .....	1.083.000.000
	Différence .....
	724.000.000
Encaissement de titres remboursables .....	77.000.000
	801.000.000

Les mouvements du portefeuille ont été commentés plus haut.

Le montant le plus bas, soit 2.244,9 millions, a été enregistré le 11 juillet 1958. Le montant le plus élevé, soit 4.140 millions, a été atteint le 6 octobre 1958.

Le chiffre du portefeuille du Fonds a subi au cours des années antérieures les variations suivantes :

	(En millions de francs)
1951 .....	- 276
1952 .....	- 824
1953 .....	- 580
1954 .....	+ 1.491
1955 .....	- 489
1956 .....	+ 1.396
1957 .....	- 1.818
1958 .....	- 801

Le tableau des cours moyens, en 1958, des principaux types d'emprunts est publié en annexe et il est rappelé que les relevés insérés dans le chapitre I<sup>er</sup> « Considérations générales » font ressortir les cours extrêmes de quelques rentes et le rendement de quelques valeurs types.

### IV. — Volume des transactions.

Le volume général des transactions effectuées en bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1957	1958	Différence
	(Valeur nominale - en millions de francs)		
Titres offerts .....	14.225	14.449	+ 224
Titres demandés .....	17.565	16.255	- 1.310
Volume général ...	31.790	30.704	- 1.086

La situation générale du portefeuille du Fonds s'établit comme suit, au 31 décembre 1958, comparativement au 31 décembre 1957 :

	31 décembre 1957	31 décembre 1958
Portefeuille A <sup>1</sup> .....	2.530.142.502,50	2.374.891.255,00
Portefeuille B <sup>2</sup> .....	1.581.938.469,00	935.931.828,00
	4.112.080.971,50	3.310.823.083,00
Cédé à réméré .....	585.000.000,00	—
	3.527.080.971,50	3.310.823.083,00

<sup>1</sup> Emprunts émis par l'Etat, ou à charge de l'Etat.

<sup>2</sup> Emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, emprunts du Congo Belge, etc.

Ainsi qu'il est mentionné ci-dessus, la valeur nominale du portefeuille a diminué de 801 millions contre une diminution de 1.818 millions en 1957. Les opérations à réméré avec des organismes d'intérêt public — sur lesquelles il restait à la fin de 1957 un solde de 585 millions — ont été entièrement dénouées en 1958.

Au 31 décembre 1958, le Fonds des Rentes exerçait sur les places de Bruxelles, Anvers, Gand et Liège, le contrôle de la cotation de 226 emprunts totalisant un capital nominal de 249,3 milliards de francs.

Le portefeuille du Fonds au 31 décembre 1958 représente 1,33 p.c. du capital total en circulation. Fin 1957, ce rapport était de 1,81 p.c.

Les manipulations de titres par le Fonds des Rentes ont porté en moyenne et par jour, pour la seule Bourse de Bruxelles, sur environ 15.500 titres.

## RAPPORT SUR LES OPERATIONS EFFECTUEES SUR LE MARCHE MONETAIRE

La récession économique, qui a débuté en Belgique vers le milieu de 1957, a provoqué une grande aisance sur le marché monétaire.

Comme il est exposé plus haut, le marché des rentes a été acheteur pendant la plus grande partie de l'année 1958 et le portefeuille du Fonds en valeurs cotées a accusé une diminution, malgré les achats hors bourse auxquels il a été procédé.

Le portefeuille du Fonds en certificats de trésorerie de la tranche B, qui atteignait 1.242 millions le 31 décembre 1957, par suite de l'échéance de fin d'année et des opérations de « window-dressing » des banques qui clôturent leur bilan à cette date, a été souvent réduit à zéro au cours de l'année et n'a dépassé à aucun moment le montant de 708 millions atteint le 29 mars, sauf aux approches de l'échéance de fin d'année; le 31 décembre 1958, ce portefeuille s'élevait à 1.370 millions.

Les modalités de financement du portefeuille du Fonds des Rentes se sont sensiblement modifiées à la suite de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, décrite dans le précédent rapport.

En vertu de cette réforme, les effets publics que les banques de dépôts de grande et de moyenne circulation peuvent inclure dans la couverture partielle de leur passif exigible à un mois au plus, sont limités aux certificats de trésorerie des tranches A et B, dont le montant ne peut dépasser 28,9 milliards, et aux certificats émis par le Fonds des Rentes.

Les dépôts bancaires ayant augmenté assez sensiblement depuis la réforme du marché monétaire, le Fonds a pu émettre des certificats pour des montants relativement importants. L'encours de ces certificats a atteint son niveau maximum de l'année, le 17 décembre, avec 4.175 millions; le 31 décembre 1958, cet encours atteignait 4.059 millions contre 486 millions un an plus tôt.

Dans la mesure où le Fonds a pu utiliser le produit de ses émissions de certificats pour financer son portefeuille global, il a pu dénouer progressivement les opérations à réméré conclues antérieurement avec des organismes d'intérêt public, rembourser, à leur échéance, les bons de caisse souscrits par des institutions non monétaires, réduire ses emprunts d'argent à très court terme sur le marché hors compensation ou même s'abstenir d'emprunter sur ce marché.

C'est ainsi que les opérations à réméré, qui s'élevaient encore à 585 millions le 31 décembre 1957, étaient complètement dénouées le 1<sup>er</sup> juillet 1958, que l'encours des bons de caisse placés auprès de certains organismes d'intérêt public se trouva ramené de 200 millions au 31 décembre 1957 à 45 millions un an plus tard et que les emprunts de call money n'atteignaient que 274 millions le 31 décembre 1958 contre 2.457 millions à la date correspondante de l'année précédente. Le Fonds a d'ailleurs cessé complètement de faire appel au marché du call money

hors compensation pendant une bonne partie des mois de juin, juillet, novembre et décembre.

Ce n'est qu'exceptionnellement que le Fonds a dû avoir recours au crédit de la Banque Nationale sous forme d'escompte de bons de caisse ou d'avances en compte courant.

Ceci fut notamment le cas lors de l'échéance trimestrielle de mars, quand le portefeuille du Fonds en certificats de trésorerie de la tranche B atteignit des montants particulièrement élevés. Ce fut aussi le cas les 19 et 21 avril à la suite d'une brusque diminution de l'offre de call money sur le marché hors compensation.

Dans tous ces cas, le recours au crédit de la Banque Nationale étant provoqué essentiellement par des variations momentanées dans le volume des disponibilités monétaires, ce recours a pris la forme d'avances en compte courant.

Par contre, les avances de la Banque Nationale au Fonds des Rentes à l'occasion des émissions de l'emprunt du Fonds des Routes, en avril, et de l'emprunt 5 p.c. belge 1958/1968, en septembre, ont été imputées, du moins partiellement, sur le crédit de 10 milliards ouvert à l'Etat par l'institut d'émission en vertu de la convention de septembre 1948.

Le montant du solde débiteur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale qui fut à ces moments imputé sur la marge du Trésor, correspondait grosso modo à celui des achats de régularisation effectués par le Fonds sur le marché des rentes depuis l'annonce des emprunts en question.

Les arrangements intervenus lors de la réforme du marché monétaire prévoient, en effet, que le Fonds des Rentes ne fera pas usage de son compte courant d'avances à la Banque Nationale, mais recourra au crédit de celle-ci par l'escompte de bons de caisse, chaque fois que l'accroissement des besoins de financement du Fonds résulte d'arbitrages provoqués par l'émission d'un emprunt.

L'évolution de son portefeuille global et de l'encours de ses certificats a permis au Fonds des Rentes, non seulement de réduire ou de renoncer à des emprunts d'argent à très court terme sur le marché hors compensation, mais aussi de se constituer, à certains moments, des avoirs en compte courant à la Banque Nationale.

Cette situation s'est présentée à trois reprises pendant la première quinzaine du mois de juin; ensuite, du 19 juin au 28 juillet, le Fonds a pu maintenir sans interruption des soldes créditeurs à la Banque Nationale pour des montants fluctuant entre 20 et 415 millions. Du 13 au 18 septembre, le Fonds a eu de nouveau un solde créditeur à la Banque Nationale, dont le niveau maximum s'est chiffré à 502 millions. Enfin, du 20 novembre au 27 décembre, les avoirs du Fonds en compte courant à la Banque Nationale ont pris une certaine ampleur; après avoir atteint leur maximum de l'année le 17 décembre avec 1.658 millions, ils ont diminué progressivement jusqu'à leur

disparition, par suite notamment de quelques achats de titres hors bourse, effectués par le Fonds pour regarnir son portefeuille en certaines valeurs demandées par le marché et aussi sous l'influence des opérations de fin d'année dans les banques.

L'aisance monétaire s'est traduite par une baisse progressive et générale des taux d'intérêt à court terme et notamment des taux d'intérêt qui intéressent plus spécialement le Fonds des Rentes, soit ceux de l'argent à très court terme, des certificats émis

Tableau V.

**Situation du Fonds des Rentes et financement de ses opérations**

(En millions de francs)

Dates	Avoirs du Fonds des Rentes			Financement				
	Portefeuille (valeur nominale)		Solde crédeur à la Banque Nationale	Certificats du Fonds des Rentes	Call money	Opérations à réméré et bons de caisse	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Fonds cotés	Certificats de trésorerie tranche B					Avances	Escompte bons de caisse
31-12-1957 .....	4.077	1.242	—	486	2.457	785	1.237	—
31- 1-1958 .....	3.479	36	—	620	1.883	765	—	—
28- 2-1958 .....	2.884	491	—	620	1.794	695	—	—
31- 3-1958 .....	2.676	21	—	390	1.522	495	—	—
30- 4-1958 .....	3.261	346	—	458	1.181	495	554	450
31- 5-1958 .....	2.974	58	—	1.461	968	350	—	—
30- 6-1958 .....	2.405	126	307	2.296	—	350	—	—
31- 7-1958 .....	2.895	495	—	2.318	683	135	—	—
31- 8-1958 .....	3.054	441	—	2.136	868	90	—	—
30- 9-1958 .....	4.078	571	—	2.727	471	90	—	949
31-10-1958 .....	3.558	64	—	2.629	692	90	—	—
30-11-1958 .....	3.080	100	301	3.162	—	45	—	—
31-12-1958 .....	3.307	1.370	—	4.059	274	45	—	—

par le Fonds et des certificats de trésorerie de la tranche B.

Les taux d'intérêt de cette catégorie de certificats de trésorerie ainsi que ceux des certificats du Fonds étant liés au taux appliqué par la Banque Nationale pour l'escompte de traites acceptées et domiciliées en banque, les quatre baisses de 0,25 franc du taux d'escompte officiel, intervenues successivement les 27 mars, 5 juin, 3 juillet et 28 août, ont entraîné, en quatre étapes, un abaissement de 3,75 à 2,75 p.c.

des taux d'intérêt des certificats de trésorerie de la tranche B et des certificats du Fonds des Rentes.

L'abondance de l'offre a provoqué à plusieurs reprises une baisse des taux d'intérêt pour l'argent à très court terme. Ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous, les taux d'intérêt pour l'argent à un jour, à cinq jours et à dix jours, étaient respectivement 1,10 p.c., 1,15 p.c. et 1,20 p.c. à la fin de 1958, contre respectivement 2,25 p.c., 2,35 p.c. et 2,50 p.c. un an auparavant.

Tableau VI.

**Taux d'intérêt du « call money »**

Date des modifications	Argent à 1 jour	Argent à 5 jours	Argent à 10 jours
23-12-1957 .....	2,25	2,35	2,50
9- 1-1958 .....	2,15	2,25	2,40
10- 1-1958 .....	2,05	2,25	2,40
11- 1-1958 .....	2,00	2,20	2,35
30- 1-1958 .....	2,15	2,20	2,35
6- 2-1958 .....	2,00	2,15	2,35
10- 2-1958 .....	1,75	2,15	2,35
18- 2-1958 .....	1,60	2,00	2,20
18- 3-1958 .....	1,50	1,80	2,00
29- 4-1958 .....	1,60	1,90	2,10
30- 4-1958 .....	1,70	2,00	2,20
8- 5-1958 .....	1,60	1,90	2,10
9- 5-1958 .....	1,50	1,80	2,00
13- 5-1958 .....	1,40	1,70	1,90
16- 5-1958 .....	1,40	1,60	1,80
5- 6-1958 .....	1,40	1,50	1,65
6- 6-1958 .....	1,35	1,45	1,60
10- 6-1958 .....	1,30	1,40	1,50
11- 6-1958 .....	1,25	1,40	1,50
2- 7-1958 .....	1,25	1,30	1,40
12- 8-1958 .....	1,20	1,25	1,35
3-12-1958 .....	1,10	1,15	1,20

## BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1958

*Bilan au 31 décembre 1958*

*Résultats au 31 décembre 1958*

ACTIF	Valeur comptable	CREDIT	
Fonds publics :		Revenus des fonds publics .....	125.181.334,45
En portefeuille .....	3.982.952.989,15	Intérêts des certificats de trésorerie, tranche B .....	18.310.131,40
Titres cédés à réméré .....	—	Moins prorata d'intérêts non courus .....	11.997.829,90
	3.982.952.989,15		6.312.301,50
Certificats de trésorerie, tranche B .....	1.370.000.000,00	Soldes des postes de titres complètement liquidés .....	598.156,45
Banque Nationale de Belgique .....	433.321,20		132.091.792,40
Ventes de titres à liquider (valeur nomi- nale : 25.046.050) .....	25.463.492,00		
Prorata d'intérêts acquis au 31 décembre 1958 sur fonds publics en portefeuille ...	66.745.601,85		
Prorata d'intérêts au 31 décembre 1958 sur bons de caisse escomptés .....	186.666,65		
	5.445.782.070,85		
		DEBIT	
		Intérêts des emprunts à court terme :	
		a) Opérations de call money .....	17.750.964,85
		b) Comptes d'avances à la Banque Nationale .....	1.260.113,00
			19.011.077,85
Montant à payer à terme — rachat (opéra- tions à réméré) .....	—	Intérêts des bons de caisse remis à l'escompte .....	6.384.285,80
Emprunts à court terme .....	274.000.000,00	Moins réescompte .....	186.666,65
Bons de caisse remis à l'escompte .....	45.000.000,00		6.197.619,15
Certificats Fonds des Rentes en circulation	4.058.500.000,00	Intérêts payés sur certificats Fonds des Rentes en cir- culation .....	35.145.733,70
Achats de titres à liquider (valeur nomi- nale : 56.129.810) .....	56.290.996,00	Plus prorata d'intérêts courus .....	22.429.458,20
Prorata d'intérêts non courus sur certificats de trésorerie, tranche B .....	11.997.829,90		57.575.191,90
Prorata d'intérêts courus sur certificats Fonds des Rentes en circulation .....	22.429.458,20	Courtages .....	19.620.185,55
Prorata d'intérêts courus sur emprunts à court terme .....	—	Frais généraux .....	292.823,95
Réserve générale au 31 décembre 1957 .....	948.168.892,75		102.696.898,40
Résultat au 31 décembre 1958 .....	29.394.894,00	Solde bénéficiaire à virer à la réserve générale .....	29.394.894,00
	977.563.786,75		132.091.792,40
	5.445.782.070,85		

Le bilan reproduit ci-dessus fait apparaître une réserve générale de 978 millions de francs.

Cette réserve est basée sur la valeur comptable des fonds publics en portefeuille, qui est supérieure

de 748 millions à la valeur boursière au 31 décembre 1958. Compte tenu de cette moins-value, la réserve effective s'établit à 230 millions, contre 33 millions au 31 décembre 1957.

Le 2 mars 1959.

Le Président,  
M. WILLIOT.

1958 — Moyennes des cotations

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Portefeuille « A » :												
3 % Belge, II .....	91,185	91,650	92,371	93,028	93,647	94,569	95,842	96,752	97,202	97,550	97,678	98,071
3 ½ % Belge 1937 .....	82,407	82,730	82,988	83,578	83,863	84,759	86,159	86,907	87,345	87,760	88,031	88,309
3 ½ % Belge 1943 .....	76,114	76,715	77,364	77,810	78,316	79,054	80,707	81,912	82,186	82,482	83,342	84,009
4 % Unifiée .....	81,166	82,055	83,338	84,486	84,938	86,116	90,140	91,150	91,590	92,206	92,610	93,138
4 % Libération .....	79,259	80,330	81,190	82,155	82,252	83,164	86,433	87,785	88,559	88,947	89,273	90,095
4 ½ % Belge 1951/1966 .....	95,571	95,728	97,450	98,289	97,666	98,835	100,466	100,985	100,140	100,145	100,552	100,842
4 ½ % Belge 1952/1962 .....	96,728	97,240	98,757	99,573	98,986	100,321	101,302	101,862	101,277	101,167	101,952	102,171
4 ½ % Belge 1952/1964 .....	92,976	93,638	95,702	96,684	96,250	97,611	100,338	100,655	99,572	99,630	100,484	101,028
4 ½ % Belge 1953/1973 .....	86,561	88,225	90,780	92,578	91,991	93,078	95,383	96,420	96,127	96,034	96,615	97,890
4 ½ % Belge 1953/1968 .....	87,816	89,703	92,390	93,363	92,711	93,357	95,871	96,785	96,325	96,367	97,236	98,138
4 ½ % Belge 1954/1972 .....	85,321	87,320	89,776	90,423	89,183	90,473	94,728	95,382	94,215	94,323	95,989	97,114
4 ¼ % Belge 1954/1974, I .....	84,080	85,278	87,440	88,415	88,272	89,219	93,333	93,470	93,245	93,067	93,955	95,123
4 % Belge 1955/1975 .....	80,964	82,558	84,642	85,686	85,219	86,180	89,404	89,945	89,822	89,613	91,021	92,342
4 ¼ % Belge 1956/1971 .....	85,023	87,058	89,728	90,844	90,847	92,397	94,830	95,300	94,497	95,032	95,800	97,061
4 ¼ % Belge 1956/1973 .....	83,788	85,420	88,104	89,302	88,822	89,992	93,719	94,627	94,363	94,273	94,626	95,957
4 ½ % Belge 1956/1967 .....	86,935	88,448	91,357	92,602	91,975	92,604	95,564	96,737	95,920	95,830	96,294	97,923
5 % Belge 1957/1969 .....	91,335	92,495	95,404	95,721	95,130	95,961	98,659	99,450	98,829	99,300	100,000	100,400
4 % Trésor 1943 .....	105,192	105,620	106,047	106,165	106,319	106,428	107,341	108,362	107,602	107,782	108,684	109,336
4 % Trésor 1949 .....	101,080	101,258	102,545	102,560	102,308	103,171	104,073	104,220	104,159	104,119	104,273	104,719
4 % Trésor 1954/1959, I .....	98,923	99,238	99,433	99,542	99,450	99,809	100,009	100,040	100,145	100,032	100,157	100,247
5 ½ % Trésor 1957/1963 .....	—	98,250	99,128	99,784	100,002	101,545	102,588	102,695	102,413	102,247	102,742	102,976
4 % Belge à lots 1933 .....	967,476	973,650	983,760	990,210	985,055	978,666	990,428	997,300	1.001,909	1.008,136	1.012,000	1.014,380
4 % Belge à lots 1941 .....	890,761	885,400	882,150	887,000	886,833	893,190	898,095	908,950	921,747	927,217	929,894	937,000
2 % Belge à lots 1953 .....	1.025,900	1.056,050	1.046,095	1.054,736	1.066,737	1.070,428	1.070,380	1.076,900	1.071,363	1.067,652	1.032,894	1.009,095
4 % Dommages de Guerre 1923 .....	982,761	981,800	983,095	985,105	985,000	986,761	995,285	1.002,100	1.005,363	1.007,630	1.007,157	1.009,285
4 % Chemins de Fer belges 1955, II ...	80,269	82,273	84,007	85,775	85,208	85,821	88,221	89,467	90,006	89,819	90,636	92,166
4 ¼ % Fonds des Routes 1955/1965 ...	87,180	89,535	91,779	92,881	92,419	93,652	95,488	96,627	95,911	95,421	96,573	97,942
4 % Privil. Chem. de Fer belg., tr. belge	414,666	427,450	445,142	447,315	444,722	444,809	449,857	451,300	454,954	462,130	469,315	472,952
Portefeuille « B » :												
2 % Reconstruction, III .....	1.027,750	1.054,850	1.053,238	1.047,631	1.052,388	1.059,000	1.056,952	1.056,500	1.049,863	1.041,130	1.014,894	996,142
3 % Vicinaux J. J., IV .....	61,250	61,192	61,028	61,100	61,214	61,500	63,638	64,968	65,731	65,791	65,900	66,237
3 ½ % Régie T.T. 1943 .....	80,205	79,650	79,650	79,635	79,620	79,761	81,683	84,022	84,310	84,227	84,122	84,246
4 % Régie T.T. 1950 .....	102,066	101,748	102,200	102,476	102,630	103,345	103,776	104,367	104,213	104,247	104,515	104,714
4 ½ % Régie T.T. 1952, I .....	97,709	98,515	99,752	100,444	100,194	101,297	102,609	103,080	102,579	102,404	103,005	103,471
4 ½ % Régie T.T. 1953, I .....	89,426	91,440	92,947	94,365	94,713	95,516	97,440	98,595	98,420	97,865	98,589	99,800
4 ¼ % Régie T.T. 1954/1974, I .....	83,604	85,193	87,828	90,562	90,780	91,085	91,821	92,505	93,093	92,882	93,578	94,976
4 ¼ % Régie T.T. 1956/1971 .....	88,547	88,430	89,031	90,536	90,069	90,533	94,460	95,660	95,379	95,263	96,105	97,900
4 ½ % Chem. de Fer belges 1953/1965 .....	92,397	94,878	97,569	97,310	96,583	97,407	99,814	100,330	99,945	99,291	100,215	100,938
4 ½ % Chem. de Fer belges 1954/1972 .....	86,559	88,448	89,733	91,078	90,844	90,733	93,840	95,565	95,361	95,208	95,721	97,195
5 % Chemins de Fer belges 1957/1972 .....	92,264	93,818	94,785	94,976	94,438	96,459	98,842	99,767	99,479	99,689	100,031	100,642
4 ½ % S.N.C.I. 1951 .....	97,545	97,960	98,561	99,450	100,441	100,747	101,023	101,732	101,325	101,210	101,694	102,628
4 ½ % S.N.C.I. 1952/1962, I .....	97,292	98,815	99,507	100,260	100,061	101,085	102,790	103,265	102,595	102,410	102,989	103,461
4 ½ % Distribution d'eau 1953 .....	88,516	89,335	91,214	92,742	92,750	93,338	96,511	97,905	97,768	97,600	97,605	98,319
4 % Congo 1936 .....	77,950	78,611	78,692	78,546	78,515	78,550	81,000	81,991	83,005	83,265	83,220	83,400
4 % Décennales Congo 1950, II .....	98,450	98,425	98,171	98,157	98,213	98,623	99,052	99,295	99,225	99,065	99,578	99,947
4 ¼ % Congo 1954/1974 .....	86,350	86,338	86,764	89,155	88,972	88,657	90,690	92,080	91,659	91,206	92,473	93,828
4 ¼ % Congo 1955/1967 .....	88,000	88,048	89,207	90,800	90,483	90,721	92,873	92,840	93,270	93,778	94,721	95,485
4 % Congo 1950, I .....	101,138	101,968	102,657	102,310	102,300	103,159	103,902	104,005	104,004	103,784	104,184	104,519
4 % Crédit Communal, I .....	79,900	79,998	80,345	80,760	80,683	80,771	83,183	83,942	84,429	84,710	85,278	86,252
4 % Crédit Communal, IV .....	83,121	84,530	85,719	85,826	86,236	87,335	90,782	91,545	91,252	91,439	91,844	92,933
4 ½ % Crédit Communal 1952 .....	97,147	97,910	99,312	99,618	99,550	100,342	101,214	102,220	102,031	102,080	102,560	103,228
3 % Crédit Communal lots 1957/1972 .....	977,523	1.000,100	1.000,857	1.002,263	1.013,333	1.017,857	1.022,142	1.029,400	1.025,590	1.022,000	1.004,315	1.000,904
4 % Chemins de Fer belges 1937 .....	739,000	741,157	746,619	751,578	752,000	752,000	782,571	802,150	802,550	802,950	802,470	821,523
4 % Anvers 1919 .....	93,091	92,900	92,900	92,900	93,000	93,000	93,120	94,100	94,300	94,575	94,600	94,766
4 % Anvers 1931 .....	86,216	86,000	86,573	86,900	86,900	86,900	88,175	89,666	89,941	90,385	91,295	92,000
4 ½ % Anvers 1953/1968, I .....	88,514	90,195	91,517	92,294	92,688	93,504	97,064	99,922	99,181	99,000	99,000	99,071
4 % Anvers 1955 .....	78,983	80,248	82,455	84,189	84,269	84,816	88,140	88,782	88,931	89,373	89,794	91,061
4 % Bruxelles 1930 .....	79,007	78,850	78,819	78,888	78,720	78,711	79,700	80,372	80,885	81,356	81,933	82,780
4 ½ % Bruxelles 1952, I .....	96,900	97,220	98,195	98,194	98,605	99,688	100,961	101,440	101,631	101,460	101,713	101,900
4 ½ % Bruxelles 1956/1972 .....	84,495	85,670	88,217	89,852	90,930	92,185	94,973	95,430	95,309	95,373	95,810	96,923
4 ¼ % Gand 1954/1974 .....	81,385	82,333	84,838	87,034	87,688	88,897	91,230	92,827	92,956	93,000	93,257	93,933
4 ½ % Liège 1956/1970 .....	85,747	87,315	90,398	92,368	93,002	93,945	96,240	97,667	97,500	97,247	97,331	97,538
5 % Liège 1957/1967 .....	92,223	94,808	96,957	98,057	98,313	99,142	99,321	99,450	99,463	99,480	99,500	99,971
2 % Bruxelles 1905 .....	662,500	677,875	701,500	691,500	692,142	706,625	690,750	692,875	691,333	691,444	697,571	698,125

## BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de mars 1959. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

### 1. MONNAIE — BANQUE

Evolution des taux de l'intérêt en Belgique depuis la fin de la première guerre mondiale (1919-1958). (*Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales, Université Catholique de Louvain, XXV, n° 2, mars 1959, pp. 75-122.*)

MATON L., Les ventes à tempérament et la loi du 9 juillet 1957. Vers un assainissement? (*Les Dossiers de l'Action Sociale Catholique, Bruxelles, XXXVI, n° 2, février 1959, pp. 107-118.*)

### 2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

La négociation aux bourses belges de titres étrangers sous la forme de certificats au porteur. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIV, n° 13, 28 mars 1959, pp. 117-120.*)

Les progrès de l'industrialisation au Congo belge. (*Bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, VIII, n° 1, janvier 1959, pp. 1-14.*)

VERTENEUIL J., Le statut légal et réglementaire des fonds communs de placement en Belgique (suite). (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXIII, n° 2, 1959, pp. 142-183.*)

### 4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

GOETHALS M., Le statut financier des communes. (*Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XIII, n° 48, avril 1959, pp. 41-43.*)

RINGOOT L., Impôts directs. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1959, pp. 5-17.*)

### 5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

CRABBE V., Le contrôle de l'entreprise publique en Belgique. (*Res Publica, Bruxelles, I, n° 1, 1959, pp. 38-57.*)

MOULIN L., Note sur le principe du contrôle des organismes d'intérêt public. (*Res Publica, Bruxelles, I, n° 1, 1959, pp. 28-37.*)

### 7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

JACOBSSON P., International Liquidity. (*Federal Reserve Bank of New-York, New-York, 1958, 7 p.*)

La convertibilité des monnaies et le Fonds Monétaire Européen. (*Banque d'Anvers, Anvers, 1959, 127 p.*)

Le nouveau régime monétaire en Europe. (*Bulletin du Crédit Suisse, Zurich, 1959, n° 1, pp. 15-24.*)

Le tappe della convertibilità monetaria europea. (*Bancaria, Rassegna dell'Associazione Bancaria Italiana, Rome, XV, n° 1, janvier 1959, pp. 72-82.*)

SIGLIANTI S., La convertibilità in Europa : problemi e prospettive. (*Bancaria, Rassegna dell'Associazione Bancaria Italiana, Rome, XV, n° 1, janvier 1959, pp. 7-12.*)

### 9. INTEGRATION EUROPEENNE

COSCIANI C., Problemi fiscali del Mercato Comune. (*Giuffrè, Milan, 1958, 228 p.*)

DEGOIS G., Le Marché Commun, ses techniques douanières. (*Hachette, Paris, 1958, 228 p.*)

de VLEESCHAUWER R., Position structurelle de la production belge dans le Marché Commun. (*Energie, Bruxelles, n° 145, 4<sup>e</sup> trimestre 1958, pp. 639-646.*)

Impact of Common Market upon World Trade Will Require Adjustments by U.S. Exporters. (*Belgian Trade Review, Monthly Publication of the Belgian Chamber of Commerce in the United States, New-York, XIV, n° 2, février 1959, pp. 18-21.*)

LARCIER R., Le placement mobilier dans le Marché Commun (suite). (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXIII, n° 2, 1959, pp. 125-141.*)

La situation économique de la Belgique à l'aube du Marché Commun (suite). (*Bulletin Officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles, Bruxelles, LXXVI, n° 13, 27 mars 1959, pp. 251-257.*)

L'association des territoires d'outre-mer et particulièrement du Congo Belge et du Ruanda-Urundi au Marché Commun et ses répercussions sur le régime des échanges (*Bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, VIII, n° 2, février 1959, pp. 43-61.*)

YEAGER L., Exchange Rates within a Common Market. (*Social Research, New-York, XXV, n° 4, 1958, pp. 415-448.*)

#### 10. GENERALITES

ALS G., L'économie du Grand-Duché de Luxembourg. (*Revue d'Economie Politique, Paris, LXIX, janvier-février 1959, pp. 46-73.*)

LAMFALUSSY A., Essai sur la croissance économique et la balance des paiements de la Belgique : 1948-1957. (*Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales, Université Catholique de Louvain, XXV, n° 2, mars 1959, pp. 43-74.*)

La politique scientifique de la Belgique. (*Bulletin de la F.I.B., Bruxelles, XIV, n° 10, 1 avril 1959, pp. VII-XVI.*)

La situation économique de la Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIV, n° 14, 4 avril 1959, pp. 129-136.*)

L'Exposition Universelle et Internationale de Bruxelles 1958. (*Revue de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, LVIII, n° 184, janvier-février 1959, pp. 13-136.*)

Voor een conjuncturele politiek. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XV, n° 2, février 1959, pp. 61-66.*)

## LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

### I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 20 février 1959

portant statut des Conseillers du Commerce Extérieur de Belgique (*Moniteur* du 6 mars 1959, p. 1.529).

Arrêté royal du 9 mars 1959

relatif aux obligations de stockage des meuniers industriels agréés (*Moniteur* du 18 mars 1959, p. 1.953).

Article 1<sup>er</sup>. — Le stock global de 150.000 tonnes minimum à constituer à titre de stock de sécurité pour l'alimentation humaine, dont question à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 13 janvier 1954, est ramené à 100.000 tonnes.  
.....

### II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Loi du 3 février 1959

contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1951 et 1952 (*Moniteur* du 11 mars 1959, p. 1.678).

Arrêté royal du 24 février 1959

relatif à l'échange des obligations de l'emprunt à lots émis en 1922 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre (*Moniteur* du 22 mars 1959, p. 2.072).

Arrêté royal du 19 février 1959

modifiant l'arrêté royal du 7 avril 1954 portant règlement général sur le budget et la comptabilité des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 (*Moniteur* du 5 mars 1959, p. 1.463).

Arrêté ministériel du 24 février 1959

relatif à l'échange des obligations de l'emprunt à lots émis en 1922 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre (*Moniteur* du 22 mars 1959, p. 2.076).

## Arrêté ministériel du 28 février 1959

*fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 12 mars 1959, p. 1.809).*

## Arrêté royal du 4 mars 1959

*modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 8 mars 1959, p. 1.616).*

## Arrêté royal du 4 mars 1959

*modifiant le règlement du Comité de la Cote de la Bourse d'Anvers (Moniteur du 12 mars 1959, p. 1.808).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Les articles 9 et 11 du règlement du Comité de la Cote de la Bourse de fonds publics et de change sont modifiés comme suit :

« Article 9, 2<sup>e</sup> alinéa, 1<sup>o</sup>, les mots « cinq millions » sont remplacés par « dix millions ».

« Article 11. Les mots « 2.000 francs » et « 1.000 francs » sont remplacés respectivement par « 5.000 francs » et « 2.500 francs ».

*Art. 2.* — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Art. 3.* — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

## Arrêté royal du 9 mars 1959

*relatif à l'émission d'un emprunt au capital nominal de 700 millions de francs à émettre par la Société Nationale des Chemins de Fer belges (Moniteur du 12 mars 1959, p. 1.806).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — La Société Nationale des Chemins de Fer belges est autorisée à émettre un emprunt à 4,75 p.c., à 10 ans, au capital nominal de sept cents millions de francs (700.000.000 francs).

*Art. 3.* — La souscription publique aux obligations de cet emprunt sera ouverte le 16 mars 1959; elle sera clôturée dès que les souscriptions atteindront le capital nominal de sept cents millions de francs et au plus tard le 25 mars 1959.

Le prix d'émission, fixé à 982,50 francs par obligation de 1.000 francs, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

*Art. 4.* — Les obligations de l'emprunt pourront également être cédées ferme ou données en option.

*Art. 5.* — L'emprunt est amortissable en 10 ans, suivant les indications du tableau d'amortissement (...).

L'amortissement sera effectué par rachats en bourse à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

En cas d'élévation des cours au-dessus du pair de la valeur nominale les rachats seront suspendus et les obligations restant à amortir pour parfaire l'amortissement d'une des années 1960 à 1968 seront désignées par un tirage au sort à effectuer le 4<sup>e</sup> lundi du mois de janvier de ces années ou le lendemain si le jour fixé est un jour férié légal.

Les obligations désignées par le tirage au sort seront remboursables le 20 mars suivant, au pair de leur valeur nominale; elles cesseront de porter intérêt à partir de la date de leur exigibilité.

Les obligations non amorties avant le 20 mars 1969 seront remboursables à cette date au pair de la valeur nominale.

*Art. 6.* — Les tirages au sort prévus à l'article précédent porteront sur des groupes d'obligations représentant chacun un capital nominal de un million de francs.

*Art. 7.* — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

*Art. 8.* — Les coupons d'intérêt et la prime de remboursement seront exempts de tous impôts et taxes réels, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

*Art. 11.* — La taxe sur les opérations de bourse, due pour l'émission de l'emprunt, sera acquittée directement par la Société Nationale des Chemins de Fer belges et supportée par elle.

## Loi du 20 mars 1959

*contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1959 (Moniteur des 23-24 mars 1959, p. 2.102).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1959 afférentes au budget des Services du Premier Ministre (...), des crédits s'élevant à la somme de 98.199.000 francs.

## Arrêté royal du 23 mars 1959

*pris en exécution de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1958, complétant la loi du 5 mai 1958 favorisant le financement des stocks des charbonnages (Moniteur du 28 mars 1959, p. 2.226).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — L'Etat, représenté par Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Affaires économiques, peut attacher sa garantie, à titre supplétif et exceptionnel, à des avances consenties, sur warrant charbonnier, par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

*Art. 2.* — Le montant des avances garanties ne peut excéder 60 p.c. de la valeur du stock warranté, compte tenu des réfections pour teneur en cendre et/ou en eau et de la dépréciation probable des produits mis en stock.

*Art. 3.* — La garantie ne peut être accordée que pour des avances consenties à des charbonnages dont le stock total est supérieur à la production réalisée au cours de 25 jours ouvrés, pendant l'année civile précédant celle au cours de laquelle le warrant charbonnier a été émis.

*Art. 4.* — Le charbonnage bénéficiant de l'avance garantie doit s'engager à réduire au minimum le nombre des postes chômés, pendant la durée d'utilisation de cette avance; cette dernière ne peut être utilisée qu'au comblement du déficit de trésorerie que font apparaître les relevés mensuels de l'entreprise, comportant d'une part, les recettes et, d'autre part, les dépenses relatives aux mois auxquels les dits relevés se rapportent.

*Art. 5.* — La durée de l'avance ne peut excéder trois ans.

## Loi du 24 mars 1959

*ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1959 (Moniteur du 26 mars 1959, p. 2.162).*

## Loi du 24 mars 1959

*contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des recettes extraordinaires pour l'exercice 1959 (Moniteur du 27 mars 1959, p. 2.187).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Pour l'exercice 1959, les recettes ordinaires de l'Etat sont évaluées (...) à 101.879.577.000 francs (...).

*Art. 2.* — Pour l'exercice 1959, les recettes extraordinaires sont évaluées à la somme de 698.246.000 francs (...).

*Art. 5.* — Le Ministre des Finances, sur la proposition du Ministre des Affaires économiques, est autorisé à attacher la garantie de bonne fin de l'Etat à des prêts d'un montant maximum de cinquante-cinq millions de francs (55.000.000 francs) à consentir par une institution publique belge de crédit, en vue de couvrir les frais de participation de l'Organisation des Nations Unies à l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles en 1958.

*Art. 6.* — Les intérêts du nouvel emprunt de 10 millions de francs à émettre en 1959 par l'association sans but lucratif « Ligue des Familles nombreuses de Belgique », pour son fonds des études, sont exempts de tous impôts et taxes réels, présents et futurs au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

*Art. 7.* — Les intérêts des certificats émis ou à émettre par le Fonds des Rentes, sont exempts de tous impôts et taxes réels quelconques, présents et futurs au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

*Art. 8.* — Les intérêts et la prime de remboursement éventuelle des emprunts à émettre en 1959, par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, sont exempts de tous impôts et taxes réels quelconques, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

*Art. 9.* — Le gouvernement est autorisé à couvrir par des emprunts l'excédent des dépenses du budget de l'exercice 1959 sur les recettes.

Il pourra attacher toutes exonérations fiscales à ces emprunts.

Le Ministre des Finances est autorisé à créer des bons du Trésor portant intérêt à concurrence du montant des emprunts à contracter éventuellement.

Il pourra y rattacher toutes exonérations fiscales.

Les emprunts et les bons du Trésor visés par les alinéas 1 et 3 peuvent être émis soit en Belgique, soit à l'étranger, en monnaies belges ou étrangères.

*Art. 10.* — Les disponibles que présenteront au 31 décembre 1958 les fonds faisant l'objet du budget des recettes et des dépenses pour ordre pourront être utilisés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

*Art. 11.* — Pendant l'année 1959, à titre expérimental et en liaison avec la comptabilité budgétaire, il sera tenu une comptabilité du patrimoine de l'Etat limitée provisoirement aux biens immeubles, aux participations financières et aux créances dont l'acquisition s'est effectuée au moyen des sommes payées par imputation sur les crédits alloués par les lois contenant les budgets des dépenses extraordinaires pour l'année 1959 et sur les crédits reportés par arrêté royal à l'exercice 1959.

La Cour des Comptes veillera à ce qu'aucune dépense budgétaire constitutive de biens dont il est question à l'alinéa précédent, ne puisse s'effectuer sans que le bien acquis soit enregistré en comptabilité patrimoniale.

*Art. 12.* — La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1959.

### Institut Belgo-Luxembourgeois du Change

*Modification aux listes annexées aux règlements de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change (Moniteur du 8 mars 1959, p. 1.626).*

Liste n° 2.

La mention « Pologne » est supprimée de la liste n° 2.

## III — LEGISLATION AGRICOLE

### Arrêté ministériel du 28 février 1959

*fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 12 mars 1959, p. 1.809).*

## IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

### Arrêté ministériel du 6 mars 1959

*modifiant l'arrêté ministériel du 6 février 1959 réglementant l'exploitation des terrils en vue de régulariser la consommation des produits charbonniers (Moniteur des 9-10 mars 1959, p. 1.650).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Ne sont pas visées par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 6 février 1959 :

1° la production de schistes récupérés dans les terrils, dont la teneur en combustible n'excède pas 10 p.c. (sur schiste humide à la livraison) et destinés à la consommation dans les cimenteries;

2° l'exploitation d'anciens terrils, en vue de l'exportation ou du stockage chez l'exploitant des matières combustibles récupérées.

*Art. 2.* — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

### Arrêté royal du 9 mars 1959

*relatif aux obligations de stockage des meuniers industriels agréés (Moniteur du 18 mars 1959, p. 1.953). (Voir texte, rubrique I.)*

#### Arrêté royal du 18 mars 1959

accueillant une requête relative à l'industrie du mastic, déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (Moniteur du 22 mars 1959, p. 2.080).

#### Arrêté royal du 23 mars 1959

pris en exécution de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1958, complétant la loi du 5 mai 1958 favorisant le financement des stocks des charbonnages (Moniteur du 28 mars 1959, p. 2.226). (Voir texte, rubrique II.)

### V — LEGISLATION DU TRAVAIL

#### Arrêté royal du 18 février 1959

rendant obligatoire la décision du 15 octobre 1958 de la Commission paritaire nationale de l'industrie céramique, relative à la réduction de la durée du travail (Moniteur des 2-3 mars 1959, p. 1.416).

#### Arrêté royal du 5 mars 1959

rendant obligatoire la décision du 15 octobre 1958 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraisage, relative à la réduction de la durée du travail dans les entreprises qui s'occupent de la teinture, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans leurs dépôts (Moniteur du 14 mars 1959, p. 1.868).

#### Arrêté royal du 16 mars 1959

rendant obligatoire la décision du 14 février 1959 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection, relative à la réduction de la durée du travail (Moniteur du 22 mars 1959, p. 2.071).

### VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

#### Arrêté ministériel du 17 mars 1959

modifiant l'arrêté ministériel du 11 septembre 1957, suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 21 mars 1959, p. 2.038).

Article 1<sup>er</sup>. — L'annexe à l'arrêté ministériel du 11 septembre 1957 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises, est complétée comme suit :

688 a Or mi-ouvré, laminé ou étiré, en barres, fils, tôles, planches, bandes, lames, traits, tubes, etc., non façonnés.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

#### Arrêté ministériel du 17 mars 1959

modifiant l'arrêté ministériel du 11 septembre 1957, suspendant l'obligation de produire une licence pour l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 21 mars 1959, p. 2.039).

### VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

#### Arrêté ministériel du 10 mars 1959

relatif aux prix du transport de personnes par autobus (Moniteur des 16-17 mars 1959, p. 1.927).

## IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

### Arrêté royal du 4 février 1959

*rendant obligatoire la décision du 3 décembre 1957 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection relative à la liaison des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, dans les entreprises de confection de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, ressortissant à la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection (Moniteur du 6 mars 1959, p. 1.531).*

### Arrêté royal du 18 février 1959

*rendant obligatoire la décision du 15 octobre 1958 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant la fixation des salaires et des conditions de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises qui s'occupent de la teinturerie, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans leurs dépôts, et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 1<sup>er</sup> mars 1959, p. 1.384).*

### Arrêté royal du 18 février 1959

*rendant obligatoire la décision du 3 décembre 1957 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection concernant la classification des travaux et la fixation des salaires minimums des ouvriers et ouvrières en atelier et à domicile des entreprises de confection de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, ressortissant à la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection (Moniteur du 6 mars 1959, p. 1.534).*

### Arrêté ministériel du 25 mars 1959

*plaçant le pain sous le régime du prix normal (Moniteur du 28 mars 1959, p. 2.241).*

### Arrêté royal du 26 février 1959

*rendant obligatoire la décision du 24 septembre 1958 de la Commission paritaire nationale de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, complétant la décision du 26 juin 1957, relative aux salaires minimums et au rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 8 mars 1959, p. 1.618).*

### Arrêté ministériel du 10 mars 1959

*relatif aux prix du transport de personnes par autobus (Moniteur des 16-17 mars 1959, p. 1.927).*

### Arrêté royal du 25 mars 1959

*portant modification des tarifs postaux du service international (Moniteur du 28 mars 1959, p. 2.228).*

### Arrêté royal du 25 mars 1959

*portant modification des tarifs postaux du service intérieur (Moniteur du 28 mars 1959, p. 2.230).*

## X — LEGISLATION SOCIALE

### (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

#### Loi du 17 février 1959

*portant augmentation de la pension de retraite et de survie des employés - Erratum (Moniteur du 5 mars 1959, p. 1.474).*

#### Loi du 18 février 1959

*modifiant la législation relative à la pension de retraite et de survie des employés - Erratum (Moniteur du 5 mars 1959, p. 1.475).*

XI — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

**Arrêté royal du 24 février 1959**

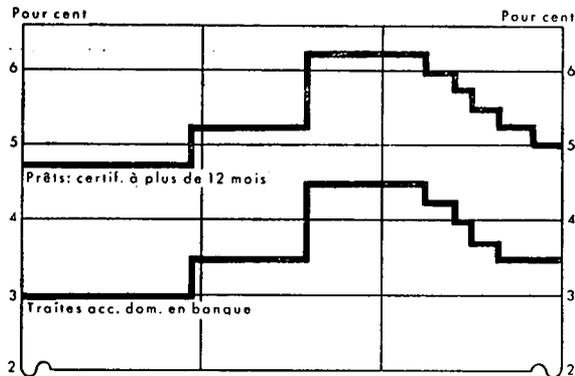
*relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux immeubles d'habitation, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1959 au 30 juin 1959 (arrêté n° 33) (Moniteur du 7 mars 1959, p. 1.580).*

**Arrêté royal du 24 février 1959**

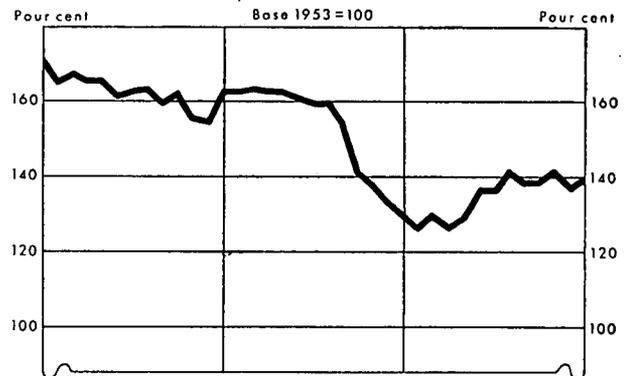
*relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux bateaux, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable à tout le Royaume pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1959 au 31 mars 1959 (arrêté n° 36) (Moniteur du 7 mars 1959, p. 1.581).*

# GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

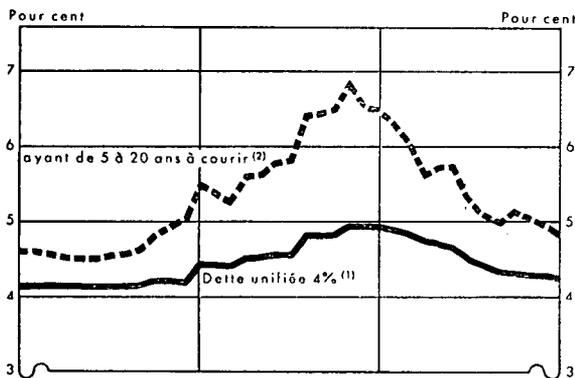
B.N.B. - TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS



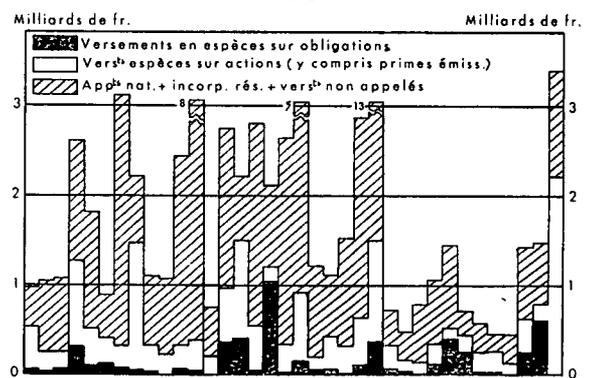
INDICE GENERAL DES ACTIONS



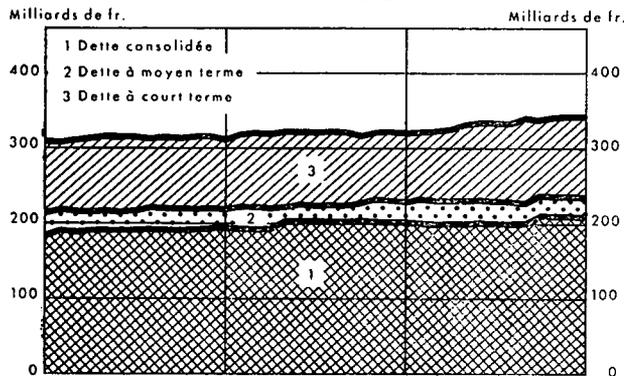
RENDEMENTS D'EMPRUNTS D'ETAT



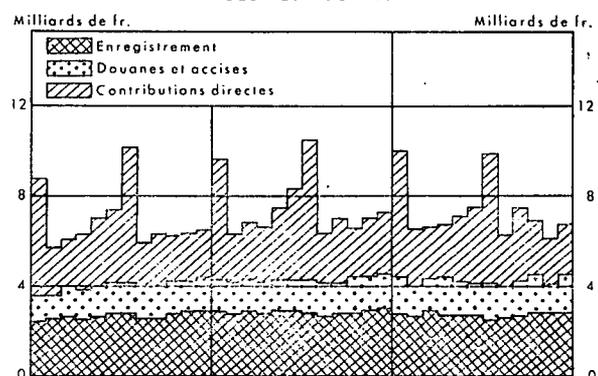
EMISSIONS (3)



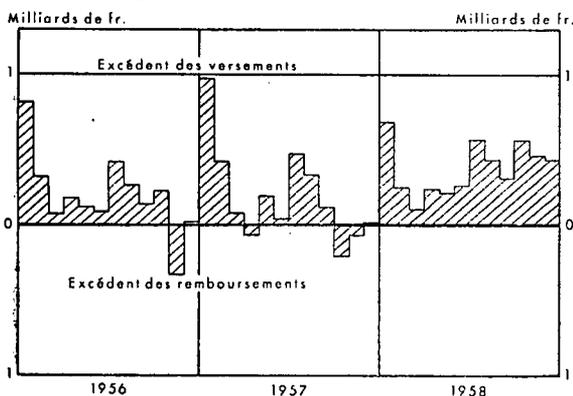
DETTE PUBLIQUE (4)



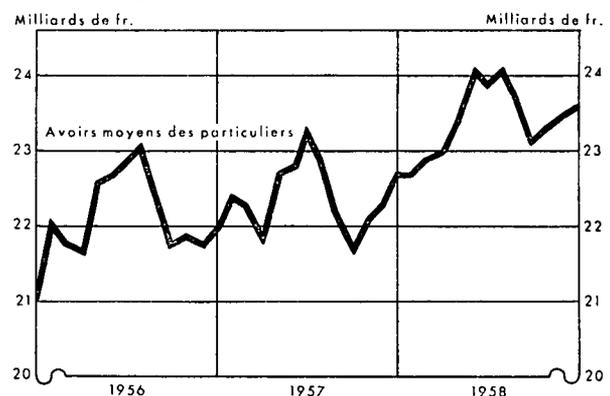
RECETTES FISCALES



CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



AVOIRS A L'OFFICE DES CHEQUES POSTAUX



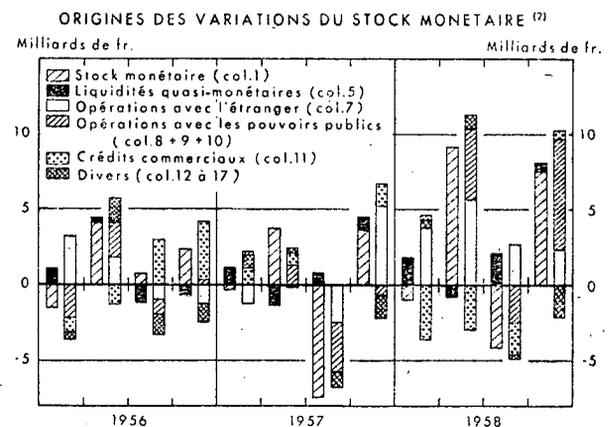
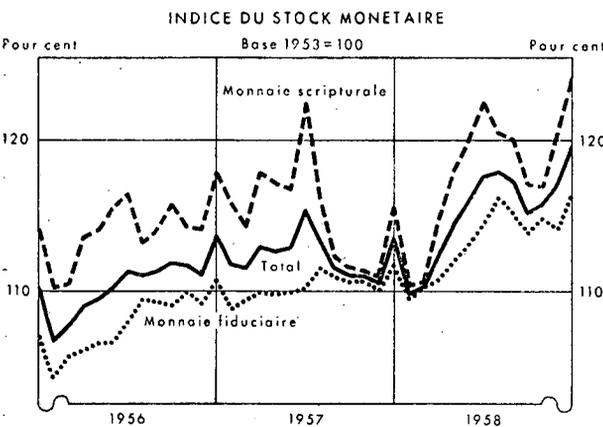
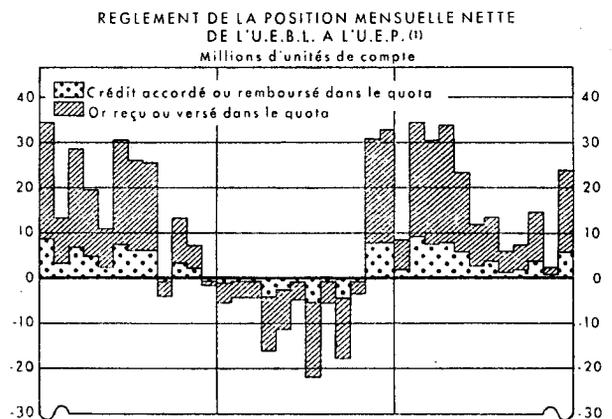
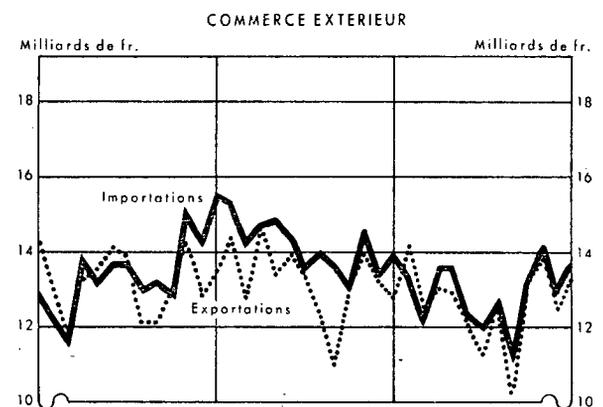
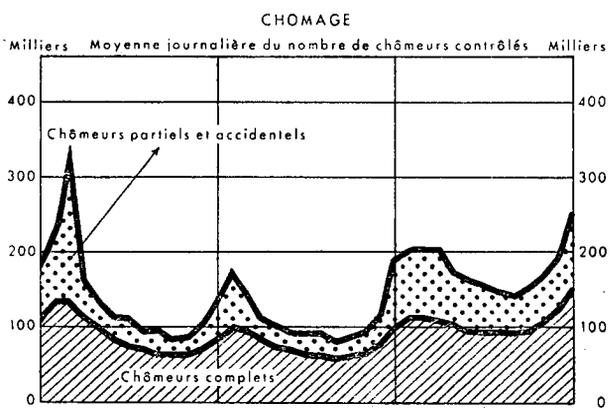
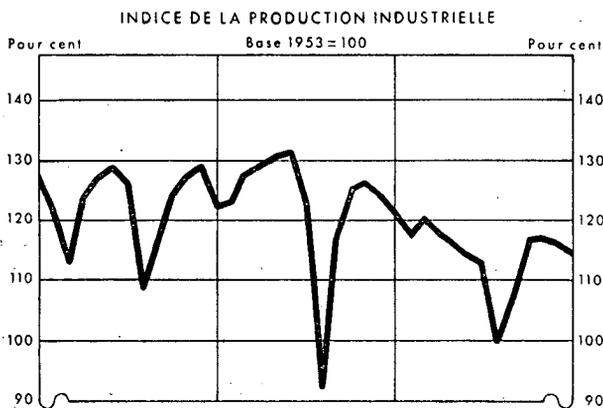
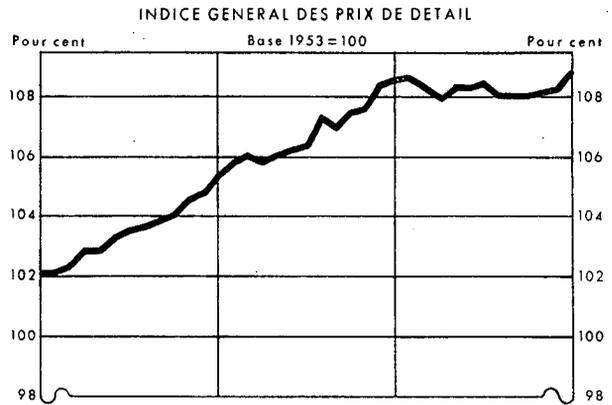
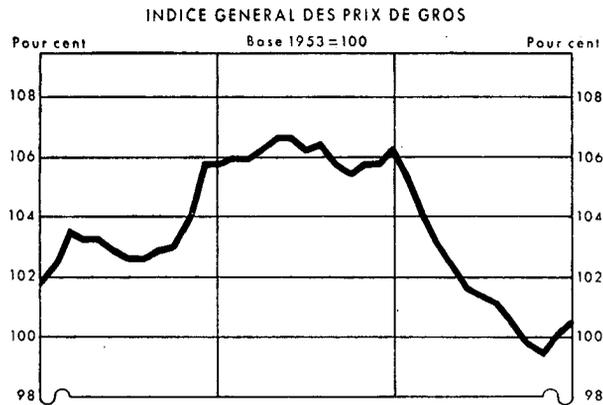
(1) Rendement eu égard au cours seulement

(2) Remboursables par annuités variables (4 à 4,5% nominal)

(3) Emissions des sociétés anonymes, commandites par actions, S.P.R.L. belges et sociétés congolaises

(4) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918

# GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE



(1) A l'exclusion des remboursements bilatéraux  
(2) Voir tableau 85<sup>a</sup>

# STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

## MARCHE DE L'ARGENT

### Ia. — TAUX OFFICIELS D'ESCOMPTE ET DE PRETS

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique					
	Escompte				Avances en compte courant et prêts *	
	Traites acceptées domiciliées en banque, virements et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées, non domiciliées, en banque	Traites non acceptées, domiciliées en banque	Traites non acceptées et non domiciliées en banque, promises	Certificats de trésorerie (1) émis à maximum 366 jours	Tous autres effets publics
1957 Moyenne	3,93	4,68	5,43	5,68	(2)	5,68
1958 Moyenne	3,95	4,66	5,37	5,66	(3)	5,66
1958 Janvier	4,50	5,25	6,—	6,25	(3)	6,25
Février	4,50	5,25	6,—	6,25	(3)	6,25
Mars (dep. le 27)	4,25	5,—	5,75	6,—	(3)	6,—
Avril	4,25	5,—	5,75	6,—	(3)	6,—
Mai	4,25	5,—	5,75	6,—	(3)	6,—
Juin (dep. le 5)	4,—	4,75	5,50	5,75	(3)	5,75
Juillet (dep. le 3)	3,75	4,50	5,25	5,50	(3)	5,50
Août (dep. le 28)	3,50	4,25	5,—	5,25	(3)	5,25
Septembre	3,50	4,25	5,—	5,25	(3)	5,25
Octobre (dep. le 30)	3,50	4,—	4,50	5,—	(3)	5,—
Novembre	3,50	4,—	4,50	5,—	(3)	5,—
Décembre	3,50	4,—	4,50	5,—	(3)	5,—
1959 Janvier (dep. le 8)	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Février	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Mars	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75

(1) Et certificats du Fonds des Rentes depuis le 12 novembre 1957.

(2) Moyenne du 1er janvier 1957 au 20 mars 1957 : 2,25 %. Depuis le 21 mars 1957 : taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %.

(3) Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %.

\* Quantité de l'avance au 31 mars 1959

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours max. 05 % | Autres effets publics ..... max. 80 %

Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

### Ic. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

Moyennes	Certificats de trésorerie à très court terme					Epoques	Certificats de trésorerie à court terme Taux moyen des adjudications		
	15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois		6 mois	9 mois	12 mois
1957	1,99	2,80	3,05	3,34	3,84		—	—	—
1958	1,94	2,18	2,48	2,89	3,45		—	—	—
1958	Janv.	2,75	3,—	3,25	3,75	4,25	6 févr. 4,75	5,—	—
	Févr.	2,75	3,—	3,25	3,75	4,25	13 mars 4,725	4,8958	—
	Mars	2,71	2,96	3,21	3,71	4,21	14 avril 4,488	4,75	4,9995
	Avril	2,46	2,71	3,—	3,50	4,—	3 juin 4,2125	4,50	4,6833
	Mai	2,10	2,38	2,88	3,38	3,88	1 juillet 4,035	4,275	4,491
	Juin	1,70	1,88	2,37	2,87	3,53	5 août 4,—	4,227	4,40
	Juill.	1,51	1,75	2,02	2,52	3,27	2 sept. 3,6829	3,84	4,047
	Août	1,50	1,75	2,—	2,47	3,22	7 oct. 3,5158	3,80	3,9804
	Sept.	1,50	1,75	2,—	2,25	2,78	4 nov. 3,4718	3,73	3,9735
	Oct.	1,50	1,75	2,—	2,25	2,75	2 déc. 3,433	3,663	3,922
	Nov.	1,50	1,75	2,—	2,25	2,75	1959 :		
	Déc.	1,27	1,52	1,77	2,02	2,52	6 janv. 3,398	3,646	3,86
1959	Janv.	1,17	1,38	1,63	1,88	2,31	3 févr. 3,256	3,50	3,714
	Févr.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	3 mars 3,237	3,475	3,700
	Mars	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	7 avril 3,24	3,498	3,696

1 Moyenne du 12 novembre 1957 au 31 décembre 1957. — 2 Moyenne de quatre banques. — 3 Depuis le 1er juillet 1957 : jusqu'à 200.000 frs. : 8 %. Au-delà de 200.000 frs. : 2 %. — 4 Depuis le 1er janvier 1958 : 8 % jusqu'à 250.000 frs., avec majoration d'intérêts de 0,80 % pour les sommes qui sont restées inscrites toute l'année. Au-delà de 250.000 frs. : 2 %. Depuis le 1er janvier 1959 la majoration d'intérêts de 0,80 % est supprimée.

### Ib. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME

2

Moyennes	En compensation et hors compensation		
	1 jour	5 jours	10 jours
1957	1,78	1,87	1,97
1958	1,41	1,56	1,69
1958 Janvier	2,08	2,24	2,39
Février	1,80	2,10	2,29
Mars	1,55	1,91	2,11
Avril	1,51	1,81	2,01
Mai	1,49	1,74	1,94
Juin	1,29	1,44	1,56
Juillet	1,25	1,80	1,40
Août	1,22	1,27	1,37
Septembre	1,20	1,25	1,35
Octobre	1,20	1,25	1,35
Novembre	1,20	1,25	1,35
Décembre	1,11	1,16	1,21
1959 Janvier	1,02	1,07	1,12
Février	1,02	1,07	1,12
Mars	1,03	1,08	1,13

### II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

Epoques	Banques — Comptes de dépôts à 2					Caisse Générale d'Epargne (dépôts d'épargne des particuliers)	
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à 150.000 fr.	de au delà de 150.000 fr.
1957 Moyenne	0,50	0,90	1,26	1,58	1,94	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>3</sup>
1958 Moyenne	0,50	1,04	1,77	2,17	2,59	3,— <sup>4</sup>	2,— <sup>4</sup>
1958 Janvier	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	3,— <sup>4</sup>	2,— <sup>4</sup>
Février	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	3,—	2,—
Mars (dep. le 27)	0,50	1,10	2,05	2,45	2,85	3,—	2,—
Avril	0,50	1,10	2,05	2,45	2,85	3,—	2,—
Mai	0,50	1,10	2,05	2,45	2,85	3,—	2,—
Juin (dep. le 5)	0,50	1,—	1,80	2,20	2,60	3,—	2,—
Juill. (dep. le 3)	0,50	0,95	1,55	1,95	2,35	3,—	2,—
Août (dep. le 28)	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
Septembre	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
Octobre	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
Novembre	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
Décembre	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
1959 Jan. (dep. le 8)	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,— <sup>4</sup>	2,— <sup>4</sup>
Février	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Mars	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—

III. — Marché de l'argent au jour le jour  
et à très court terme <sup>1</sup>  
(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
	par des organismes compensateurs		Total	par des organismes non compensateurs <sup>3</sup>	en compensation <sup>4</sup>	hors compensation <sup>5</sup>
	Banques de dépôts	Autres organismes <sup>2</sup>				
1957 .....	2.288	240	2.528	3.065	2.528	3.065
1958 .....	2.078	292	2.370	1.537	2.448	1.459
1958 Mai .....	2.290	342	2.632	1.921	2.649	1.904
Juin .....	2.333	387	2.720	1.124	2.931	913
Juillet ...	1.785	226	2.011	1.685	2.055	1.641
Août .....	2.074	449	2.523	1.386	2.566	1.343
Septembre .	2.189	320	2.509	736	2.529	716
Octobre ...	2.026	199	2.225	1.019	2.225	1.019
Novembre .	1.675	297	1.972	710	1.978	704
Décembre .	2.092	282	2.374	216	2.438	146
1959 Janvier ...	2.284	412	2.696	649	2.767	578
Février ...	1.876	634	2.510	1.662	2.515	1.657
Mars :	2.397	279	2.676	704	2.677	703
27/2 au 5/3	1.692	484	2.176	678	2.176	678
6 au 12 ...	2.257	243	2.500	1.375	2.500	1.375
13 au 19 ...	3.064	232	3.296	417	3.296	417
20 au 26 ...	2.432	314	2.746	291	2.749	288

Cours de l'or et de l'argent  
à Londres <sup>6</sup>

Moyennes journalières	Or en sh./d. par oz. fin	Argent en pence par oz. fin
1957 .....	250/2 <sup>5</sup> / <sub>8</sub>	79
1958 .....	249/9 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	76
1958 Janvier .....	248/10 <sup>7</sup> / <sub>8</sub>	77
Février .....	249/13 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	76
Mars .....	249/3 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	76
Avril .....	249/2 <sup>5</sup> / <sub>8</sub>	76
Mai .....	249/5 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	76
Juin .....	249/8 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	75
Juillet .....	250/5 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	75
Août .....	250/23 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	75
Septembre .....	250/5 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	76
Octobre .....	250/13 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	78
Novembre .....	250/2 <sup>5</sup> / <sub>8</sub>	77
Décembre .....	250/3 <sup>5</sup> / <sub>8</sub>	76
1959 Janvier .....	249/10 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	76
Février .....	249/7	77
Mars .....	249/3 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	79

<sup>1</sup> Depuis le 27 février 1956 les chiffres comprennent l'encours de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours, s'il y a lieu. — <sup>2</sup> Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — <sup>3</sup> Notamment la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. — <sup>4</sup> Notamment l'Institut de Réescompte et de Garantie et l'Office National du Ducroire. — <sup>5</sup> Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire. — <sup>6</sup> Prix de l'oz. d'or fin à New-York : 35 \$ depuis le 1<sup>er</sup> février 1934.

MARCHE DES CHANGES

Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles **10<sup>1</sup>**  
(francs belges)

Moyennes	1 franc suisse	1 \$ U.S.A.	100 fr. français	1 \$ canadien		1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P.B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D. M.	1 Cr. norv.	100 liras italien.	100 schillings autrichiens
				Câble	Courrier									
1957 .....	11,46	50,24	14,27 <sup>1</sup> 11,89 <sup>2</sup>	52,400	52,396	140,22	174,02	13,18	9,69	7,24	11,96	7,02	8,01	193,10
1958 .....	11,40	49,89	11,84 <sup>3</sup>	51,397	51,395	139,41	174,04	13,17	9,63	7,21	11,90	6,97	7,99	192,21
1958 Janvier ...	11,40	50,03	11,87	50,805	50,800	139,71	174,02	13,20	9,64	7,22	11,86	6,98	7,98	191,70
Février ...	11,37	49,94	11,83	50,895	50,893	139,60	174,02	13,14	9,61	7,21	11,86	6,97	7,98	191,56
Mars .....	11,39	49,90	11,82	51,051	51,049	139,77	174,03	13,16	9,62	7,22	11,89	6,99	8,00	192,00
Avril .....	11,40	49,88	11,82	51,384	51,382	139,62	174,03	13,15	9,62	7,21	11,90	6,98	8,00	192,13
Mai .....	11,40	49,87	11,82	51,588	51,585	139,42	174,03	13,16	9,62	7,21	11,91	6,97	7,99	192,19
Juin .....	11,40	49,87	11,84	51,850	51,848	139,39	174,03	13,17	9,64	7,21	11,92	6,97	8,00	192,49
Juillet .....	11,40	49,88	11,85	51,965	51,962	139,14	174,03	13,17	9,64	7,20	11,92	6,96	8,01	192,53
Août .....	11,39	49,88	11,85	51,712	51,708	139,01	174,03	13,16	9,63	7,19	11,89	6,95	8,00	192,22
Septembre .	11,40	49,86	11,84	51,073	51,070	139,05	174,03	13,16	9,61	7,19	11,89	6,95	7,99	192,09
Octobre ...	11,41	49,85	11,84	51,348	51,346	139,34	174,03	13,19	9,62	7,21	11,92	6,97	7,99	192,50
Novembre .	11,40	49,86	11,84	51,486	51,484	139,53	174,03	13,19	9,64	7,21	11,93	6,97	7,99	192,62
Décembre .	11,44	49,85	11,83 <sup>3</sup>	51,679	51,677	139,40	174,20	13,18	9,63	7,21	11,92	6,97	7,99	192,49
1959 Janvier ...	11,59	49,97	10,19	51,687	51,685	140,26	175,01	13,25	9,66	7,24	11,97	7,01	8,03	192,78
Février ...	11,59	49,98	10,19	51,284	51,282	140,42	175,15	13,25	9,66	7,25	11,96	7,01	8,05	192,85
Mars .....	11,57	50,00	10,20	51,552	51,550	140,63	175,32	13,25	9,67	7,26	11,96	7,02	8,06	193,05

<sup>1</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 10 août 1957.  
<sup>2</sup> Moyenne du 12 août (date des mesures monétaires françaises) au 31 décembre 1957.  
<sup>3</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> au 28 pour le mois de décembre 1958.

# MARCHE DES CAPITAUX

## I. — COURS COMPARE DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au				
		1 décembre 1958	5 janvier 1959	2 février 1959	2 mars 1959	1 avril 1959
<b>I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.)</b>						
Dettes 3 1/2 %, 1937 1 2	100,—	88,10	88,40	88,60	88,70	88,70
Dettes 3 1/2 %, 1943 1 2	100,—	83,70	84,30	85,—	85,50	85,80
Dettes Unifiées 4 % 1 <sup>re</sup> s. 1 2	100,—	92,80	93,30	93,50	93,60	93,50
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 2	100,—	89,60	90,50	91,—	91,50	91,40
Emprunt 4 1/2 %, 1952-1962, à 10 ans 2	100,—	102,—	102,40	102,—	101,90	102,40
Emprunt 4 1/2 %, 1952-1964, à 12 ans 2	100,—	101,—	101,10	100,80	101,—	101,—
Emprunt 4 1/2 %, 1953-1973, à 20 ans 2	100,—	97,—	98,10	97,60	97,50	97,50
Emprunt 4 1/2 %, 1953-1968, à 15 ans 2	100,—	97,50	98,50	98,40	98,40	98,30
Emprunt 4 1/2 %, 1954-1972, à 18 ans 2	100,—	96,80	97,10	96,50	97,10	96,70
Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 1 <sup>re</sup> série 2	100,—	94,50	95,40	95,40	95,50	95,50
Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 2 <sup>e</sup> série 2	100,—	93,80	94,50	93,80	94,30	93,90
Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans 2	100,—	91,70	92,50	92,10	91,90	91,90
Emprunt 4 1/4 %, 1956-1971, à 15 ans 2	100,—	95,90	97,80	97,10	97,50	97,60
Emprunt 4 1/4 %, 1956-1973, à 17 ans 2	100,—	94,80	96,40	96,80	97,50	97,20
Emprunt 5 %, 1957-1969, à 12 ans 2	100,—	100,—	100,40	100,—	100,—	100,—
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 4 %, 1943 1 2	100,—	108,80	110,20	110,—	111,70	112,50
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 2	100,—	104,50	105,—	104,50	104,80	104,60
Certif. de Trés. à 5 ans, 4 %, 1954 2	100,—	100,30	100,20	100,—	100,—	—
Certif. de Trés. à 5 ans, 3 3/4 %, 1954 2	100,—	100,20	100,10	100,—	100,10	100,10
Certif. de Trés. à 5 ans, 5 1/2 %, 1957 2	100,—	102,80	103,—	102,80	102,90	103,—
Emprunts à lots 1941, 4 %	1.000,—	931,—	938,—	943,—	946,—	938,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967) 2	1.000,—	1.006,—	1.008,—	1.013,—	1.031,—	1.033,—
Emprunt de l'Exposition à Lots 1958, 2 % 2	1.000,—	981,—	986,—	982,—	988,—	983,—
<b>II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.)</b>						
Domages de guerre à lots 1923, 4 % 1 2	1.050,—	1.008,—	1.010,—	1.015,—	1.016,—	1.016,—
Empr. de la Reconstr. 1 <sup>re</sup> tr. 1947, 5 % 2	100,—	100,20	100,70	100,40	100,80	100,60
Empr. de la Reconstr. 2 <sup>e</sup> tr. 1949, 5 % 2	100,—	100,10	100,70	100,70	100,90	100,50
Empr. de la Reconstr. 3 <sup>e</sup> tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960) 2	1.000,—	996,—	997,—	1.004,—	1.012,—	1.004,—
Emprunt du Fonds des Routes 4 1/4 %, à 10 ans, 1955-1965 2	100,—	96,90	98,50	97,40	97,90	97,40
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % 1 2	500,—	472,—	472,—	471,—	480,—	483,—
Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 <sup>re</sup> tr. 5 % 1953 2	100,—	99,30	100,20	100,—	100,—	99,90
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 1 <sup>re</sup> s. 2	100,—	99,10	100,10	99,60	100,30	100,20
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 2 <sup>e</sup> s. 2	100,—	97,50	98,60	99,—	99,70	99,70
Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 1/4 %, 1954, 1 <sup>re</sup> s. 2	100,—	94,20	95,50	95,30	95,30	95,30
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/4 %, 1954-1974 2	100,—	93,90	95,10	94,60	94,70	94,60
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975, 1 <sup>re</sup> s. 2	100,—	91,60	92,60	91,70	91,60	91,50
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1951 2	100,—	102,70	102,30	101,60	102,20	102,—
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1952 2 <sup>e</sup> s. 2	100,—	103,—	103,50	103,20	103,80	103,70
<b>III. — Dette directe de la Colonie.</b>						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 ...	100,—	271,—	272,—	252,—	251,—	253,—
<b>Intérêts à bonifier :</b>						
Dettes coloniales 1936, 4 %	100,—	83,40	83,40	82,80	82,80	82,—
Dettes coloniales 1954-1974, 4 1/4 % 2	100,—	93,70	93,80	89,70	89,60	89,—
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 2	100,—	104,40	104,60	103,60	103,80	104,10

1 Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944. — 2 Titres créés après le 6 octobre 1944.

## II. — INDICES MENSUELS DES ACTIONS COTEES AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS 15

### MARCHE AU COMPTANT

Source : Institut National de Statistique.

Dates	Indice général	Secteur financier et immobilier	Sociétés à portefeuille non spécialisées	Holdings (Transports & électricité)	Transports	Entreprises d'électricité et de gaz	Distribution d'eau	Industries de la métallurgie	Industries des fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Industries chimiques	Charbonnages	Glaceries et verreries	Industries de la construction	Industries textiles	Industries de l'alimentation	Industries diverses	Commerce et services	Congo belge et Ruanda-Urundi	Plantations
<b>Indices par rapport aux cours du mois précédent</b>																				
1959 10 février	96	95	97	100	97	101	108	97	102	96	104	92	101	99	99	101	95	101	92	95
10 mars	98	103	97	99	98	97	102	101	101	103	99	98	99	102	97	98	94	105	94	98
<b>Indices par rapport à la moyenne de l'année 1953</b>																				
1958 10 mars	130	138	157	156	121	124	162	148	105	156	126	116	182	144	95	163	161	198	114	98
10 avril	127	138	152	155	119	124	169	134	101	152	122	111	179	144	90	162	154	201	112	99
12 mai	129	141	156	159	122	127	178	136	104	156	123	110	172	144	87	158	160	202	115	102
10 juin	137	145	166	169	126	131	182	159	107	169	126	116	187	148	89	162	166	201	123	108
10 juillet	137	153	170	173	124	134	179	154	106	166	130	114	201	162	90	160	162	204	120	109
11 août	142	159	172	176	128	136	178	161	112	177	136	121	207	162	91	160	167	207	124	111
10 septemb.	139	162	172	178	129	139	184	160	117	173	135	118	220	167	93	161	163	211	117	103
10 octobre	139	161	174	177	129	140	183	151	117	173	135	110	223	165	91	160	158	212	121	107
10 novemb.	142	165	176	185	131	141	200	146	119	180	136	106	224	159	92	169	163	220	125	111
10 décemb.	137	165	171	183	127	138	197	146	117	174	136	102	229	157	88	156	157	220	116	107
1959 12 janvier	140	187	173	198	133	150	204	158	127	192	147	110	249	172	92	168	166	235	104	110
10 février	135	177	168	198	129	152	220	153	131	185	153	101	252	170	91	170	157	238	96	105
10 mars	132	183	163	196	126	148	224	155	132	191	151	99	250	174	88	167	147	250	91	103

### III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15<sup>2</sup>

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions <sup>1</sup>		Total <sup>1</sup>	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1957 .....	246	119	127	18.488	26.002	18.607	26.129
1958 .....	246	145	158	14.928	17.148	15.073	17.306
1958 Janvier .....	20	12	13	1.191	1.431	1.203	1.444
Février .....	20	8	8	1.095	1.165	1.103	1.173
Mars .....	21	13	14	1.181	1.280	1.194	1.294
Avril .....	19	10	11	861	935	871	946
Mai .....	18	9	9	992	1.036	1.001	1.045
Juin .....	21	9	10	1.510	1.754	1.519	1.764
Juillet .....	21	9	10	1.171	1.390	1.180	1.400
Août .....	20	12	12	1.399	1.493	1.410	1.505
Septembre .....	22	13	14	1.355	1.450	1.368	1.464
Octobre .....	23	16	18	1.538	2.027	1.554	2.045
Novembre .....	19	14	16	1.323	1.535	1.337	1.551
Décembre .....	21	19	22	1.312	1.652	1.331	1.674
1959 Janvier .....	20	19	21	2.270	3.187	2.289	3.208
Février .....	20	18	19	1.725	2.081	1.743	2.100
Mars .....	20	19	21	1.566	1.810	1.585	1.831

<sup>1</sup> Marchés au comptant et à terme.

### IV. — RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES

16

(en pourcentages)

Début de mois	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance d 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 10 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux médian (non compris la Dette unifiée)
		Parastat. et Villes	Villes	Etat	Parastat. et Villes	Etat Emprunts à lots		
						Dette directe	Dette indirecte	
		(remboursement à date fixe)	(remboursement par annuités constantes)	(remboursement par annuités variables)		4 %	4 %	
4 % 1re s.	4 à 4,5 %	4 %	4 à 5,5 %	3 à 5 %	4 %	4 %		
1958 Février .....	4,91	5,63	7,06	6,33	6,39	5,20	5,78	6,4
Mars .....	4,84	5,30	7,02	6,06	6,17	5,16	5,72	6,1
Avril .....	4,74	5,16	6,90	5,64	5,84	5,06	5,67	5,8
Mai .....	4,73	5,41	6,90	5,75	5,83	5,07	5,67	5,8
Juin .....	4,68	5,07	6,87	5,73	5,80	5,04	5,71	5,8
Juillet .....	4,52	4,79	6,78	5,29	5,56	5,03	5,67	5,5
Août .....	4,42	4,50	6,01	5,06	5,19	4,97	5,54	5,2
Septembre .....	4,37	4,43	5,72	5,02	5,10	4,91	5,52	5,0
Octobre .....	4,36	4,59	5,62	5,18	5,16	4,90	5,56	5,2
Novembre .....	4,32	4,50	5,52	5,04	5,12	4,85	5,52	5,1
Décembre .....	4,31	4,31	5,42	4,98	5,04	4,85	5,45	5,0
1959 Janvier .....	4,29	4,44	5,26	4,85	4,93	4,83	5,40	4,9
Février .....	4,28	4,46	5,16	4,90	4,98	4,82	5,38	5,0
Mars .....	4,27	4,37	5,06	4,87	4,96	4,75	5,33	4,9
Avril .....	4,28	4,40	5,01	4,88	4,96	4,74	5,32	4,9

N.B. Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de février 1956, p. 84.

## Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions Montant nominal	Primes d'émission 1	Libération sans espèces		Emissions nettes 4
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal			Apports en nature 2	Incorporations de réserves 3	
1956	2.467	5.444	5.162	767	17.061	12.521	11.869	164	2.100*	20.065	245,0	8.985	4.269	5.727
1957	2.643	15.627	13.913	974	28.949	12.290	11.787	126	3.282	31.199	545,7	16.694	4.729	8.105
1957 11 prem. mois	2.357	10.661	9.087	776	24.162	7.669	7.239	94	2.250	20.580	381,6	10.796	2.213	5.949
1958 11 prem. mois	2.187	1.712	1.426	593	10.964	4.784	4.166	31	1.707	8.203	38,9	1.572	2.216	3.550
1957 Décembre	286	4.965	4.826	198	6.675	4.513	4.440	1	365	9.843	164,5	5.791	2.515	1.489
1958 Janvier	292	327	297	36	103	149	141	5	58	534	—	190	77	229
Février	249	126	116	47	143	160	158	3	50	336	—	152	19	153
Mars	228	167	147	62	263	317	177	1	2	486	0,3	149	43	134
Avril	216	136	129	76	2.102	700	576	3	130	966	2,5	153	375	310
Mai	161	91	80	66	3.836	795	706	5	393	1.279	—	269	406	504
Juin	194	156	94	68	423	317	308	5	226	699	—	87	127	414
Juillet	182	167	156	58	397	258	245	1	25	450	—	170	66	190
Août	146	180	84	37	185	164	158	—	—	344	—	44	39	159
Septembre	177	74	70	48	755	319	309	—	—	393	2,3	67	210	104
Octobre	199	166	138	43	1.403	867	810	6	224	1.257	33,8	93	512	601
Novembre	143	120	114	52	1.355	739	577	2	600	1.459	—	198	342	751
Décembre	p	178	164			1.194	1.461		670	2.042	131,3	382	225	1.819
1959 Janvier	p	227	206			1.028	992		10	1.265	57,9	122	165	979
Février	p	161	147			282	275		—	443	—	120	218	84

## A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

## B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1956	275	1.641	879	116	8.220	5.581	5.362	7	342	7.564	14,6	767	4.146	1.685
1957	296	3.625	3.243	130	4.095	3.134	3.116	4	312	7.071	1,0	3.402	1.606	1.664
1957 10 prem. mois	250	989	609	109	3.572	2.693	2.676	—	—	3.682	1,0	720	1.242	1.324
1958 10 prem. mois	233	513	385	81	1.140	822	734	1	30	1.365	—	397	345	407
1957 Août	22	87	37	8	126	64	63	—	—	151	—	15	45	40
Septembre	21	26	24	12	96	454	454	—	—	480	—	193	51	234
Octobre	21	110	51	14	192	174	172	—	—	284	—	12	35	176
Novembre	21	20	17	8	465	314	314	—	—	334	—	10	306	15
Décembre	26	2.619	2.618	13	81	126	126	—	—	2.745	—	2.673	58	13
1958 Janvier	24	97	72	14	235	113	84	—	—	210	—	49	2	105
Février	19	24	21	9	94	92	68	—	—	116	—	16	43	30
Mars	24	33	31	10	175	264	264	—	—	297	—	33	228	34
Avril	24	62	40	5	42	34	27	—	—	96	—	14	7	46
Mai	25	51	35	9	175	82	79	—	—	133	—	81	—	33
Juin	29	36	33	4	2	5	5	—	—	41	—	24	4	10
Juillet	22	39	29	12	216	121	97	—	—	160	—	69	22	35
Août	23	34	27	6	118	64	64	1	30	128	—	18	35	68
Septembre	22	53	44	4	15	9	9	—	—	62	—	32	—	21
Octobre	21	83	54	8	68	39	37	—	—	122	—	61	5	25

\* Y compris 2 emprunts pour un montant de 25 millions de frs. émis par des sociétés belges exploitant à l'étranger.

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Compris dans les augmentations de capital.

4 Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17<sup>2</sup>

(millions de francs)

SEPTEMBRE 1958

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes			Emissions d'obligations				Libérations sans espèces				Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes				Réductions de capital Soc. par act. et soc. de personnes		
	par actions			de personnes			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion	Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Apports en nature		Augmentations de capital	Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Constitutions de sociétés				Nombre	Montant	Nombre	Montant		
							par actions	de personnes	par actions	de personnes														

Détail des émissions

Banques, soc. financières ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	0,2	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales .....	—	—	—	9	29,5	29,2	1	0,2	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	6	13,5	—	—	—	—	1	9,3
Sociétés industrielles .....	—	—	—	1	0,9	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7,4	—	—	—	—	—	—
Mines .....	—	—	—	—	—	—	1	7,4	4,0	4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3,6
Construction, bâtiments ...	—	—	—	5	5,2	5,2	1	1,0	1,0	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles .....	—	—	—	5	11,7	5,4	1	—	4,0	4,0	—	—	—	—	—	—	—	2	4,1	—	—	—	—	—	—
Transports .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers .....	—	—	—	2	6,1	3,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	—	—	—	22	53,4	43,9	4	14,6	9,1	9,1	—	—	—	—	—	—	—	10	25,2	—	—	—	—	2	12,9

Groupement des sociétés suivant l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins .....	—	—	—	10	4,6	3,8	2	1,2	1,1	1,1	—	—	—	—	—	—	—	3	1,6	—	—	—	—	—	—
plus de 1 à 5 millions ...	—	—	—	9	24,3	18,0	2	13,4	8,0	8,0	—	—	—	—	—	—	—	5	10,2	—	—	—	—	1	3,6
plus de 5 à 10 millions ...	—	—	—	2	12,0	9,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	13,4	—	—	—	—	1	9,3
plus de 10 à 20 millions ...	—	—	—	1	12,5	12,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 20 à 50 millions ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 50 à 100 millions ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	—	—	—	22	53,4	43,9	4	14,6	9,1	9,1	—	—	—	—	—	—	—	10	25,2	—	—	—	—	2	12,9

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de droit congolais .	—	—	—	22	53,4	43,9	4	14,6	9,1	9,1	—	—	—	—	—	—	—	10	25,2	—	—	—	—	2	12,9	
Totaux ...	—	—	—	22	53,4	43,9	4	14,6	9,1	9,1	—	—	—	—	—	—	—	10	25,2	—	—	—	—	2	12,9	





V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES  
Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance  
du capital nominal émis ou annulé  
(millions de francs)

17<sup>4</sup>

Source : Institut National de Statistique.

Classification	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			Emissions d'obligations		Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces		Dissolutions		Réductions de capital Montant		
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre		Montant nominal	dont emprunts de conversion	Apports en nature	Incorporations de réserve		Liquidations	Fusions
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale												Montant	Montant

1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité

NOVEMBRE 1958

Belgique .....	33	38,0	32,7	110	82,5	80,9	52	1.355,1	738,5	576,9	2	600,0	—	—	198,2	341,8	51,4	27,8	126,5
Etranger .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	33	38,0	32,7	110	82,5	80,9	52	1.355,1	738,5	576,9	2	600,0	—	—	198,2	341,8	51,4	27,8	126,5

2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins .....	22	6,3	6,2	98	19,6	19,0	15	15,2	7,1	6,5	—	—	—	—	14,3	1,4	15,2	0,3	1,7
plus de 1 à 5 millions	10	21,7	18,5	9	15,3	14,3	19	66,5	50,1	45,5	—	—	—	—	26,4	14,0	9,7	—	3,5
plus de 5 à 10 millions	1	10,0	8,0	—	—	—	3	19,9	21,9	21,9	—	—	—	—	16,2	13,1	6,5	—	—
plus de 10 à 20 millions	—	—	—	3	47,6	47,6	8	35,5	108,5	98,5	—	—	—	—	82,3	38,3	20,0	—	12,2
plus de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	5	509,0	171,0	148,5	—	—	—	—	59,0	50,0	—	27,5	109,1
plus de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	100,0	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions .....	—	—	—	—	—	—	2	709,0	379,9	256,0	1	500,0	—	—	—	225,0	—	—	—
Totaux ...	33	38,0	32,7	110	82,5	80,9	52	1.355,1	738,5	576,9	2	600,0	—	—	198,2	341,8	51,4	27,8	126,5

VI. — EMPRUNTS  
DES POUVOIRS PUBLICS  
ET DES ORGANISMES  
D'UTILITE PUBLIQUE <sup>1</sup>

18

(long et moyen terme)

Périodes	Emissions publiques en Belgique	Emprunts à l'étranger
	(millions de francs)	
1957 .....	17.515	U.S. \$ 37,3
1958 .....	26.559	U.S. \$ 97
1958 Mars .....	—	—
Avril .....	3.400	U.S. \$ 15
Mai .....	—	U.S. \$ 22
Juin .....	1.000	—
Juillet .....	—	—
Août .....	—	U.S. \$ 60
Septembre .....	10.695	—
Octobre .....	—	—
Novembre .....	2.000	—
Décembre .....	—	—
1959 Janvier ...	8.194	D.M. 40
Février .....	—	—
Mars .....	700	—

VII. — OPERATIONS BANCAIRES  
DU CREDIT COMMUNAL

19

(Avances et remboursements opérés sur emprunts  
consentis aux pouvoirs publics et aux organismes  
d'utilité publique pour le paiement des dépenses).

Périodes	Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires
	Prélèvements sur comptes <sup>2</sup>	Rembourse- ments nets	
	(millions de francs)		
1957 Moyenne ..	536	216	314
1958 Moyenne ..	574	145	371
1958 Février ...	447	76	527
Mars .....	443	70	693
Avril .....	309	252	617
Mai .....	347	38	648
Juin .....	559	36	233
Juillet .....	917	138	241
Août .....	511	66	178
Septembre ..	757	42	301
Octobre ...	764	213	126
Novembre ..	674	34	137
Décembre ..	715	82	244
1959 Janvier ...	602	651	543
Février ...	536	94	554

VIII. — INSCRIPTIONS  
HYPOTHECAIRES <sup>3</sup>

20

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus
	(millions de francs)
1957 Moyenne ..	1.778
1958 Moyenne ..	1.768
1958 Février ...	1.510
Mars .....	1.538
Avril .....	1.898
Mai .....	1.636
Juin .....	2.007
Juillet ...	1.851
Août .....	1.636
Septembre ..	1.728
Octobre ...	1.966
Novembre ..	1.801
Décembre ..	1.973
1959 Janvier ...	1.677
Février ...	1.570

<sup>1</sup> Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — <sup>2</sup> Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — <sup>3</sup> Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p.c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

**FINANCES PUBLIQUES**  
I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE  
(millions de francs)

**25<sup>1</sup>**

Fin de mois	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme 3			Dettes à court terme 4			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dettes totales 1 5
	intérieure			extérieure 1 2	intérieure	extérieure 2	totale	intérieure 5	extérieure 2	totale		
	directe	indirecte	totale									
1958 Janvier	168.837	16.130	184.967	18.324	29.829	1.069	30.898	59.938	7.561	67.499	23.362	325.050
Février	168.353	16.102	184.455	18.284	29.830	1.067	30.897	61.750	8.144	69.894	23.257	326.787
Mars	168.015	16.062	184.077	18.194	29.830	1.068	30.898	64.635	8.751	73.386	22.609	329.164
Avril	167.565	16.115	183.680	18.211	29.519	1.068	30.587	68.328	9.257	77.585	23.991	334.054
Mai	167.426	17.995	185.421	18.200	29.519	1.068	30.587	69.021	9.174	78.195	23.453	335.856
Juin	166.853	17.965	184.818	18.060	27.642	1.069	28.711	71.280	9.703	80.983	23.568	336.140
Juillet	166.506	17.900	184.406	18.005	27.642	1.069	28.711	71.788	10.707	82.495	24.399	338.016
Août	166.350	17.888	184.238	17.994	26.669	1.068	27.737	73.921	14.142	88.063	23.063	341.095
Septembre	176.885	17.861	194.746	17.877	26.315	1.068	27.383	64.977	11.597	76.574	22.774	339.354
Octobre	176.526	17.787	194.313	17.912	26.071	1.069	27.140	68.363	11.578	79.941	23.126	342.432
Novembre	175.890	17.765	193.655	17.924	26.071	1.069	27.140	70.634	11.594	82.228	23.377	344.324
Décembre	175.511	17.747	193.258	17.846	26.071	828	26.899	70.296	11.687	81.983	25.367	345.353
1959 Janvier	177.955	17.659	195.614	17.899	25.444	830	26.274	70.445	11.839	82.284	24.243	346.314
Février	182.012	17.639	199.651	17.894	25.417	829	26.246	71.737	11.759	83.496	23.526	350.813
Mars	181.718	17.612	199.330	17.814	23.974	951	24.925	73.797	12.775	86.572	24.529	353.170

1 Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — 2 Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — 3 Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — 4 Certificats à un an d'échéance au plus. — 5 Non compris la Dotation des Combattants.

**II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**  
(millions de francs)

**25<sup>2</sup>**

Fin de mois	A 120 jours au maximum	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie 1	Créance consolidée sur l'Etat 2	Effets publics nationaux 3	
1955 Juin	7.664	34.660	1.901	44.225
Septembre	8.047	34.660	1.913	44.620
Décembre	8.918	34.660	1.914	45.492
1956 Mars	7.517	34.660	2.069	44.246
Juin	7.283	34.660	2.066	44.009
Septembre	7.973	34.660	2.071	44.704
Décembre	5.989	34.660	2.072	42.721
1957 Mars	7.132	34.456	2.232	43.820
Juin	7.588	34.456	2.230	44.274
Septembre	8.727	34.456	2.235	45.418
Décembre	6.616	34.456	2.239	43.311
1958 Mars	8.690	34.243	2.375	45.308
Juin	8.615	34.243	2.372	45.230
Septembre	2.115	34.243	2.376	38.734
Décembre	7.840	34.243	2.379	44.462

1 Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — 2 Art. 8 § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — 3 Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

**III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS** (millions de francs)

**25<sup>3</sup>**

Source : *Moniteur belge*.

Recettes	Du 1/I au 28/II/1959		Dépenses	Du 1/I au 28/II/1959	
	Pour compte exerc. 1958	Pour compte exerc. 1959		Pour compte exerc. 1958	Pour compte exerc. 1959
<b>Voies et moyens :</b>			<b>Dépenses ordinaires :</b>		
Impôts	4.550	12.180	Dettes publiques	793	2.253
Taxes, péages et redevances	102	939	Pensions	222	1.646
Revenus patrimoniaux	246	73	Dotations	—	76
Remboursements	55	78	Non-valeurs et remboursements	75	1
Produits divers	53	67	Administration { rémunérations	117	4.660
Impôts d'assainissement monétaire	—	—	générale } matériel	955	330
Recettes résultant de la guerre	—	34	Subventions	1.522	6.195
			Travaux	164	21
			Autres dépenses	259	467
Total ...	5.006	13.371	Total ...	4.107	15.649
<b>Recettes extraordinaires :</b>			<b>Dépenses extraordinaires :</b>		
Produits d'emprunts consolidés	—	8.047	Service de la dette publique	—	—
Diverses	300	77	Crédits relatifs aux avances	—	183
			Crédits relatifs aux participations	—	—
			Crédits relatifs { immob. nouv. ...	— 74	2.012
			aux immobilis. } rest. du dom. pub.	—	153
			Autres dépenses	— 1	165
			Résorption du chômage	—	—
			Contrepartie de l'aide E.R.P. 1950/1951	—	—
Total ...	300	8.124	Total ...	— 75	2.513
<b>TOTAL GENERAL ...</b>	<b>5.306</b>	<b>21.495</b>	<b>TOTAL GENERAL ...</b>	<b>4.032</b>	<b>18.162</b>
			Boni ...	1.274	3.333

## a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux  
et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

Périodes	Contributions directes 1	Douanes et Accises	Enregistrement	Recettes globales 1	Recettes globales cumulatives depuis janvier 1
1957 Moyenne mensuelle	3.214	1.458	2.769	7.441	—
1958 Moyenne mensuelle	3.069	1.514	2.738	7.321	—
1957 Décembre	2.794	1.470	3.043	7.307	89.298
1958 Janvier	5.602	1.608	2.804	10.014	10.014
Février	2.406	1.342	2.731	6.479	16.493
Mars	2.248	1.397	2.941	6.586	23.079
Avril	2.285	1.682	2.749	6.716	29.795
Mai	2.923	1.453	2.745	7.121	36.916
Juin	3.307	1.483	2.658	7.448	44.364
Juillet	5.740	1.590	2.527	9.857	54.221
Août	2.270	1.432	2.638	6.340	60.561
Septembre	3.271	1.538	2.677	7.486	68.047
Octobre	2.432	1.684	2.783	6.899	74.946
Novembre	2.044	1.290	2.776	6.110	81.056
Décembre	2.298	1.667	2.826	6.791	87.847
1959 Janvier	5.222	1.653	3.651	10.526	10.526
Février	2.225	1.359	2.618	6.202	16.728

## b) Recettes totales effectuées jusqu'au 28 février 1959 pour les exercices 1958 et 1959

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux  
et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	Exercice 1958 2		Exercice 1959		Février 1959
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1959
<b>I. Contributions directes</b> 1	<b>35.297</b>	<b>37.101</b>	<b>3.315</b>	<b>3.300</b>	<b>1.219</b>
<b>II. Douanes et accises</b>	<b>18.128</b>	<b>18.384</b>	<b>2.601</b>	<b>2.836</b>	<b>1.358</b>
dont douanes	5.802	5.900	822	905	410
accises	11.327	12.224	1.632	1.877	882
taxes spéciales de consommat.	718		86		56
<b>III. Enregistrement</b>	<b>32.854</b>	<b>34.905</b>	<b>6.264</b>	<b>6.698</b>	<b>2.618</b>
dont enregistrement	3.037	3.500	492	582	233
successions	1.828	1.650	288	246	174
timbres et taxes assimilées ...	27.630	29.319	5.425	5.818	2.179
<b>Total</b> 1 ...	<b>86.279</b>	<b>90.390</b>	<b>12.180</b>	<b>12.834</b>	<b>5.195</b>
<b>Différence par rapport aux éval. budgét.</b>	- 4.111		- 654		- 278

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

2 L'exercice 1958 commencé le 1er janvier 1958 se clôturera le 31 mars 1959.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

# REVENUS ET EPARGNE

30<sup>1</sup>

## I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en décembre 1958

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire 1	Coupons d'obligations bruts 2
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			
(millions de francs)										
<b>A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique</b>										
Banques .....	4	4	—	278,0	280,5	16,8	—	2,1	395,9	13,6
Assurances .....	1	1	—	1,8	0,1	—	—	—	63,8	2,6
Opérations financières et immobilières ...	37	30	7	411,3	274,2	56,1	0,2	38,3	2.433,6	99,4
Commerce de détail .....	18	11	7	691,1	288,1	114,8	11,2	73,3	52,3	2,9
Commerce de gros et commerce extérieur	66	46	20	211,3	113,1	28,9	7,6	6,4	128,5	8,3
Fabrications métalliques .....	26	20	6	375,7	326,5	36,9	6,5	16,6	535,2	33,0
Métallurgie du fer .....	2	2	—	19,0	18,4	10,6	—	9,0	80,4	4,5
Métaux non ferreux .....	2	2	—	326,8	809,3	48,8	—	32,2	23,9	1,1
Industrie textile .....	21	9	12	162,3	46,9	3,2	13,6	0,9	146,9	9,0
Industrie alimentaire .....	23	18	5	1.046,0	655,7	69,1	6,0	44,0	122,5	8,4
Industrie du bois .....	7	5	2	6,5	2,7	1,7	1,2	0,1	9,0	0,6
Industrie chimique .....	13	11	2	893,3	386,0	53,4	4,9	26,2	134,0	6,0
Industrie du verre .....	—	—	—	—	—	—	—	—	75,0	4,3
Electricité .....	2	2	—	1.389,0	415,4	97,1	—	95,0	323,6	22,4
Gaz .....	—	—	—	—	—	—	—	—	47,0	3,0
Eau .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir .....	3	2	1	8,5	— 2,0	2,1	0,3	—	10,2	0,6
Papier et imprimerie .....	9	7	2	149,6	81,2	15,4	1,6	7,5	88,2	5,5
Transport .....	6	3	3	6,1	4,5	0,5	1,9	—	252,9	13,3
Tourisme .....	5	5	—	1,9	24,4	4,4	—	—	3,1	0,3
Intermédiaires .....	8	5	3	7,2	3,1	3,0	1,7	2,8	14,3	1,0
Déchets et matières de récupération .....	4	3	1	29,9	40,1	5,0	0,2	0,3	2,9	0,1
Construction .....	9	6	3	137,1	44,1	39,4	0,6	13,6	99,5	6,8
Charbon .....	—	—	—	—	—	—	—	—	44,3	2,4
Terre cuite .....	1	1	—	0,7	10,0	0,8	—	—	4,0	0,2
Ciment et industries connexes .....	1	1	—	0,1	— 0,1	0,2	—	—	7,4	0,4
Carrières .....	2	—	2	2,0	2,4	—	0,1	—	4,8	0,3
Chaux .....	1	—	1	4,9	0,7	—	0,4	—	13,0	1,1
Industrie céramique .....	3	3	—	76,6	74,8	13,4	—	5,9	—	—
Industrie du tabac .....	1	1	—	1,5	4,2	0,1	—	—	—	—
Industrie du diamant .....	1	1	—	0,7	2,6	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse .....	7	7	—	11,7	64,6	7,2	—	0,9	21,7	1,1
Films, théâtres, attractions .....	11	8	3	10,4	10,3	15,3	0,6	6,3	7,8	0,4
Artisanat .....	8	5	3	6,5	10,0	0,9	1,0	—	13,0	0,8
Agriculture, horticulture, élevage, pêche	4	4	—	2,0	3,8	0,9	—	—	1,5	0,1
Divers non dénommés .....	8	5	3	18,0	5,7	0,3	0,9	—	20,7	1,1
<b>TOTAL ...</b>	<b>314</b>	<b>228</b>	<b>86</b>	<b>6.287,5</b>	<b>4.001,3</b>	<b>646,4</b>	<b>60,5</b>	<b>381,4</b>	<b>5.180,9</b>	<b>254,6</b>
<b>B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge</b>										
Banques, sociétés financières .....	3	3	—	62,5	16,1	2,8	—	0,7	44,4	3,0
Sociétés commerciales .....	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—
Sociétés industrielles .....	7	5	2	174,0	27,1	19,3	3,1	15,2	89,8	4,5
Sociétés agricoles .....	4	3	1	47,8	83,4	23,1	0,2	11,8	4,0	0,3
Mines .....	7	5	2	958,0	423,9	23,4	3,0	18,7	30,0	1,9
Construction .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport .....	1	—	1	20,0	0,8	—	4,4	—	395,5	20,7
Sociétés diverses .....	3	1	2	45,4	1,7	0,1	2,4	—	—	—
<b>TOTAL ...</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>1.307,7</b>	<b>553,0</b>	<b>68,7</b>	<b>13,1</b>	<b>46,4</b>	<b>563,9</b>	<b>30,4</b>
<b>C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger</b>										
Electricité .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer .....	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	0,1
Tramways .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales .....	3	3	—	99,5	28,4	12,1	—	7,5	—	—
Sociétés diverses .....	3	1	2	510,0	140,0	0,4	28,0	11,7	—	—
<b>TOTAL ...</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>609,5</b>	<b>168,4</b>	<b>12,5</b>	<b>28,0</b>	<b>19,2</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1</b>
<b>TOTAL GENERAL ...</b>	<b>345</b>	<b>249</b>	<b>96</b>	<b>8.204,7</b>	<b>4.722,7</b>	<b>727,6</b>	<b>101,6</b>	<b>447,0</b>	<b>5.746,3</b>	<b>285,1</b>

1 Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

2 En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de décembre 1958 :

(millions de francs)	
Coupons d'emprunts de l'Etat .....	424,4
Coupons d'emprunts de la Colonie .....	122,4
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes .....	516,4
Coupons d'emprunts d'organismes divers .....	267,8
	1.331,0
Coupons d'emprunts extérieurs .....	56,0

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire 1	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéficière	en perte			bénéficière	perte			
									(millions de francs)	
1957 <sup>2</sup> .....	14.069	10.770	3.299	175.112	107.474	35.102	2.097	19.861	53.327 <sup>3</sup>	2.274
1958 .....	13.996	10.470	3.526	193.716	111.706	30.454	2.255	17.781	53.221	2.439
1957 Octobre .....	537	418	119	11.465	5.144	1.765	254	1.069	3.828	178
Novembre .....	338	267	71	13.069	5.536	1.815	215	1.067	3.489	158
Décembre .....	384	287	97	7.868	5.422	927	67	468	5.087	245
1958 Janvier .....	122	96	26	2.381	833	273	32	156	4.858	223
Février .....	132	101	31	325	481	73	7	26	3.877	169
Mars .....	1.540	1.180	360	13.898	8.277	2.273	160	1.303	4.859	228
Avril .....	2.703	2.063	640	27.791	15.422	3.635	451	1.783	4.630	213
Mai .....	2.769	2.128	641	57.345	34.736	10.611	509	6.794	3.924	175
Juin .....	1.775	1.354	421	32.236	17.424	5.820	237	3.181	4.756	226
Juillet .....	595	471	124	14.684	9.297	2.428	110	1.568	4.712	216
Août .....	233	154	79	1.856	958	256	17	121	3.609	153
Septembre .....	337	245	92	1.714	1.696	283	31	115	4.328	193
Octobre .....	511	364	147	12.222	5.389	1.367	127	913	4.033	181
Novembre .....	366	265	101	14.235	6.737	1.657	195	1.024	3.890	176
Décembre .....	345	249	96	8.205	4.723	728	102	447	5.746	285

<sup>1</sup> En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.<sup>2</sup> Déduction faite des doubles emplois.<sup>3</sup> Au 31 décembre.II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE 31  
ET DE RETRAITEDépôts sur livrets des particuliers  
à la Caisse d'Épargne <sup>1</sup> (épargne pure)  
(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période
1956 Moyenne mens. ...	1.210	1.025	185	56.132 <sup>2</sup>
1957 Moyenne mens. ...	1.399	1.205	194	60.144 <sup>2</sup>
1958 Janvier .....	1.887	1.206	681	60.825
Février .....	1.340	1.089	251	61.076
Mars .....	1.353	1.250	103	61.179
Avril .....	1.465	1.218	247	61.426
Mai .....	1.467	1.254	213	61.639
Juin .....	1.514	1.253	261	61.900
Juillet .....	1.810	1.219	591	62.491
Août .....	1.499	1.050	449	62.940
Septembre .....	1.535	1.216	319	63.259
Octobre .....	1.716	1.138	578	63.837
Novembre .....	1.489	1.033	456	64.293
Décembre ..... p	1.837	1.387	450	66.703 <sup>2</sup>
1959 Janvier ..... p	2.258	1.213	1.045	67.748
Février ..... p	1.676	1.080	596	68.344
Mars ..... p	1.568	1.339	229	68.573

<sup>1</sup> Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1956 : 6.597.860 et au 31 décembre 1957 : 6.697.202.<sup>2</sup> Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.III. — INDICE DES REMUNÉRATIONS 32  
HORAIRES BRUTES DES OUVRIERS

Base 1953 = 100

Méthode d'établissement et conditions d'utilisation :  
voir Bulletin de novembre 1957, page 413

Périodes	Gain moyen brut par heure prestée (hommes + femmes)	Salaire horaire type	
		ouvrier qualifié 1	ouvrier non qualifié 1
1954 Septembre .....	102,8	102,8	102,8
Décembre .....	104,0	103,5	103,7
1955 Mars .....	104,1	103,9	104,9
Juin .....	105,5	104,9	105,3
Septembre .....	105,4	105,4	105,8
Décembre .....	107,6	106,4	107,2
1956 Mars .....	109,4	109,5	110,1
Juin .....	113,8	113,2	113,9
Septembre .....	115,2	115,1	115,5
Décembre .....	119,5	118,3	118,1
1957 Mars .....	121,9	121,8	122,0
Juin .....	125,4	124,1	124,4
Septembre .....	124,9	125,1	124,7
Décembre .....	128,9	127,7	127,8
1958 Mars .....	128,3	128,2	128,4
Juin .....	130,3	128,8	129,0
Septembre .....	129,9	128,8	129,0
Décembre ..... p	131,7	128,6	129,3

<sup>1</sup> Non compris les ouvriers du transport.

# MOUVEMENT DES AFFAIRES

## I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

### Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et provinces	
		Argent à 1, 5 et 10 jours <sup>1</sup>		Titres effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt., etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs				
1957 Moyenne	38	2,1	119,4	1,7	10,3	227,0	111,4	3,2	5,5	234,0	246,6	238,8	66,3	472,8	312,9
1958 Moyenne	38	2,1	112,7	2,1	14,6	240,3	111,6	2,9	5,4	247,4	244,3	234,9	63,1	482,3	307,4
1958 Janvier	38	2,2	128,9	2,2	18,5	241,8	115,8	3,2	5,5	249,4	268,7	248,4	67,6	497,8	336,3
Février	38	2,2	106,8	1,3	11,5	219,5	112,0	2,9	5,6	225,9	235,9	222,7	54,4	448,6	290,3
Mars	38	2,3	102,4	1,6	14,1	237,9	115,9	3,3	5,8	245,1	238,2	243,7	61,9	488,8	300,1
Avril	38	3,0	96,5	1,8	17,1	233,5	117,4	3,1	5,5	241,4	236,5	237,6	60,5	479,0	297,0
Mai	38	1,8	102,9	1,9	15,0	240,0	114,9	2,8	6,4	246,5	239,2	237,5	62,4	484,0	301,7
Juin	38	1,9	124,9	2,5	11,7	246,2	112,9	2,7	6,5	253,4	256,0	237,8	66,3	491,2	322,3
Juillet	38	2,2	106,0	1,9	14,8	251,2	113,2	2,9	4,8	258,2	238,8	239,5	62,7	497,7	301,5
Août	38	1,9	125,4	1,9	12,8	221,9	99,0	2,5	4,7	228,2	241,9	206,6	58,8	434,8	300,7
Septembre	38	2,1	131,2	2,9	21,3	250,1	106,5	2,8	5,0	257,9	264,0	234,8	65,1	492,7	329,1
Octobre	38	2,2	114,2	1,7	10,7	255,8	104,5	3,0	5,9	262,7	235,3	242,5	63,4	505,2	298,7
Novembre	38	1,7	85,9	1,5	11,7	221,0	108,0	2,6	4,4	226,8	210,0	211,8	60,9	438,6	270,9
Décembre	38	2,1	127,5	3,4	15,5	264,5	119,0	2,9	5,1	272,9	267,1	256,4	71,2	529,3	338,3
1959 Janvier	38	1,9	143,3	2,5	15,1	246,9	128,5	3,4	9,7	254,7	296,6	236,8	70,5	491,5	367,1
Février	38	1,9	112,6	1,7	15,1	226,2	119,1	2,9	6,9	232,7	253,7	216,7	59,1	449,4	312,8
Mars	38	1,8	128,9	3,7	14,2	234,5	107,2	2,9	6,7	242,9	257,0	227,5	62,5	470,4	319,5

<sup>1</sup> Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille au jour le jour, ou précédemment à 5 et 10 jours.

## II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global * (moyenne journalière)	Avoirs des particuliers *	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation <sup>2</sup>
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1957 Moyenne	765 <sup>1</sup>	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91	4,15
1958 Moyenne	789 <sup>1</sup>	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91	4,21
1958 Janvier	767	32,0	22,7	40,6	102,2	41,4	102,2	286,3	92	4,40
Février	769	31,1	22,9	34,4	86,3	35,3	86,3	242,3	92	4,21
Mars	771	30,6	23,0	35,7	90,7	35,0	90,7	252,1	90	4,03
Avril	772	31,1	23,5	38,6	94,0	38,3	94,0	264,9	91	4,33
Mai	773	31,8	24,1	37,0	92,5	37,2	92,5	259,1	91	4,32
Juin	774	32,1	23,9	38,0	90,8	36,9	90,8	256,5	91	4,05
Juillet	773	34,1	24,1	42,7	104,5	43,7	104,5	295,4	91	4,25
Août	777	30,5	23,7	34,7	87,3	35,5	87,3	245,0	90	4,09
Septembre	781	30,5	23,1	35,7	89,4	35,5	89,4	250,2	88	3,99
Octobre	785	30,2	23,3	36,7	94,0	38,1	94,0	262,8	91	4,10
Novembre	787	29,4	23,5	33,9	86,0	33,8	86,0	239,6	91	4,48
Décembre	789	30,9	23,6	40,9	98,9	37,0	98,9	275,7	91	4,28
1959 Janvier	792	32,0	23,5	38,5	100,4	41,2	100,4	280,5	91	4,31
Février	794	30,2	23,5	36,7	93,4	38,0	93,4	261,5	92	4,33
Mars	796	30,4	23,8	36,0	88,8	33,6	88,8	247,3	92	4,08

<sup>1</sup> Au 31 décembre.

<sup>2</sup> Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

\* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

# PRIX

## α) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45<sup>1</sup>

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs	
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques		Engrais chimiques
Nombre de produits .....	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1957 Moyenne .....	441	399	449	365	482	654	517	319	468	464	330	354	274	328
1958 Moyenne .....	422	359	470	356	455	668	481	290	410	471	327	350	274	327
1958 Janvier .....	437	410	483	360	467	673	510	297	421	475	332	353	283	331
Février .....	431	378	479	355	460	673	510	290	408	469	333	353	285	329
Mars .....	428	377	484	357	453	673	479	285	408	469	330	349	285	328
Avril .....	425	362	489	355	451	668	475	285	408	468	329	348	285	327
Mai .....	422	348	496	358	450	668	470	285	407	470	327	348	277	327
Juin .....	421	339	498	361	451	665	470	285	410	470	325	349	271	324
Juillet .....	420	347	466	365	451	665	472	288	409	471	326	349	274	323
Août .....	417	340	466	356	451	665	474	290	404	472	322	349	260	324
Septembre .....	414	346	437	355	452	665	476	290	404	473	322	349	260	324
Octobre .....	413	341	435	348	454	665	478	288	413	473	324	350	263	327
Novembre .....	416	353	456	352	455	665	478	288	414	474	327	350	271	331
Décembre .....	417	363	455	348	460	665	478	309	415	473	328	350	275	330
1959 Janvier .....	416	367	466	349	451	650	465	312	398	474	329	350	278	334
Février .....	416	356	460	354	454	650	465	322	399	474	330	350	283	343
Mars .....	415	348	460	360	452	640	465	322	398	474	328	347	284	359

## α) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45<sup>1</sup>

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métalliques	Non ferreux
Nombre de produits .....	1	6	4	21	5	5	6	3	3	13	26	9	13	4
1957 Moyenne .....	303	660	511	377	457	300	472	409	242	500	501	607	452	458
1958 Moyenne .....	278	619	485	336	367	266	447	329	248	514	480	557	455	406
1958 Janvier .....	266	648	491	357	399	239	471	341	252	514	488	588	454	403
Février .....	271	648	491	353	403	285	463	326	249	514	486	588	457	385
Mars .....	269	645	489	348	386	279	457	345	249	515	477	557	456	390
Avril .....	273	628	486	344	373	274	451	353	249	515	477	557	456	391
Mai .....	259	625	486	339	365	269	446	346	249	514	474	549	454	393
Juin .....	266	622	486	340	375	265	447	337	252	514	475	544	454	405
Juillet .....	283	613	486	337	365	262	447	341	251	514	479	555	455	408
Août .....	279	613	486	329	359	256	445	317	245	514	481	555	458	407
Septembre .....	283	608	479	326	349	257	439	310	247	513	481	555	458	408
Octobre .....	302	603	479	324	343	254	437	313	246	513	480	547	455	429
Novembre .....	301	590	479	323	345	254	431	312	246	513	479	543	453	433
Décembre .....	285	590	479	317	341	250	424	304	239	513	478	543	453	425
1959 Janvier .....	296	579	473	317	334	254	423	301	242	513	475	542	449	425
Février .....	299	577	473	316	344	251	419	285	242	513	478	546	451	431
Mars .....	313	576	459	313	343	249	411	287	243	513	480	546	452	437

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE **45<sup>2</sup>**  
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1953\* = 100

Périodes	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	France (Statistique générale de la France)	Italie (Banca di Roma)	Allemagne occidentale (Statistische Bundesamt) 1	Royaume-Uni* (Board of Trade) 1954 = 100	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	Suisse (Office fédéral de l'industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1957 Moyenne	106	107	108	103	105	110	107	105
1958 Moyenne	102	105	121	101	106	111	108	102
1957 Décembre	106	107	119	103	106	111	108	104
1958 Janvier	105	107	120	103	106	111	108	103
Février	104	106	120	102	106	111	108	103
Mars	103	106	120	102	106	111	109	103
Avril	102	106	120	102	106	111	108	103
Mai	102	104	124	102	106	111	109	103
Juin	101	104	121	102	106	111	108	102
Juillet	101	103	120	101	106	111	108	101
Août	100	102	121	100	106	111	108	101
Septembre	100	102	120	100	106	111	108	101
Octobre	100	104	120	100	106	111	108	101
Novembre	100	107	120	99	106	111	108	101
Décembre	100	107	121	99	105	112	108	100
1959 Janvier	100	107	126	98	105	112	109	100
Février	100		126		105	112	109	100

1 Produits finis industriels.

\* Royaume-Uni : nouvel indice sur base 1954 = 100 (tous produits manufacturés).

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL **46**  
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1953 = 100

Source : Ministère des Aff. économ. (Service de l'Index).

Périodes	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
Nombre de prod.	65	35	25	5
1957 Moyenne	106,93	107,0	104,5	111,7
1958 Moyenne	108,31	107,9	106,2	114,6
1958 Janvier	108,69	108,9	105,8	113,1
Février	108,31	108,1	105,9	113,6
Mars	108,00	107,5	106,0	114,0
Avril	108,31	107,9	106,3	114,2
Mai	108,35	107,9	106,3	114,2
Juin	108,51	108,2	106,3	114,2
Juillet	108,08	107,3	106,3	114,3
Août	108,07	107,2	106,4	114,7
Septembre	108,08	107,2	106,4	114,8
Octobre	108,24	107,7	106,2	115,1
Novembre	108,34	108,0	106,1	115,1
Décembre	108,76	108,4	106,1	117,6
1959 Janvier	108,73	108,5	106,1	117,6
Février	108,95	108,8	106,1	117,7
Mars	108,80	108,5	106,0	118,7

PRODUCTION

50

I. — INDICE DE L'ACTIVITE ET DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base : moyenne 1953 = 100

Périodes	Indices de l'activité industrielle Source : Institut National de Statistique						Indices de la production industrielle Source : Inst. de Recherches Econ. et Sociales						
	Indice général	Indice des industries extractives	Indices des industries manufacturières				Indice général	dont					
			Ensemble	Sidé-rurgie	Fabrications métalliques	Filatures		Tissages	Combustible et énergie	Sidé-rurgie	Fabrications métalliques	Filatures	Tissages
1957 Moyenne	113,7	97,9	118,0	134,0	108,5	118,5	124,0	122,8	103,4	134,0	135,3	120,8	119,4
1958 Moyenne p	106,3	91,4	110,4	127,9	100,7	97,1	103,5	115,0	98,1	128,3	126,6	98,7	96,6
1957 Novembre	114,6	102,0	118,1	134,2	108,5	109,1	116,6	125,0	109,2	139,0	135,8	118,3	115,6
Décembre	111,2	100,5	114,2	133,4	112,0	105,6	112,7	121,3	112,3	133,8	132,6	108,8	107,4
1958 Janvier p	115,7	105,0	118,6	140,6	115,6	117,5	114,8	119,4	109,8	137,6	129,1	114,0	103,8
Février p	104,9	95,0	107,6	126,8	103,4	92,3	102,1	120,8	110,8	135,5	136,3	97,2	99,9
Mars p	111,4	100,9	114,3	134,5	108,9	90,1	105,2	119,1	110,2	131,7	135,0	88,2	95,4
Avril p	108,1	97,8	110,9	128,0	107,6	86,8	101,7	117,1	102,0	129,6	131,6	88,4	93,9
Mai p	104,0	94,4	106,6	119,1	101,5	83,6	93,6	115,3	98,2	121,4	131,4	88,1	91,9
Juin p	104,4	86,8	109,2	122,2	102,2	93,8	95,3	113,3	91,2	124,5	125,1	96,4	91,8
Juillet p	93,4	81,4	96,7	111,3	85,4	89,4	91,8	100,2	85,6	110,8	108,8	88,0	80,4
Août p	97,2	84,6	100,7	121,9	89,0	83,2	81,7	107,1	89,4	121,9	114,2	86,7	79,3
Septemb. p	109,3	88,0	115,1	136,6	102,2	106,5	111,3	117,8	93,9	135,4	130,3	106,1	98,9
Octobre p	117,4	95,5	123,4	142,3	106,0	113,3	123,6	118,3	98,2	136,1	125,0	109,4	107,1
Novembre p	101,3	78,4	107,5	118,8	89,1	97,2	103,2	116,5	90,3	125,4	131,9	110,3	106,4
Décembre p	108,6	89,2	114,0	133,2	97,6	111,5	117,4	114,8	97,7	129,2	119,6	111,2	109,9
1959 Janvier p								113,4	94,1	131,2	121,1	119,9	103,3

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

Périodes	Mines de houille									Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers)		Production par bassin (milliers de tonnes)								
	du fond	fond et surf.	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	Total			
1936-1938 Moyenne	87	125	408	358	640	451	541	2.425 <sup>1</sup>	24,0	1.502	
1957 Moyenne	91	124	334	289	580	360	861	2.424	23,3	1.418	
1958 Moyenne	91	122	300	245	540	339	831	2.255	21,3	6.928	
1958 Janvier	98	132	353	326	641	389	957	2.666	24,5	1.946	
Février	98	132	330	277	580	348	882	2.417	22,0	2.546	
Mars	98	132	344	283	601	371	930	2.529	22,9	3.230	
Avril	95	130	341	282	553	369	868	2.413	22,1	3.918	
Mai	94	129	311	263	548	378	829	2.329	21,5	4.516	
Juin	91	122	287	250	516	255	797	2.105	19,4	5.000	
Juillet	86	117	242	204	453	275	811	1.985	19,4	5.388	
Août	83	113	287	235	457	315	747	2.041	20,9	5.745	
Septembre	85	116	274	214	525	334	766	2.113	20,9	6.162	
Octobre	87	117	294	223	574	376	864	2.331	22,4	6.609	
Novembre	88	119	244	187	481	286	739	1.937	18,1	6.740	
Décembre	86	116	297	195	550	371	783	2.196	21,1	6.928	
1959 Janvier	84	114	274	186	538	364	726	2.038	20,5	7.084	
Février			142	130	350	234	714	1.570		7.034	
Mars			247	186	509	355	738	2.035		7.347	

<sup>1</sup> Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

Sources : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines et Institut National de Statistique) — Ministère des Finances (Accises).

Périodes	Cokes		Agglomérés		Pétroles bruts	Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	mis en œuvre (milliers de kilolitres)		Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne	435	3.831	142	855	—	37	261	253	202
1957 Moyenne	596	4.745	152	589	519	51	466	523	370
1958 Moyenne	576	4.632	86	477	630	49	460	501	349
1957 Décembre	617	4.881	135	571	738	51	486	541	357
1958 Janvier	615	4.627	117	554	607	51	485	561	385
Février	542	4.605	79	500	569	50	437	492	352
Mars	591	4.568	79	490	652	50	478	528	368
Avril	559	4.586	81	470	566	49	448	500	353
Mai	567	4.639	92	455	584	48	442	469	322
Juin	556	4.633	69	452	624	46	447	489	328
Juillet	552	4.658	68	443	514	47	435	466	286
Août	582	4.672	78	416	698	48	453	480	329
Septembre	580	4.664	79	475	718	51	476	526	379
Octobre	596	4.663	92	475	705	50	500	541	396
Novembre	572	4.627	93	502	650	50	448	462	321
Décembre	596	4.644	110	493	668	49	469	499	373
1959 Janvier	602	4.594	117	488	709		481	507	376
Février					564				

### III. — PRODUITS TEXTILES

56<sup>1</sup>

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Production de fils (tonnes)							Production de rayonne (tonnes)	Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine			Lin	Jute 1	Coton	Laine 2	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée						
1957 Moyenne .	882	5.759	167	7.912	456	2.325	1.602	2.888	628	2.929	7.049	2.498	787
1958 Moyenne .	729	6.110	70	6.232	349	1.924	1.248	2.251	p564	p3.330	p5.599	p2.061	p704
1957 Novembre .	900	5.564	121	7.362	410	2.013	1.375	2.839	584	3.208	6.766	2.238	763
Décembre .	918	6.028	126	7.020	413	1.757	1.312	2.926	579	3.244	6.652	2.084	764
1958 Janvier ...	1.019	6.696	97	8.905	389	1.816	1.239	2.719	548	3.465	6.743	2.075	842
Février ...	783	6.005	88	6.054	362	1.529	1.209	2.261	529	3.381	5.946	1.831	739
Mars .....	771	6.152	85	5.478	394	1.609	1.213	2.142	579	3.601	5.858	1.984	732
Avril .....	648	6.254	67	5.166	342	1.728	1.068	2.122	565	3.700	5.281	2.042	699
Mai .....	587	5.618	67	5.086	298	1.588	1.245	2.091	527	3.201	4.987	1.845	647
Juin .....	695	5.982	62	5.864	315	1.868	1.329	2.170	560	2.866	5.171	1.902	623
Juillet .....	643	5.500	57	5.972	343	1.785	1.140	1.537	486	3.064	4.602	2.005	558
Août .....	518	5.487	59	5.600	225	1.550	1.206	2.005	475	3.203	4.507	1.572	506
Septembre .	745	5.919	62	6.916	363	2.362	1.344	2.318	568	3.303	5.955	2.263	758
Octobre ...	833	6.915	64	6.787	422	2.625	1.364	2.702	688	3.695	6.519	2.614	852
Novembre .	675	5.770	62	6.210	333	2.087	1.266	2.395	p623	p2.822	p5.463	p2.204	p678
Décembre .	834	7.019	68	6.748	407	2.536	1.361	2.553	p618	p3.640	p6.162	p2.396	p814
1959 Janvier ...	809	6.802		8.747	408	2.395	1.266	2.570	p566	p3.312	p6.099	p2.386	p731

1 Y compris les tapis en jute.

2 Y compris couvertures et tapis en laine.

### IV. — PRODUITS DIVERS

56<sup>2</sup>

Sources : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Ciment	Chaux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés		Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Brasseries <sup>4</sup>	Distilleries (milliers d'hectolitres)	Allumettes (millions de tiges)	Pêche Vente de poisson <sup>5</sup>		
				Azote primaire	Azote dans les engrais finis		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production		Stocks (sucres bruts et raf.) <sup>3</sup>	Déclarations en consomm.				Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	
											sucres bruts	sucres raffinés								
1936-1938 Moy. .	250 <sup>1</sup>	117 <sup>2</sup>	154 <sup>3</sup>				15,5 <sup>1</sup>					17,5	17,2	159	20,7	16,4	35,0	4.421	2,8	7,2
1957 Moyenne .	392	159	187	19,5	17,2	13,1	27,7	4,3	187	14,1	30,1	15,4	251	20,5	13,8	19,1	5.045	3,7	35,9	
1958 Moyenne .	338	p147	p239	22,9	20,6	20,1	26,2	4,0	171	12,8	40,9	16,4	303	22,2	13,7	18,1	4.651	3,7	38,0	
1957 Décembre .	268	149	187	21,3	19,6	15,2	25,7	4,0	150	13,0	34,1	17,3	251	18,2	11,6	24,1	5.481	4,2	46,8	
1958 Janvier ...	262	159	185	21,8	19,7	15,5	29,3	4,8	129	14,6	5,8	15,1	234	21,0	12,0	16,8	5.429	3,4	37,8	
Février ...	271	150	152	19,9	18,2	20,4	25,9	4,1	95	10,3	2,9	12,9	211	17,3	12,2	18,6	4.844	4,5	41,6	
Mars .....	322	166	202	23,0	20,8	18,4	28,9	4,1	94	10,0	—	13,2	191	18,8	14,4	18,3	4.990	5,0	45,1	
Avril .....	356	146	247	21,0	18,8	18,8	26,3	3,8	118	13,2	—	11,3	180	21,8	13,4	14,2	4.798	4,0	40,5	
Mai .....	380	134	272	23,8	21,7	15,0	25,0	3,8	192	14,4	—	11,9	159	20,4	15,6	12,6	3.947	3,3	34,7	
Juin .....	372	143	258	23,2	21,2	16,7	28,9	4,7	226	13,7	—	10,0	122	24,7	15,8	20,9	4.622	3,2	34,9	
Juillet .....	358	131	276	22,0	19,9	8,0	22,8	3,2	230	12,9	—	13,3	88	29,6	14,6	16,4	4.448	3,4	32,2	
Août .....	375	134	334	23,8	19,0	17,5	23,6	3,8	211	14,5	0,2	15,2	51	22,2	15,0	12,0	3.992	2,9	25,8	
Septembre .	368	157	294	23,9	21,5	21,3	28,5	4,3	226	15,0	1,0	13,4	20	23,8	14,4	15,3	4.408	3,4	36,6	
Octobre ...	365	162	276	24,0	22,0	29,0	23,1	4,0	213	12,5	143,9	27,7	116	23,9	13,7	28,8	5.195	3,4	43,0	
Novembre .	325	141	164	21,9	19,9	17,4	24,3	3,6	171	10,7	244,5	31,2	262	21,2	11,5	17,6	4.165	3,7	39,0	
Décembre .	303	p141	p210	26,6	24,3	25,9	28,0	3,8	151	13,4	92,2	21,9	303	22,0	12,0	15,4	4.974	4,2	45,5	
1959 Janvier ...	200			26,7	24,2	17,9	27,1	3,9	109	9,6	10,0	15,1	285	19,6	12,4	16,9	4.843			
Février ...	147						p27,2	p3,8			—	12,8	258	18,8	11,5	21,7	4.511			

1 Moyenne 1938.

2 Moyenne 1987-1988-1989.

3 Fin de période.

4 Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

5 Vente aux minques d'Ostende, Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge; en 1936-1937-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprots et crevettes.

V. — ENERGIE ELECTRIQUE \*  
(millions de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

Périodes	Production 1				Importations (5)	Exportations (6)	Solde importation exportation (7) = (5) — (6)	Total énergie absorbé par les réseaux (8) = (4) + (7)
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto- producteurs industriels (3)	Total pour la Belgique (4) = (1) + (2) + (3)				
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)						
1936-1938 Moyenne .....	20,4	190	228	438	5,5	2,2	3,3	441
1957 Moyenne .....	36,3	556	459	1.051	24,6	33,2	- 8,6	1.042
1958 Moyenne .....	36,9	550	456	1.043	24,7	19,5	5,2	1.048
1957 Novembre .....	39,7	615	508	1.163	11,6	71,2	- 59,6	1.103
Décembre .....	44,2	661	536	1.241	10,4	82,7	- 72,3	1.169
1958 Janvier .....	46,0	655	540	1.241	13,0	81,3	- 68,3	1.173
Février .....	37,3	546	453	1.036	19,6	23,8	- 4,2	1.032
Mars .....	40,8	581	484	1.106	20,9	17,5	3,4	1.110
Avril .....	34,4	538	449	1.021	16,8	11,3	5,5	1.026
Mai .....	36,0	499	422	957	43,1	17,0	26,1	983
Juin .....	31,7	502	415	949	28,6	3,8	24,8	974
Juillet .....	24,7	488	389	902	27,9	4,0	23,9	926
Août .....	32,0	499	417	948	38,4	18,4	20,0	968
Septembre .....	33,6	546	460	1.040	19,1	21,3	- 2,2	1.038
Octobre .....	40,9	578	492	1.111	19,0	7,2	11,8	1.122
Novembre .....	39,6	546	456	1.042	23,0	9,0	14,0	1.056
Décembre .....	45,2	627	492	1.164	26,6	19,5	7,1	1.171
1959 Janvier .....	46,5	623	486	1.156	26,2	20,9	5,3	1.161

\* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1956 : 169; au début de l'année 1957 : 158; au début de l'année 1958 : 160.

1 Production nette des centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

VI. — GAZ  
(Production, Importation et Exportation) <sup>1</sup>  
(millions de mètres cubes)

59

Source : Ministère des Affaires économiques (Administration de l'Industrie).

Périodes	Production					Importations (6)	Exportations (7)	Solde importation exportation (8) = (6) — (7)	Total de gaz disponible en Belgique (9) = (5) + (8)
	des usines à gaz (1)	des cokeries		des charbon- nages (4)	total (5) = (1) + (2) + (4)				
		total (2)	dont production destinée aux fournitures industrielles directes (3)						
1957 Moyenne .....	0,26	167,45	97,38	17,31	185	0,61	6,12	- 5,51	180
1958 Moyenne .....	0,23	171,55	100,30	16,20	188	0,76	6,58	- 5,82	182
1957 Novembre .....	0,21	170,98	99,94	18,76	190	0,84	6,79	- 5,95	184
Décembre .....	0,24	181,92	103,78	20,65	203	0,92	7,80	- 6,88	196
1958 Janvier .....	0,23	185,36	105,68	20,04	206	0,98	7,94	- 6,96	199
Février .....	0,21	159,54	90,78	13,24	178	0,81	6,90	- 6,09	172
Mars .....	0,24	178,37	101,33	20,66	199	0,93	7,65	- 6,72	193
Avril .....	0,23	168,81	96,39	16,16	185	0,86	7,21	- 6,35	179
Mai .....	0,24	169,93	99,72	14,30	184	0,73	6,55	- 5,83	179
Juin .....	0,24	167,00	93,30	14,01	181	0,67	6,68	- 6,01	175
Juillet .....	0,25	158,24	94,47	13,65	172	0,68	5,64	- 4,96	167
Août .....	0,25	168,76	103,41	12,74	182	0,73	3,76	- 3,03	179
Septembre .....	0,24	173,46	104,76	14,68	188	0,68	6,46	- 5,78	183
Octobre .....	0,22	178,87	106,45	15,28	194	0,69	6,84	- 6,15	183
Novembre .....	0,21	167,81	97,85	16,86	185	0,66	6,21	- 5,55	179
Décembre .....	0,22	182,42	104,46	17,80	200	0,70	7,11	- 6,41	194
1959 Janvier .....	0,22	184,62	105,36	20,03	205	0,69	6,44	- 5,75	190

<sup>1</sup> Pour les conditions d'utilisation de cette statistique cfr. Bulletin de décembre 1957, p. 528.

# CONSOMMATION \*

I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100 65<sup>2</sup>

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Grands magasins à rayons multiples																					
	Indice général	Alimentation				Habilleme nt				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie			Parf.		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Aunages	Deaus hommes	Deaus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel.	Total 1	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	
1958 Février ...	110	130	130	127	130	102	73	66	106	90	111	127	118	122	190	133	119	101	101	101	102	56
Mars .....	135	156	158	149	156	132	145	110	132	122	137	157	146	133	197	144	141	127	117	119	119	65
Avril .....	138	149	152	148	150	118	192	138	145	137	138	155	146	130	184	139	141	138	121	124	129	81
Mai .....	143	150	153	141	150	114	195	149	164	147	140	156	148	133	205	146	142	120	118	118	129	86
Juin .....	131	126	114	143	123	115	177	133	176	144	115	142	127	123	199	136	151	104	103	103	126	104
Juillet .....	145	119	124	161	125	114	203	151	217	165	130	146	137	138	258	153	159	123	117	118	150	136
Août .....	124	122	115	156	123	71	134	106	137	112	114	119	116	132	199	143	153	127	222	208	134	83
Septembre ..	128	125	122	150	126	107	130	111	146	124	116	132	124	133	234	150	146	121	214	200	123	56
Octobre ...	146	145	133	160	143	118	224	166	173	160	111	126	118	130	286	156	148	141	134	135	127	117
Novembre ..	153	137	143	148	140	106	173	118	171	144	106	109	108	116	276	143	154	294	161	181	116	414
Décembre ..	187	170	193	186	179	102	166	134	219	179	112	130	120	164	353	196	323	324	258	267	181	300
1959 Janvier ...	139	151	137	151	147	128	124	104	195	145	159	116	139	123	273	149	147	130	136	135	117	45
Février ...	116	137	129	134	134	110	87	75	121	101	111	122	116	119	234	138	125	111	108	109	108	46

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, patrons; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

\* Pour la consommation de sucre, voir tableau 562.

65<sup>1</sup>

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement			Coopératives										Magasins à succursales		Gros-sistes	Entreprises à succursales	
	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habilleme nt	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale	Alimentation
1958 Février .....	78	49	58	120	100	127	120	128	101	100	82	127	100	114	79	p 67	p122	p122
Mars .....	p156	102	96	133	113	139	129	179	106	120	91	138	116	134	97	p 99	p135	p135
Avril .....	p192	134	125	126	110	134	118	146	101	118	87	127	119	113	105	p127	p141	p125
Mai .....	p186	121	102	136	111	140	117	120	105	129	100	132	139	180	116	p143	p133	139
Juin .....	p141	77	110	127	108	132	104	119	99	144	111	127	127	159	108	p145	p142	p125
Juillet .....	p137	98	156	131	107	141	97	168	104	117	173	140	127	142	p140	p116	p152	p131
Août .....	p 89	65	63	124	107	134	86	116	103	123	148	128	123	138	76	p106	p150	125
Septembre ...	p100	88	86	127	107	134	104	182	110	120	228	121	116	132	104	p101	p143	129
Octobre .....	p151	154	108	136	115	141	132	161	119	130	196	139	126	138	119	p126	p140	129
Novembre ...	124	87	90	125	101	132	114	133	135	127	112	149	109	115	p105	p141	p127	128
Décembre .....	p125	82	134	148	121	159	134	174	111	188	171	218	129	124	146	p126	p164	160
1959 Janvier .....	p148	84	158												101	p120	p131	135
Février .....	p109	54	58												93	p 67		

## II. — CONSOMMATION DE TABAC 66

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher
	(millions de pièces)			(tonnes)
1936-1938 Moy. .	16,2	49,4	430	1.097
1957 Moyenne ..	15,8	49,7	822	755
1958 Moyenne ..	16,1	46,7	873	739
1958 Mars .....	12,7	36,9	801	627
Avril .....	12,5	48,1	927	796
Mai .....	13,1	42,7	886	756
Juin .....	17,4	57,1	903	832
Juillet .....	13,9	48,0	1.020	743
Août .....	16,1	61,9	807	713
Septembre ..	21,9	55,2	970	800
Octobre ...	23,8	59,4	904	771
Novembre ...	19,5	48,6	696	674
Décembre ..	16,8	45,0	962	765
1959 Janvier ...	16,3	38,5	765	802
Février ...	15,1	29,5	741	598
Mars .....	15,4	40,8	835	690

## III. — ABATTAGES DANS LES 67

12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

Périodes	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	(milliers de têtes)				
1936-1938 Moy. .	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1957 Moyenne ..	18,8	2,6	8,8	33,7	4,7
1958 Moyenne ..	20,8	2,6	9,6	33,9	4,8
1958 Février ...	17,1	2,7	7,4	29,4	5,3
Mars .....	19,2	2,4	8,8	33,4	5,1
Avril .....	22,1	2,2	11,3	34,2	4,7
Mai .....	20,0	2,1	10,4	32,0	2,6
Juin .....	19,1	2,2	10,5	33,7	1,9
Juillet .....	21,1	2,4	10,4	34,1	2,0
Août .....	19,4	2,3	9,4	32,9	1,8
Septembre ..	22,5	2,6	10,1	36,9	2,5
Octobre ...	23,3	2,7	9,8	36,8	6,3
Novembre ..	22,3	2,9	8,4	32,6	8,7
Décembre ..	24,0	3,5	10,4	39,4	8,6
1959 Janvier ...	20,6	3,4	8,7	32,9	8,4
Février ...	18,2	3,3	8,7	30,0	6,3

# TRANSPORTS

## I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70<sup>1</sup>

### a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes				Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses <sup>2</sup>	Total			
1938 Moyenne <sup>1</sup>	74	147	5	226	239	- 13	106
1956 Moyenne	334	628	135	1.097	1.063	44	96
1957 Moyenne	351	614	96	1.061	1.060	1	100
1957 Septembre	369	591	91	1.051	1.060	- 9	101
Octobre	332	647	96	1.075	1.067	8	99
Novembre	327	602	90	1.019	1.076	- 57	106
Décembre	366	607	100	1.073	1.134	- 61	106
1958 Janvier	<i>p</i> 343	552	102	997	1.138	-141	114
Février	<i>p</i> 302	514	93	909	1.077	-168	118
Mars	<i>p</i> 339	566	96	1.001	1.121	-120	112
Avril	<i>p</i> 358	539	108	1.005	1.095	- 90	109
Mai	<i>p</i> 375	527	93	995	1.085	- 90	109
Juin	<i>p</i> 368	523	103	994	1.088	- 94	109
Juillet	<i>p</i> 503	493	237	1.233	1.110	123	90
Août	<i>p</i> 457	485	234	1.176	1.079	97	92
Septembre	<i>p</i> 407	529	237	1.173	1.092	81	93
Octobre	<i>p</i> 377	532	244	1.203	1.130	73	94
Novembre	<i>p</i> 357	535	240	1.132	1.072	60	95

<sup>1</sup> Y compris le Nord-Belge.

<sup>2</sup> Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

### b) Nombre de wagons fournis à l'industrie<sup>1</sup>

### c) Statistique du trafic

#### 1° Trafic général

70<sup>2</sup>

Périodes	A	B	C	A + C	Voyageurs		Wagons complets <sup>2</sup>				
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			Total
								Service interne belge	Service international	Transit	
(milliers)				(millions)	(milliers)	(millions)					
1938 Moyenne <sup>3</sup>	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428
1957 Moyenne	260	89	68	328	20,9	713	5.558	167	255	126	548
1958 Moyenne	214	66	64	278	22,0	755	4.816	128	246	112	486
1957 Novembre	260	85	66	326	22,1	722	5.693	172	260	111	543
Décembre	234	84	67	301	21,6	726	5.227	142	260	124	527
1958 Janvier	229	80	65	294	23,5	754	5.157	193	270	119	522
Février	208	67	61	269	21,2	683	4.603	118	236	107	461
Mars	224	68	65	289	21,9	709	4.919	126	256	115	497
Avril	217	64	60	277	22,3	750	4.824	128	258	103	489
Mai	212	66	64	276	<i>r</i> 22,9	<i>r</i> 800	4.638	127	238	100	465
Juin	211	62	63	274	20,8	<i>r</i> 734	4.651	127	236	107	470
Juillet	198	61	64	262	20,6	<i>r</i> 824	4.460	116	233	107	456
Août	198	62	58	256	20,0	773	4.447	125	221	96	442
Septembre	212	62	63	275	<i>r</i> 22,8	<i>r</i> 788	4.805	131	244	112	487
Octobre	234	67	71	305	23,3	779	5.297	145	260	121	526
Novembre	210	64	63	273	21,3	694	4.908	133	233	116	482
Décembre	216	70	67	283	23,0	769	5.086	128	262	138	528
1959 Janvier	193	68	64	257	<i>p</i> 23,3	<i>p</i> 747	4.594	116	240	115	471

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

<sup>1</sup> Wagons chemins de fer et particuliers.

<sup>2</sup> Depuis janvier 1956, y compris les transports militaires.

<sup>3</sup> Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

*r* : Chiffres rectifiés.

*p* : Chiffres provisoires.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic

Périodes	Tonnes km.	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Hulles industrielles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers
	(millions)										
1957 Moyenne .....	548	5.558	159	2.248	73	966	876	870	22	276	68
1958 Moyenne .....	485	4.818	180	1.810	66	959	713	742	13	271	64
1957 Novembre .....	548	5.693	455	2.183	74	1.018	783	841	16	262	62
Décembre .....	527	5.226	168	2.140	80	983	825	677	17	279	57
1958 Janvier .....	522	5.157	105	2.091	81	1.045	759	686	16	317	57
Février .....	461	4.603	95	1.778	73	906	674	676	14	332	55
Mars .....	497	4.919	133	1.800	78	985	780	739	15	330	59
Avril .....	489	4.824	113	1.747	73	984	718	838	15	258	68
Mai .....	465	4.638	103	1.779	60	911	678	818	13	216	60
Juin .....	470	4.651	91	1.739	61	923	698	803	13	250	73
Juillet .....	456	4.460	92	1.703	60	931	634	693	11	258	78
Août .....	442	4.447	64	1.701	54	935	641	741	10	236	65
Septembre .....	487	4.805	83	1.753	59	998	769	791	15	272	65
Octobre .....	526	5.297	456	1.862	64	993	793	768	11	282	68
Novembre .....	482	4.908	498	1.793	60	919	659	630	11	223	65
Décembre .....	528	5.086	322	1.974	68	974	746	677	12	255	58
1959 Janvier .....	471	4.594	105	1.913	62	965	698	656	11	232	52

B. — Service interne belge

Périodes	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Hulles industrielles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers	II
											Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. transportés (milliers)
(milliers de tonnes)											
1957 Moyenne .....	2.866	76	1.570	27	153	311	574	2	133	20	797
1958 Moyenne .....	2.329	81	1.238	20	121	229	493	1	125	21	618
1957 Novembre .....	3.052	320	1.548	24	147	276	577	1	142	17	1.735
Décembre .....	2.579	67	1.487	26	138	278	438	1	131	13	654
1958 Janvier .....	2.464	24	1.421	29	122	277	449	1	127	14	454
Février .....	2.201	18	1.230	25	112	236	443	1	123	13	397
Mars .....	2.351	22	1.277	22	130	256	487	1	138	18	454
Avril .....	2.304	20	1.224	22	120	215	556	1	123	23	476
Mai .....	2.287	19	1.236	19	111	205	567	1	108	21	487
Juin .....	2.266	21	1.172	19	120	226	548	1	130	29	467
Juillet .....	2.079	24	1.133	14	123	175	456	1	120	33	400
Août .....	2.238	20	1.202	16	125	230	506	2	114	23	400
Septembre .....	2.326	26	1.196	19	127	269	535	6	127	21	514
Octobre .....	2.609	295	1.272	18	122	245	502	1	134	20	1.253
Novembre .....	2.445	323	1.206	17	126	202	434	1	120	16	1.316
Décembre .....	2.375	161	1.286	19	116	213	433	1	131	15	802
1959 Janvier .....	2.167	23	1.296	17	135	216	348	1	118	13	292

\* Le chiffre pour le mois de février 1959 s'élève à 280.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71<sup>1</sup>

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>1</sup>	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>1</sup>	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m <sup>3</sup> )	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>2</sup>	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m <sup>3</sup> )	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>2</sup>
chargés				sur lest								
1957 Moyenne .....	1.325	3.296	1.828	1.116	204	1.227	4.109	1.925	753	4.014	1.890	1.167
1958 Moyenne .....	1.357	3.545	1.723	1.166	190	1.210	4.208	2.063	807	4.091	2.018	1.139
1958 Février .....	1.292	3.318	1.639	1.102	169	1.232	3.919	1.906	771	3.760	1.842	1.103
Mars .....	1.435	3.586	1.651	1.242	198	1.223	4.371	2.116	872	4.318	2.099	1.233
Avril .....	1.315	3.384	1.716	1.183	164	1.194	4.067	1.947	723	4.103	1.965	1.092
Mai .....	1.333	3.568	1.513	1.132	178	1.174	3.954	1.848	693	3.788	1.771	1.014
Juin .....	1.376	3.505	1.810	1.210	170	1.011	4.316	2.002	712	4.057	1.892	1.088
Juillet .....	1.438	3.789	1.639	1.227	193	1.117	4.234	2.063	795	4.239	2.106	1.199
Août .....	1.339	3.747	1.740	1.117	192	1.183	4.000	2.007	778	3.840	1.906	1.100
Septembre .....	1.331	3.555	1.905	1.110	200	1.198	4.420	2.230	919	4.221	2.127	1.115
Octobre .....	1.407	3.712	1.840	1.180	214	1.433	4.457	2.259	923	4.326	2.253	1.192
Novembre .....	1.390	3.570	1.615	1.112	278	1.224	4.118	2.082	891	4.099	2.080	1.125
Décembre .....	1.316	3.378	1.709	1.140	202	1.261	4.305	2.220	884	4.080	2.145	1.126
1959 Janvier .....	1.306	3.532		1.104	187		4.037	2.040	762	3.879	1.963	1.132
Février .....	1.178	3.028		967	155		3.773	1.890	772	3.495	1.742	948

<sup>1</sup> Trafic international. — <sup>2</sup> Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71<sup>2</sup>

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises <sup>1</sup>	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>1</sup>	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>1</sup>	Entrées	Sorties
(milliers de tonnes métriques)								
1957 Moyenne .....	213	171	209	213	171	79	154	96
1958 Moyenne .....	219	163		217	156			
1958 Mars .....	250	189	146	246	151	58	118	68
Avril .....	188	147	79	187	125	136	118	83
Mai .....	191	131	194	194	146	56	126	91
Juin .....	175	132	136	179	146	41	126	84
Juillet .....	232	210	193	220	195	102	113	71
Août .....	253	177	171	243	159	26	117	49
Septembre .....	251	178	245	261	186	181	163	90
Octobre .....	231	169	208	238	165	69	134	61
Novembre .....	262	152	168	247	165	74	142	53
Décembre .....	207	135	159	226	134	80	125	43
1959 Janvier .....	231	147		235	145			
Février .....	189	139		186	142			
Mars .....	202	148		202	140			

<sup>1</sup> Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Bateaux chargés														
	Trafic intérieur					Trafic international					Trafic international et intérieur				
	Nombre	Milliers de tonnes métriques	Millions de tonnes-km.	Nombre	Milliers de tonnes métriques	Millions de tonnes-km.	Nombre	Milliers de tonnes métriques	Millions de tonnes-km.	Nombre	Milliers de tonnes métriques	Millions de tonnes-km.	Nombre	Milliers de tonnes métriques	Millions de tonnes-km.
1956 Moyenne ..	7.348	3.713	3.230	578	14.869	1.930	1.372	1.218	139	4.659	186,0	89,5	79,2	19,7	374,4
1957 Moyenne ..	7.130	3.866	3.148	707	14.851	1.936	1.419	1.110	177	4.642	189,4	94,8	73,6	25,6	383,4
1957 Novembre ..	7.228	3.549	2.795	830	14.402	1.976	1.261	951	208	4.396	187,5	81,7	59,2	30,2	358,6
Décembre .....	7.234	3.384	2.607	785	14.010	2.057	1.219	919	196	4.391	200,0	82,6	60,0	26,9	369,5
1958 Janvier ...	6.841	3.142	2.499	756	13.238	1.938	1.127	871	193	4.129	190,4	75,4	58,5	26,8	351,1
Février .....	5.861	2.833	2.297	572	11.563	1.654	1.023	804	147	3.628	159,3	64,8	54,9	20,3	299,3
Mars .....	6.773	3.627	2.803	734	13.937	1.876	1.287	940	191	4.294	185,4	86,3	69,0	27,3	368,0
Avril .....	6.932	3.682	2.638	713	13.965	1.819	1.283	876	184	4.162	176,7	84,4	59,8	25,8	346,7
Mai .....	6.770	3.867	2.872	622	14.131	1.840	1.345	944	161	4.290	175,4	89,5	66,1	24,0	355,0
Juin .....	7.283	3.819	3.012	579	14.693	1.872	1.337	976	142	4.327	182,5	92,1	72,2	20,5	367,3
Juillet .....	6.490	3.980	2.722	460	13.602	1.750	1.371	923	121	4.165	168,6	94,9	66,9	17,4	347,8
Août .....	6.545	3.984	2.720	448	13.697	1.855	1.345	898	115	4.213	184,4	89,2	65,7	16,1	355,4
Septembre .....	7.205	4.033	3.031	629	14.898	1.922	1.384	994	162	4.462	189,2	98,9	73,8	23,2	355,1
Octobre ...	7.485	4.081	2.832	772	15.170	2.021	1.473	964	203	4.661	198,1	104,8	66,2	27,9	397,0
Novembre .....	6.895	3.715	2.751	713	14.074	1.898	1.306	999	184	4.387	178,9	91,0	73,2	24,4	367,5

# COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

75

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	(0) Produits alimen- taires	(1) Boissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants	(3) Com- bustibles miné- raux, lu- brifiants et produits connexes	(4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimi- ques	(6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première	(7) Ma- chines et matériel de transport	(8) Articles manu- facturés divers	(9) Mar- chandises non dénom- mées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (francs)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p.c.
<i>Importations</i>														
Valeurs (millions de francs)														
1957 Moyenne .....	1.783	215	3.153	1.848	138	837	3.192	2.429	677	30	14.302	3.033		
1958 Moyenne .....	1.720	224	2.366	1.761	118	853	2.792	2.454	720	29	13.037	2.744		
1958 Février .....	1.680	195	2.100	1.601	116	850	2.539	2.501	657	28	12.267	2.888		
Mars .....	1.774	213	2.279	1.667	111	1.010	2.975	2.758	903	33	13.723	2.927		
Avril .....	1.737	230	2.266	1.705	216	878	2.791	2.982	806	27	13.638	2.999		
Mai .....	1.832	229	2.211	1.521	88	830	2.514	2.408	729	25	12.388	2.794		
Juin .....	1.667	234	2.109	1.717	104	818	2.392	2.264	669	24	11.998	2.608		
Juillet .....	1.693	215	2.227	1.564	100	773	2.709	2.640	700	21	12.642	2.668		
Août .....	1.575	184	2.204	1.823	108	719	2.355	1.772	654	22	11.416	2.367		
Septembre ...	1.612	233	2.367	1.904	123	897	3.054	2.222	810	24	13.246	2.558		
Octobre .....	1.826	248	2.675	1.875	101	882	3.270	2.514	833	34	14.259	2.717		
Novembre ...	1.646	214	2.494	1.678	118	815	2.960	2.235	658	36	12.854	2.710		
Décembre .....	1.773	273	2.550	1.880	134	896	2.914	2.588	637	36	13.681	2.833		
1959 Janvier .....	1.796	219	2.505	1.818	105	858	3.090	2.302	552	27	13.272	2.855		
Février ..... p											12.467	3.159		
Mars ..... p											15.040	2.816		
<i>Exportations</i>														
1957 Moyenne .....	472	35	918	865	77	918	7.635	1.601	596	158	13.275	5.503	-1.027	92,8
1958 Moyenne .....	598	38	714	793	56	962	6.999	1.775	597	159	12.691	5.499	-346	97,3
1958 Mars .....	535	33	821	783	72	1.116	7.173	1.677	603	163	12.976	5.682	-747	94,6
Avril .....	568	36	721	757	62	1.082	6.975	1.965	620	155	12.941	5.663	-697	94,9
Mai .....	463	33	676	751	47	903	6.850	1.664	545	157	12.089	5.475	-299	97,6
Juin .....	527	43	677	752	52	758	5.994	1.739	555	141	11.238	5.745	-760	93,7
Juillet .....	647	40	610	766	50	995	6.818	2.019	583	134	12.662	5.334	+20	100,2
Août .....	500	39	504	843	53	798	5.586	1.232	562	150	10.267	4.660	-1.149	90,0
Septembre ...	620	35	728	798	54	1.076	7.240	1.606	726	167	13.050	5.163	-196	98,6
Octobre .....	713	40	785	811	44	922	7.747	1.650	672	173	13.755	5.622	-504	96,5
Novembre .....	760	37	714	716	37	813	7.089	1.542	628	151	12.487	5.453	-367	97,1
Décembre .....	805	42	757	735	53	996	7.002	2.018	602	158	13.168	5.323	-513	96,3
1959 Janvier .....	617	37	766	920	72	974	7.537	1.663	561	85	13.232	5.743	-40	99,7
Février ..... p											11.266	5.945	-1.201	90,4
Mars ..... p											12.780	5.532	-2.260	85,0
<i>Importations</i>														
Quantités (milliers de tonnes)														
1957 Moyenne .....	283	22,4	2.508	1.540	10,1	144	161	39,2	6,6	1,3	4.715			
1958 Moyenne .....	303	18,1	2.465	1.605	9,9	152	146	43,1	7,1	1,2	4.752			
1958 Février .....	259	10,8	2.202	1.418	9,3	177	128	35,8	6,1	1,1	4.247			
Mars .....	302	12,1	2.427	1.533	8,9	212	144	39,5	7,5	1,3	4.688			
Avril .....	277	47,0	2.355	1.520	18,7	144	134	43,4	7,8	1,0	4.548			
Mai .....	331	11,9	2.365	1.396	6,7	130	137	49,7	7,1	1,0	4.434			
Juin .....	288	12,3	2.389	1.578	8,8	150	129	37,7	7,2	1,0	4.601			
Juillet .....	278	11,4	2.622	1.499	8,0	135	133	43,5	7,5	0,8	4.738			
Août .....	275	10,0	2.546	1.690	8,6	125	131	29,7	6,6	1,0	4.823			
Septembre ...	266	12,2	2.738	1.741	10,6	160	161	50,1	8,0	0,9	5.148			
Octobre .....	371	52,0	2.654	1.739	8,5	145	179	37,8	8,3	1,3	5.195			
Novembre .....	344	10,2	2.459	1.567	10,2	149	155	40,5	6,7	1,5	4.743			
Décembre .....	334	13,5	2.381	1.702	11,8	178	161	41,2	6,4	1,6	4.829			
1959 Janvier .....	316	46,3	2.212	1.726	9,5	168	133	31,4	5,6	1,5	4.649			
Février ..... p											3.947			
Mars ..... p											5.341			
<i>Exportations</i>														
1957 Moyenne .....	52	2,2	466	633	5,3	346	822	26,9	5,8	52,5	2.412			
1958 Moyenne .....	92	1,7	417	553	4,2	367	782	30,5	5,9	54,7	2.308			
1958 Mars .....	67	2,3	365	554	5,1	438	769	26,4	6,0	50,5	2.284			
Avril .....	93	2,1	377	492	4,7	417	797	44,0	6,2	52,4	2.285			
Mai .....	59	1,5	403	525	3,5	343	788	28,0	5,1	51,7	2.208			
Juin .....	72	2,4	367	494	4,2	270	665	25,3	5,6	50,5	1.956			
Juillet .....	89	1,9	502	527	3,9	382	779	38,9	6,1	44,5	2.374			
Août .....	60	1,6	436	599	4,3	314	702	19,3	5,3	61,4	2.203			
Septembre ...	85	1,4	537	548	4,3	428	831	21,3	7,5	55,1	2.519			
Octobre .....	126	1,3	455	557	3,2	359	846	42,3	6,7	56,4	2.453			
Novembre .....	142	1,5	454	507	3,0	308	794	23,1	6,4	51,9	2.290			
Décembre .....	184	1,7	481	559	4,2	360	786	35,5	6,0	56,8	2.474			
1959 Janvier .....	93	1,1	392	632	5,7	333	807	29,4	5,2	5,8	2.304			
Février ..... p											1.895			
Mars ..... p											2.310			

# CHOMAGE

## I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81<sup>1</sup>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyenne journalière			Chômeurs		
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	Totaux
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
(milliers)									
1958 Mars	141	315	456	111	93	204	3.329	2.778	6.109
Avril	130	254	384	104	71	175	2.283	1.568	3.851
Mai	125	245	370	99	68	167	2.177	1.491	3.668
Juin	129	243	372	97	62	159	2.907	1.877	4.784
Juillet	119	232	351	98	52	150	2.256	1.193	3.449
Août	127	219	346	97	49	146	2.810	1.414	4.224
Septembre	129	214	343	99	54	153	2.381	1.293	3.674
Octobre	133	218	351	105	63	168	2.415	1.461	3.876
Novembre <sup>1</sup>	163	257	420	128	67	195	3.722	1.947	5.669
Décembre	180	330	510	152	101	253	3.340	2.231	5.571
1959 Janvier	193	382	575	170	147	317	4.077	3.554	7.631
Février				169	166	335			
Mars				147	89	236			

## II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81<sup>2</sup>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Luxembourg	Luxembourg	Namur
		(milliers)									

### Moyenne journalière par mois

1958 Avril	22	174,9	35,5	20,9	27,9	42,0	21,6	16,1	7,4	0,8	2,7
Mai	22	166,5	32,8	19,5	26,9	41,0	22,0	14,4	7,0	0,5	2,4
Juin	30	159,0	32,3	20,7	23,9	40,0	20,0	13,3	6,0	0,5	2,3
Juillet	23	149,9	31,1	21,0	23,0	38,0	15,1	12,5	6,4	0,5	2,3
Août	29	145,7	30,0	20,0	20,3	35,7	16,7	13,3	7,0	0,6	2,1
Septembre	24	153,0	32,1	19,4	21,8	34,6	21,0	13,4	8,0	0,6	2,1
Octobre	23	168,4	34,9	20,8	24,9	36,7	24,6	14,3	9,1	0,8	2,3
Novembre <sup>1</sup>	29	195,5	41,6	28,3	31,3	41,7	22,2	15,9	10,5	1,2	2,8
Décembre	22	252,7	51,1	36,2	43,4	54,1	26,1	19,6	14,7	3,3	4,2
1959 Janvier	24	317,4	61,0	45,4	53,1	62,9	37,1	24,0	22,5	5,0	6,4
Février	24	335,5	61,5	46,2	71,4	62,8	39,0	23,8	21,1	3,8	5,9
Mars	29	235,8	43,2	31,6	52,3	43,3	30,4	17,2	13,4	1,4	3,0

### Moyenne journalière par semaine

1959 Mars	8 au 14	6	242,6	44,1	32,1	57,6	43,7	29,8	18,0	12,8	1,4	3,1
	15 au 21	6	241,4	42,9	31,1	56,3	43,0	32,1	16,5	15,0	1,3	3,2
	22 au 28	6	231,5	41,8	30,8	49,1	42,5	33,3	16,1	13,9	1,1	2,9
	29 au 4/4	5	210,7	41,7	29,9	36,9	41,4	29,1	16,2	12,1	0,8	2,6
Avril	5 au 11	6	212,1	40,1	29,6	34,6	41,1	31,8	15,6	15,9	0,8	2,6

## III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81<sup>3</sup>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Total			Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	(milliers)								
1957 Moyenne	83,3	93,5	116,8	55,7	22,2	77,9	27,6	11,3	38,9
1958 Moyenne <sup>1</sup>	132,3	48,6	180,9	81,3	28,5	109,8	51,0	20,1	71,1
1958 Mars	153,0	50,6	203,6	82,6	28,4	111,0	70,4	22,2	92,6
Avril	123,8	51,1	174,9	76,1	27,4	103,5	47,7	23,7	71,4
Mai	116,6	49,9	166,5	71,5	27,3	98,8	45,1	22,6	67,7
Juin	111,3	47,7	159,0	70,6	26,1	96,7	40,7	21,6	62,3
Juillet	106,2	43,7	149,9	73,0	25,1	98,1	33,2	18,6	51,8
Août	105,4	40,3	145,7	72,0	24,9	96,9	33,4	15,4	48,8
Septembre	112,7	40,3	153,0	73,2	25,9	99,1	39,5	14,4	53,9
Octobre	123,4	45,0	168,4	76,2	28,7	104,9	47,2	16,3	63,5
Novembre <sup>1</sup>	143,2	52,3	195,5	95,0	33,4	128,4	48,2	18,9	67,1
Décembre	189,5	63,2	252,7	115,2	36,3	151,5	74,3	26,9	101,2
1959 Janvier	254,1	63,3	317,4	130,9	38,9	169,8	123,2	24,4	147,6
Février	271,7	63,8	335,5	130,9	38,3	169,2	140,8	25,5	166,3
Mars	178,1	57,7	235,8	110,6	35,9	146,5	67,5	21,8	89,3

<sup>1</sup> Dans ces chiffres ne sont pas compris les chômeurs dont l'interruption de travail résulte de l'incidence des grèves dans les secteurs gaz et électricité.

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPES DE PROFESSIONS

814

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameuble- ment	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation Tabac	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels- restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
<b>Chômeurs complets</b>																									
1958 Janvier	9,5	0,6	1,1	1,0	5,3	1,7	25,7	4,8	12,9	1,3	0,7	0,6	12,4	7,0	1,9	5,6	8,1	—	—	4,4	2,6	0,3	6,8	0,7	115,0
Février	9,5	0,6	1,2	1,1	5,4	1,6	26,1	4,8	13,3	1,3	0,7	0,6	12,9	6,0	2,0	5,8	8,2	—	—	4,4	2,5	0,3	7,0	0,7	116,0
Mars	8,7	0,5	1,3	1,0	4,8	1,8	24,0	4,6	13,7	1,3	0,7	0,7	13,2	5,0	2,1	5,9	7,9	—	—	3,9	2,5	0,2	6,5	0,7	111,0
Avril	7,9	0,5	1,4	1,0	2,7	2,3	20,4	4,6	14,2	1,4	0,7	0,5	13,4	4,7	2,1	5,7	7,6	—	—	3,1	2,4	0,2	6,0	0,7	103,5
Mai	5,1	0,5	1,4	0,9	2,2	2,1	19,0	4,8	14,5	1,4	0,7	0,5	13,7	4,9	2,1	5,3	7,6	—	—	2,9	2,3	0,2	5,9	0,8	98,8
Juin	5,2	0,5	1,3	0,8	2,2	2,0	18,0	5,0	15,1	1,4	0,7	0,5	13,4	5,1	2,1	4,4	7,5	—	—	2,4	2,3	0,2	5,8	0,8	96,7
Juillet	6,7	0,6	1,5	0,8	2,1	2,0	18,1	5,1	15,6	1,4	0,6	0,6	13,3	5,3	2,2	4,0	7,3	—	—	1,7	2,4	0,2	5,9	0,7	98,1
Août	5,5	0,6	1,9	0,8	2,2	1,9	17,8	5,2	15,9	1,3	0,6	0,6	12,8	5,3	2,0	4,0	7,5	—	—	1,7	2,4	0,2	6,0	0,7	96,9
Septembre	4,9	0,6	1,9	0,9	2,9	1,6	17,4	5,2	17,3	1,4	0,6	0,6	12,6	5,2	2,0	4,0	7,7	—	—	2,8	2,3	0,2	6,4	0,7	99,2
Octobre	3,2	0,6	1,9	0,9	4,0	1,4	18,5	5,6	18,7	1,4	0,7	0,7	13,0	5,3	2,1	4,4	8,1	—	—	4,0	2,5	0,3	7,1	0,6	105,0
Novembre	7,1	0,6	2,3	1,0	5,1	1,4	24,2	6,7	21,6	1,6	0,8	0,8	14,2	6,3	2,3	5,4	9,4	—	—	5,5	2,8	0,4	8,2	0,7	128,4
Décembre	9,9	0,6	2,5	1,3	6,2	1,6	32,6	8,2	24,2	1,7	1,0	0,8	15,8	7,7	2,5	6,4	10,7	—	—	5,4	2,9	0,5	8,3	0,7	151,5
1959 Janvier	10,9	0,7	2,6	1,5	7,1	1,5	39,6	9,1	26,5	1,8	1,0	1,0	17,2	8,6	2,7	7,2	11,9	—	—	5,7	3,0	0,5	9,0	0,7	169,8
<b>Chômeurs partiels et accidentels</b>																									
1958 Janvier	1,3	1,5	0,7	2,0	1,4	0,3	31,5	3,3	6,7	0,5	0,3	0,2	15,7	8,9	1,8	1,8	3,6	6,3	0,2	0,4	0,3	0,0	0,3	0,0	89,0
Février	1,6	1,4	0,6	2,2	1,6	0,4	28,9	3,1	7,3	0,5	0,4	0,2	18,4	7,0	1,9	2,0	3,6	5,8	0,2	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	88,0
Mars	1,1	1,2	4,4	1,5	1,4	0,8	29,1	2,8	7,5	0,6	0,5	0,2	19,7	6,0	2,5	2,4	3,3	6,2	0,4	0,3	0,4	0,0	0,3	0,0	92,6
Avril	0,6	0,4	10,3	0,8	0,8	1,7	4,0	1,5	7,5	1,0	0,7	0,3	20,5	6,3	3,2	2,0	2,2	6,3	0,5	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	71,4
Mai	0,5	0,3	10,3	0,7	0,6	1,4	3,1	1,5	7,5	0,7	0,5	0,2	20,7	5,7	3,3	1,7	2,1	5,9	0,3	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0	67,7
Juin	1,5	0,3	8,4	0,4	0,6	0,9	2,9	1,5	6,8	0,8	0,4	0,2	17,0	6,7	3,8	1,5	2,1	5,3	0,5	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	62,3
Juillet	0,7	0,3	5,3	0,2	0,7	1,0	2,5	1,4	6,0	0,5	0,4	0,1	16,1	6,1	2,5	1,4	1,8	3,9	0,4	0,1	0,3	0,0	0,1	0,0	51,8
Août	0,8	0,3	7,1	0,2	0,6	0,8	2,6	1,3	6,1	0,6	0,4	0,2	13,3	5,2	1,5	1,1	1,6	4,1	0,3	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	48,8
Septembre	0,7	0,3	12,4	0,2	0,6	0,5	2,9	1,5	6,0	0,9	0,4	0,1	11,9	4,8	1,5	1,1	1,7	4,8	0,9	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	53,8
Octobre	0,8	0,4	15,7	0,3	0,8	0,5	4,0	2,2	7,3	0,7	0,4	0,1	12,5	5,7	2,1	1,4	2,0	5,1	0,7	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0	63,4
Novembre	0,8	0,3	11,2	0,4	0,8	0,6	5,7	3,0	9,1	0,8	0,4	0,1	13,1	7,4	2,7	1,7	2,3	5,1	0,8	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	67,1
Décembre	1,4	1,1	10,9	1,2	1,0	0,8	19,1	5,6	11,5	1,2	0,7	0,2	18,2	11,6	3,4	2,4	3,5	4,9	1,4	0,4	0,3	0,0	0,4	0,0	101,2
1959 Janvier	2,3	1,8	18,1	2,9	1,3	0,5	50,8	6,8	13,8	1,0	0,6	0,2	20,0	9,6	1,9	2,3	5,2	5,7	1,7	0,4	0,3	0,0	0,4	0,0	147,6
<b>Total des chômeurs contrôlés</b>																									
1958 Janvier	10,8	2,1	1,8	3,0	6,7	2,0	57,2	8,1	19,6	1,8	1,0	0,8	28,1	15,9	3,7	7,4	11,7	6,3	0,2	4,8	2,9	0,3	7,1	0,7	204,0
Février	11,1	2,0	1,8	3,3	7,0	2,0	55,0	7,9	20,6	1,8	1,1	0,8	31,3	13,0	3,9	7,8	11,8	5,8	0,2	4,7	2,8	0,3	7,3	0,7	204,0
Mars	9,8	1,7	5,7	2,5	6,2	2,6	53,1	7,4	21,2	1,9	1,2	0,9	32,9	11,0	4,6	8,3	11,2	6,2	0,4	4,2	2,9	0,2	6,8	0,7	203,6
Avril	8,5	0,9	11,7	1,8	3,5	4,0	24,4	6,1	21,7	2,4	1,4	0,8	33,9	11,0	5,3	7,7	9,8	6,3	0,5	3,4	2,7	0,2	6,2	0,7	174,9
Mai	5,6	0,8	11,7	1,6	2,8	3,5	22,1	6,3	22,0	2,1	1,2	0,7	34,4	10,6	5,4	7,0	9,7	5,9	0,3	3,2	2,5	0,2	6,1	0,8	166,5
Juin	6,7	0,8	9,7	1,2	2,8	2,9	20,9	6,5	21,9	2,2	1,1	0,7	30,4	11,8	5,9	5,9	9,6	5,3	0,5	2,6	2,6	0,2	6,0	0,8	159,0
Juillet	7,4	0,9	6,8	1,0	2,8	3,0	20,6	6,5	21,6	1,9	1,0	0,7	29,4	11,4	4,7	5,4	9,1	3,9	0,4	1,8	2,7	0,2	6,0	0,7	149,9
Août	6,3	0,9	9,0	1,0	2,8	2,7	20,4	6,5	22,0	1,9	1,0	0,8	26,1	10,5	3,5	5,1	9,1	4,1	0,3	1,9	2,7	0,2	6,2	0,7	145,7
Septembre	5,6	0,9	14,3	1,1	3,5	2,1	20,3	6,7	23,3	2,3	1,0	0,7	24,5	10,0	3,5	5,1	9,4	4,8	0,9	3,0	2,6	0,2	6,6	0,7	153,0
Octobre	4,0	1,0	17,6	1,2	4,8	1,9	22,5	7,8	26,0	2,1	1,1	0,8	25,5	11,0	4,2	5,8	10,1	5,1	0,7	4,3	2,7	0,3	7,3	0,6	168,4
Novembre	7,9	0,9	13,5	1,4	5,9	2,0	29,9	9,7	30,7	2,4	1,2	0,9	27,3	13,7	5,0	7,1	11,7	5,1	0,8	5,8	3,1	0,4	8,4	0,7	195,5
Décembre	11,3	1,7	13,4	2,5	7,2	2,4	51,7	13,8	35,7	2,9	1,7	1,0	34,0	19,3	5,9	8,8	14,2	4,9	1,4	5,8	3,2	0,5	8,7	0,7	252,7
1959 Janvier	13,2	2,5	20,7	4,4	8,4	2,0	90,4	15,9	40,3	2,8	1,6	1,2	37,2	18,2	4,6	9,5	17,1	5,7	1,7	6,1	3,3	0,5	9,4	0,7	317,4

# STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES

## I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE

### SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES <sup>1</sup>

(millions de francs)

85<sup>1</sup>

Rubriques	1958 30 juin	1958 31 juillet	1958 31 août	1958 30 septembre	1958 31 octobre	1958 30 novembre	1958 31 décembre	1959 31 janvier
<b>ACTIF</b>								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	3.096	3.213	3.130	3.284	2.868	3.107	6.031	3.109
Prêts au jour le jour .....	1.984	1.649	1.953	954	1.551	1.820	1.415	2.007
Banquiers .....	5.412	4.834	4.584	4.619	4.654	5.155	4.393	5.905
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.333	1.144	1.055	1.033	1.149	1.058	1.005	1.255
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.717	4.456	4.923	4.730	4.739	5.427	4.745	5.205
Portefeuille-effets .....	49.950	49.373	49.874	48.210	50.859	52.704	51.103	51.450
a) Portefeuille commercial <sup>2</sup> .....	16.493	16.252	16.479	14.852	17.326	18.100	18.353	16.936
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	18.220	18.085	18.664	18.480	18.794	19.533	19.228	21.029
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 % .....	15.237	15.036	14.731	14.878	14.739	15.071	13.522	13.485
Reports et avances sur titres .....	1.064	1.054	1.047	1.235	1.230	1.221	1.222	1.170
Débiteurs par acceptations .....	9.533	9.362	9.239	9.230	9.531	9.979	10.637	10.394
Débiteurs divers .....	21.765	21.918	20.919	21.674	20.993	19.838	20.863	21.014
Portefeuille-titres .....	25.229	25.581	25.704	28.102	27.801	28.538	29.276	30.579
a) Valeurs de la réserve légale .....	321	336	336	336	336	336	340	340
b) Fonds publics belges .....	22.598	22.907	22.996	25.144	25.095	25.824	26.575	27.873
c) Fonds publics étrangers .....	31	60	91	91	91	96	67	67
d) Actions de banques .....	1.134	1.186	1.191	1.174	1.200	1.200	1.196	1.191
e) Autres titres .....	1.095	1.092	1.090	1.357	1.079	1.082	1.098	1.108
Divers .....	929	817	939	940	915	1.043	1.060	953
Capital non versé .....	6	6	6	6	6	6	6	6
<b>Total disponible et réalisable ...</b>	<b>125.018</b>	<b>123.407</b>	<b>123.373</b>	<b>124.017</b>	<b>126.296</b>	<b>129.896</b>	<b>131.756</b>	<b>133.047</b>
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	24	25	24	25	26	25	23	22
Immeubles .....	1.017	1.068	1.071	1.083	1.087	1.089	1.082	1.079
Participation dans les filiales immobil.	267	267	267	267	267	267	267	257
Créances sur filiales immobilières ...	350	346	348	346	344	351	355	349
Matériel et mobilier .....	135	138	140	139	141	144	136	138
<b>Total de l'immobilisé ...</b>	<b>1.793</b>	<b>1.844</b>	<b>1.850</b>	<b>1.860</b>	<b>1.865</b>	<b>1.876</b>	<b>1.863</b>	<b>1.845</b>
<b>Total général actif ...</b>	<b>126.811</b>	<b>125.251</b>	<b>125.223</b>	<b>125.877</b>	<b>128.161</b>	<b>131.772</b>	<b>133.619</b>	<b>134.892</b>
<b>PASSIF</b>								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis .....	783	643	395	1.229	308	1.292	283	1.844
Emprunts au jour le jour .....	42	92	84	99	126	130	103	98
Banquiers .....	8.157	6.960	6.473	7.016	7.214	7.165	8.186	7.406
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.490	1.434	1.419	1.409	1.631	1.809	1.770	1.786
Acceptations .....	9.533	9.362	9.239	9.230	9.531	9.979	10.637	10.394
Autres valeurs à payer à court terme .	2.116	2.328	1.912	2.050	2.445	2.491	2.574	3.219
Créditeurs pour effets à l'encaissement	782	754	769	797	781	826	788	745
Dépôts et comptes courants .....	85.635	84.393	85.774	84.409	85.929	87.926	89.494	89.414
— Ancienne présentation :								
a) A vue et à un mois au plus <sup>3</sup> .	71.983	71.095	—	—	—	—	—	—
b) A plus d'un mois .....	13.652	13.298	—	—	—	—	—	—
— Nouvelle présentation :								
a) A vue .....	—	—	54.488	52.950	54.393	56.402	57.215	56.212
b) A un mois au plus .....	—	—	3.676	3.592	3.486	3.483	3.540	3.471
c) A plus d'un mois .....	—	—	12.159	12.387	12.474	12.160	12.223	12.260
d) A plus d'un an .....	—	—	1.152	1.176	1.150	1.227	1.281	1.746
e) A plus de deux ans .....	—	—	1.736	1.743	1.744	1.733	2.023	2.068
f) Carnets de dépôts .....	—	—	10.757	10.819	10.944	11.166	11.448	11.885
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	—	—	1.806	1.742	1.738	1.755	1.764	1.772
Obligations et bons de caisse .....	5.793	5.998	6.201	6.281	6.382	6.453	6.607	6.676
Montants à libérer sur titres et partic.	618	640	645	641	640	640	641	639
Divers .....	3.349	3.835	3.514	3.914	4.374	4.241	3.589	3.747
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>118.298</b>	<b>116.439</b>	<b>116.425</b>	<b>117.075</b>	<b>119.361</b>	<b>122.952</b>	<b>124.672</b>	<b>125.968</b>
C. Non exigible :								
Capital .....	4.985	5.110	5.090	5.133	5.141	5.141	5.202	5.193
Fonds indis. par prime d'émission ...	140	182	193	195	194	194	193	190
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	325	340	340	340	340	340	343	343
Réserve disponible .....	2.990	3.098	3.097	3.056	3.048	3.067	3.103	3.108
Provisions .....	73	82	78	78	77	78	106	90
<b>Total du non exigible ...</b>	<b>8.513</b>	<b>8.812</b>	<b>8.798</b>	<b>8.802</b>	<b>8.800</b>	<b>8.820</b>	<b>8.947</b>	<b>8.924</b>
<b>Total général passif ...</b>	<b>126.811</b>	<b>125.251</b>	<b>125.223</b>	<b>125.877</b>	<b>128.161</b>	<b>131.772</b>	<b>133.619</b>	<b>134.892</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

<sup>2</sup> L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paraétatiques s'élevait aux 30 juin, 31 juillet, 31 août, 30 septembre, 31 octobre, 30 novembre, 31 décembre 1958 et 31 janvier 1959 respectivement à 7.898, 7.089, 6.593, 8.074, 6.865, 5.271, 5.555 et 5.821 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

<sup>3</sup> Y compris les dépôts inscrits en carnets ou livrets sur lesquels il peut être disposé à concurrence de 5.000 francs par période de quatorze jours, et, à concurrence de 50.000 francs maximum, par période de quatorze jours, moyennant un préavis de quatorze jours au moins. Pour les mois de juin et juillet 1958, ces dépôts s'élevaient respectivement à 10.548 et 10.647 millions de francs.

## SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

85<sup>2</sup>

(millions de francs)

Rubriques	1959 19 février	1959 26 février	1959 5 mars	1959 12 mars	1959 19 mars	1959 26 mars	1959 2 avril	1959 9 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	62.287	61.384	61.270	61.270	62.302	62.300	62.300	61.680
Avoirs sur l'étranger .....	813	1.087	1.542	1.357	1.567	1.812	2.142	2.984
Devises étrangères et or à recevoir .....	280	280	842	1.092	1.092	1.092	1.092	530
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P. ....	6.944	6.944	6.629	6.539	6.426	5.982	5.953	5.953
b) pays membres de l'A.M.E. ....	55	65	60	75	64	98	49	60
c) autres pays .....	737	732	737	725	733	756	748	781
Débiteurs pour change et or, à terme ...	162	162	110	110	157	110	296	296
Effets commerciaux sur la Belgique .....	3.184	4.505	4.661	2.940	2.561	2.898	3.698	2.838
Avances sur nantissement .....	250	685	576	228	175	433	517	573
Effets publics (art. 20 des statuts. Con- ventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor .....	5.490	6.340	7.440	8.565	8.190	7.965	9.165	9.515
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	—	—	—	—	—	—	—	—
c) autres effets publics belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	691	690	672	696	713	708	683	699
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	1	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.184	34.184	34.030	34.030	34.030	34.030	34.030	34.030
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.466	2.466	2.466	2.466	2.466	2.466	2.466	2.466
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.468	1.468	1.468	1.468	1.468	1.468	1.468	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	1.049	1.048	1.044	1.044	1.046	1.046	1.046	1.044
Divers .....	1.083	733	548	695	714	753	551	541
	121.144	122.775	124.097	123.301	123.705	123.918	126.206	125.460
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	113.292	114.121	115.994	114.920	113.978	114.661	116.746	116.063
Comptes courants :								
Trésor public								
Compte ordinaire ...	19	6	1	12	9	20	11	18
Taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	657	657	657	657	657	657	657	592
Banques à l'étranger : comptes ordin.	161	163	158	141	228	186	179	182
Comptes courants divers .....	1.552	2.267	1.409	1.350	2.516	2.063	2.085	2.477
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'A.M.E. ....	272	348	205	287	254	277	283	216
b) autres pays .....	230	236	243	247	259	290	306	232
Total des engagements à vue ...	116.183	117.798	118.667	117.614	117.901	118.154	120.267	119.780
Provision spéciale :								
Convention du 14-9-54 : S.N.C.I. ....	475	475	475	475	525	525	500	500
Devises étrangères et or à livrer .....	472	473	967	1.214	1.259	1.213	1.399	837
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.049	1.048	1.044	1.044	1.046	1.046	1.046	1.044
Divers .....	496	512	475	485	505	511	525	830
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.069	2.069	2.069	2.069	2.069	2.069	2.069	2.069
	121.144	122.775	124.097	123.301	123.705	123.918	126.206	125.460

**SITUATIONS MENSUELLES**  
**DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI**  
*(millions de francs)*

**85<sup>3</sup>**

Rubriques	1958 31 juillet	1958 31 août	1958 30 septembre	1958 31 octobre	1958 30 novembre	1958 31 décembre	1959 31 janvier	1959 28 février
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	4.111	4.114	4.120	4.129	4.138	4.140	3.918	3.469
Avoirs en monnaies convertibles en or ...	1.907	2.247	2.126	2.190	2.304	2.473	1.990	1.973
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes .....	—	96	—	6	67	1	1	253
Certificats du Trésor belge .....	1.421	1.221	921	521	421	1.671	1.650	1.650
Autres avoirs .....	434	477	523	995	735	1.104	927	512
Avoirs en autres monnaies .....	27	23	25	24	22	27	35	19
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	44	32	1	—	6	6	6	11
Débiteurs pour change et or à terme .....	2	2	1	—	—	—	—	6
Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi .....	238	204	126	118	96	79	73	205
Avances sur fonds publ. et subs. précieuses	53	132	34	9	359	296	573	170
Avoirs aux Offices des Chèques Postaux .	8	8	4	8	7	12	13	10
Effets publics (stat. : art. 6, § 1, n° 3) Emis par le Congo Belge .....	260	—	125	75	10	263	252	237
Avances (Stat. : art. 6, § 1, n° 4, litt. a et c) à des organismes créés ou régis par des disp. lég. partic. ou dont les engag. sont garantis par le Congo Belge	302	280	325	308	333	347	258	300
Effets publics belges émis en francs cong.	1.630	1.630	1.630	1.629	1.629	1.629	1.629	1.629
Fonds publics :								
Stat. : art. 6, § 1, n°s 12 et 13 .....	1.406	1.409	1.410	1.413	1.450	1.482	1.482	1.482
Stat. : art. 6, § 2, n° 4, al. 2 .....	13	13	13	15	17	17	29	38
Immeubles, matériel et mobilier .....	348	355	360	392	396	421	424	430
Divers .....	174	173	185	215	213	192	138	157
	12.378	12.416	11.929	12.047	12.203	14.160	13.398	12.551
<b>PASSIF</b>								
Billets et monnaies métalliques en circul.	5.920	5.810	5.666	5.526	5.494	5.734	5.626	5.672
Comptes courants et créditeurs divers :								
Congo Belge .....	1.452	1.541	1.853	2.114	2.580	2.414	2.478	1.925
Ruanda-Urundi .....	84	39	1	96	36	—	60	9
Comptes courants divers .....	1.577	1.610	1.416	1.565	1.447	1.660	1.278	1.295
Valeurs à payer .....	245	391	296	384	259	430	305	442
Total des engagements à vue .....	9.278	9.391	9.232	9.685	9.816	10.238	9.747	9.343
Créditeurs pour change et or à terme .....	42	30	—	—	5	5	5	5
Engagements en francs belges :								
A vue .....	826	579	884	511	668	1.090	1.005	652
A terme .....	1.212	1.007	411	441	272	1.453	1.664	1.541
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles .....	28	400	385	404	413	398	20	28
En autres devises .....	7	9	11	7	10	8	11	8
Monnaies étrangères et or à livrer .....	44	44	33	—	6	6	6	25
Divers .....	443	458	475	501	515	464	442	451
Capital .....	150	150	150	150	150	150	150	150
Fonds de réserve et d'amortissement .....	348	348	348	348	348	348	348	348
	12.378	12.416	11.929	12.047	12.203	14.160	13.398	12.551

Comptes Chèques postaux 1 3		Dépôts à vue dans les banques 2 3	
Mois		Mois	
1958 Janvier	4,40	1957 Décembre	2,27
Février	4,21	1958 Janvier	2,13
Mars	4,03	Février	2,11
Avril	4,33	Mars	1,99
Mai	4,32	Avril	2,08
Juin	4,05	Mai	2,11
Juillet	4,25	Juin	2,00
Août	4,09	Juillet	1,90
Septembre	3,99	Août	1,73
Octobre	4,10	Septembre	1,89
Novembre	4,48	Octobre	1,89
Décembre	4,28	Novembre	1,96
1959 Janvier	4,31	Décembre	2,06
Février	4,33	1959 Janvier	2,01
Mars	4,08	Février	1,91

\* Par suite d'un changement apporté au nombre de jours ouvrables par mois, les chiffres de la vitesse de circulation de certains mois ont subi une légère modification.

1 Voir tableau n° 86.

2 Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

3 Chiffres réduits en mois-type de 25 jours.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE INTERIEUR

(en milliards de francs)

Fin de mois	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale détenue par					Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	Mouvements du stock monétaire total
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire *	le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	les entreprises et particuliers **			Total				
					Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique *	Avoirs en comptes chèques postaux *	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraétabliques *					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) / (10)	(12)	
1956 Novembre	5,4	110,0	112,9	5,7	0,3	21,6	54,2	76,1	81,8	194,7	58,0	- 1,0
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7	+ 3,6
1957 Janvier	5,4	109,8	112,6	6,4	0,4	22,3	53,9	76,6	83,0	195,6	57,6	- 2,7
Février	5,4	110,4	113,2	6,2	0,5	21,6	53,6	75,7	81,9	195,1	58,0	- 0,5
Mars	5,2	110,9	113,6	7,2	0,4	21,5	55,5	77,4	84,6	198,2	57,3	+ 3,1
Avril	5,2	110,5	113,3	7,1	0,4	22,4	54,2	77,0	84,1	197,4	57,4	- 0,7
Mai	5,3	110,7	113,6	6,7	0,3	22,1	54,8	77,2	83,9	197,5	57,5	+ 0,1
Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4	+ 4,4
Juillet	5,4	112,3	115,1	6,4	0,4	22,3	54,2	76,9	83,3	198,4	58,0	- 3,5
Août	5,4	111,9	114,7	6,1	0,3	21,3	52,8	74,4	80,5	195,2	58,8	- 3,2
Septembre	5,3	111,5	114,4	6,7	0,3	21,4	51,6	73,3	80,0	194,4	58,9	- 0,8
Octobre	5,3	111,5	114,5	5,8	0,3	22,4	51,3	74,0	79,3	194,3	58,9	- 0,1
Novembre	5,3	111,0	113,9	5,4	0,5	21,8	51,7	74,0	79,4	193,3	58,9	- 1,0
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3	+ 4,7
1958 Janvier	5,4	110,2	113,1	5,6	0,5	23,0	50,0	73,5	79,1	192,2	58,8	- 5,8
Février	5,4	111,0	113,9	5,2	0,4	22,9	50,7	74,0	79,2	193,1	59,0	+ 0,9
Mars	5,4	111,7	114,5	6,4	0,4	22,2	53,5	76,1	82,5	197,0	58,1	+ 3,9
Avril	5,4	113,1	115,9	6,7	0,5	23,7	54,1	78,3	85,0	200,9	57,7	+ 3,9
Mai	5,4	114,2	116,9	6,7	0,4	23,1	56,3	79,8	86,5	203,4	57,5	+ 2,5
Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3	+ 2,7
Juillet	5,5	117,4	120,2	6,3	0,4	24,1	55,7	80,2	86,5	206,7	58,1	+ 0,6
Août anc. sér.	5,5	116,4	119,3	7,6	0,4	23,2	56,5	80,1	87,7	207,0	57,6	+ 0,3
Août n. sér. <sup>1</sup>	5,5	116,4	119,3	7,6	0,4	23,2	55,0 <sup>1</sup>	78,6 <sup>1</sup>	86,2 <sup>1</sup>	205,5 <sup>1</sup>	58,0 <sup>1</sup>	- 1,2 <sup>1</sup>
Septembre	5,5	115,2	118,0	8,1	0,3	22,4	53,2	75,9	84,0	202,0	58,4	- 3,5
Octobre	5,5	115,8	118,8	6,2	0,3	22,8	54,7	77,8	84,0	202,8	58,6	+ 0,8
Novembre	5,5	115,2	118,1	6,3	0,6	23,0	56,8	80,4	86,7	204,8	57,7	+ 2,0
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5	57,4	+ 4,7
1959 Janvier	5,5	115,4	118,2	6,0	0,4	23,9	55,9	80,2	86,2	204,4	57,8	- 5,1

\* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

\*\* Y compris des organismes paraétabliques administratifs.

<sup>1</sup> Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

**BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES**

(en milliards de francs)

Dates	Stock monétaire				Avoirs extérieurs nets				Créances sur le Trésor et sur d'autres emprunteurs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Divers			Comptes pour balance	Total	Sous déduction de					Différence (20) - (21) à (25)			
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Avoirs et engagements à vue (montants nets)			Total	Créances sur l'Etat	Créances sur d'autres emprunteurs publics	Avances au Fonds des Rentes	Total	financés par les organismes monétaires	Pour mémoire financés par et hors des organismes monétaires	Solde des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et du Fonds Monétaire, autres qu'à court terme	Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires			Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux	Total	Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaie envers l'économie nationale		Détenus par le Trésor		Écart entre les fonds propres et immobilisations et participations (Banque Nationale, Institut de Réescampte et banques de dépôts)	Emprunts obligataires (banques de dépôts)	
		détenue par les entreprises et particuliers	détenue par les pouvoirs publics	Total		B.N.B.	Banques privées	Autres avoirs et engagements nets (montants nets)														Créances	Détenus par les entreprises et particuliers					Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers
		(1)	(2)	(3)		(4)	(5)	(6)														(7)	(8)					(9)
1952 Mars	99,0	63,6	7,3	70,9	169,9	+55,1	- 5,1	+2,3	52,3	104,8	1,4	0,9	107,1	35,3	41,5	+0,3	+0,6	-2,1	+1,4	194,9	-16,1	-1,6	-1,3	-5,1	-0,9	169,9		
Juin	100,6	64,2	6,8	71,0	171,6	+56,2	- 4,2	+2,2	54,2	107,5	1,4	0,8	109,7	33,7	40,3	+0,5	+0,1	-1,2	+1,0	198,0	-17,7	-1,5	-1,3	-5,2	-0,7	171,6		
Septembre	100,3	65,0	7,0	72,0	172,3	+51,9	- 4,2	+2,8	50,5	115,6	1,5	0,4	117,5	32,6	40,1	+0,3	-0,2	-1,5	+1,1	200,3	-18,9	-1,5	-1,4	-5,4	-0,8	172,3		
Décembre	102,0	65,1	7,4	72,5	174,5	+51,0	- 4,3	+3,7	50,4	115,1	1,4	0,3	116,8	36,5	43,3	+0,1	-0,1	-1,6	+0,2	202,3	-18,6	-1,6	-1,4	-5,2	-1,0	174,5		
1953 Mars	101,4	65,0	6,9	71,9	173,3	+49,1	- 4,6	+3,2	47,7	118,0	1,7	-	119,7	35,9	43,5	+0,2	+0,3	-3,0	+0,6	201,4	-19,9	-1,7	-0,3	-5,1	-1,1	173,3		
Juin	102,6	66,3	6,9	73,2	175,8	+48,8	- 4,0	+2,7	47,5	116,7	1,7	0,7	119,1	36,1	43,7	+0,3	+0,5	-1,4	+1,5	203,6	-19,3	-1,6	-0,5	-5,2	-1,2	175,8		
Septembre	104,4	66,5	7,3	73,8	178,2	+49,7	- 3,4	+2,6	48,9	121,0	1,4	0,3	122,7	36,3	43,6	+0,2	+0,5	-2,0	+1,9	208,5	-19,9	-2,3	-1,2	-5,4	-1,5	178,2		
Décembre	105,9	67,3	7,1	74,4	180,3	+52,4	- 4,8	+2,7	50,3	120,0	1,6	-	121,6	38,7	45,4	-	+0,1	-1,9	+1,0	209,8	-20,6	-1,5	-0,2	-5,3	-1,9	180,3		
1954 Mars	102,9	66,5	7,5	74,0	176,9	+52,3	- 6,8	+4,3	49,8	116,7	1,7	-	118,4	37,4	45,1	+0,1	+0,2	-1,5	+2,7	207,1	-21,1	-1,4	-0,1	-5,4	-2,2	176,9		
Juin	104,3	69,9	8,1	78,0	182,3	+49,7	- 4,8	+2,9	47,8	121,6	1,8	0,2	123,6	38,2	46,2	+0,3	+1,0	-1,9	+2,6	211,6	-19,6	-1,6	-0,1	-5,5	-2,5	182,3		
Septembre	105,2	67,1	7,9	75,0	180,2	+49,6	- 4,4	+2,7	47,9	120,7	2,1	-	122,8	38,8	47,0	+0,6	+0,8	-2,5	+2,0	210,4	-20,2	-1,4	-0,1	-5,7	-2,8	180,2		
Décembre	106,7	69,5	7,4	76,9	183,6	+50,5	- 3,7	+1,5	48,3	119,9	2,8	1,2	123,9	41,7	49,8	+0,6	+1,0	-1,2	+1,6	215,9	-21,3	-2,0	-0,1	-6,0	-2,9	183,6		
1955 Mars	107,5	70,1	7,1	77,2	184,7	+53,7	- 4,7	+2,4	51,4	120,4	2,5	0,1	123,0	41,4	49,6	+0,7	+1,3	-1,4	+1,3	217,7	-22,3	-1,7	-0,1	-5,7	-3,2	184,7		
Juin	108,6	71,7	7,3	79,0	187,6	+52,9	- 4,8	+2,7	50,8	121,1	3,3	0,9	125,3	43,0	50,1	+0,7	+1,3	-2,0	+2,2	221,3	-22,4	-1,7	-0,1	-6,1	-3,4	187,6		
Septembre	109,7	70,3	7,4	77,7	187,4	+54,3	- 4,8	+2,9	52,4	120,9	4,1	1,4	126,4	41,4	49,5	+0,8	+1,3	-1,9	+1,0	221,4	-22,2	-2,0	-0,1	-6,2	-3,5	187,4		
Décembre	110,7	73,9	7,9	81,8	192,5	+56,1	- 4,8	+3,4	54,7	122,3	5,0	0,7	128,0	44,4	52,0	+0,7	+1,3	-1,8	+0,9	228,2	-23,4	-2,4	-0,1	-6,0	-3,8	192,5		
1956 Mars	109,5	74,0	7,5	81,5	191,0	+58,8	- 4,9	+3,6	57,5	121,8	4,1	0,7	126,6	43,4	52,0	+0,7	+1,1	-1,6	+0,5	228,2	-24,5	-2,4	-0,1	-6,2	-4,0	191,0		
Juin	111,4	77,0	6,7	83,7	195,1	+59,2	- 3,8	+3,1	58,5	124,2	4,1	1,4	129,7	42,1	52,6	+1,0	+1,4	-1,4	+1,9	232,2	-24,5	-2,8	-0,1	-6,6	-4,1	195,1		
Septembre	112,8	75,5	7,7	83,2	196,0	+59,2	- 5,1	+2,3	56,4	123,4	5,0	1,3	129,7	45,1	55,3	+0,8	+1,4	-1,9	+1,8	233,3	-23,6	-2,6	-	-6,9	-4,2	196,0		
Décembre	114,4	77,5	6,5	84,0	198,3	+56,9	- 6,1	+3,2	54,0	123,4	5,6	2,0	131,0	49,0	58,4	+0,7	+1,2	-1,6	+0,6	234,9	-22,3	-3,2	-0,1	-6,7	-4,3	198,3		
1957 Mars	113,6	77,4	7,2	84,6	198,2	+53,2	- 6,2	+3,4	50,4	128,6	4,0	0,7	133,3	50,1	60,3	+0,8	+1,2	-1,5	+1,5	235,8	-23,3	-3,3	-	-6,6	-4,4	198,2		
Juin	113,9	80,1	7,9	88,0	201,9	+53,3	- 4,8	+3,0	51,5	127,5	4,2	1,8	133,5	50,9	61,0	+0,9	+1,0	-1,9	+2,7	238,6	-21,9	-3,3	-	-7,1	-4,4	201,9		
Septembre	114,4	73,3	6,7	80,0	194,4	+51,4	- 4,7	+2,6	49,3	124,3	4,2	1,2	129,7	50,9	60,0	+0,8	+1,3	-2,0	+2,5	232,5	-22,1	-3,9	-	-7,6	-4,5	194,4		
Déc. anc. sér.	115,5	76,1	6,4	82,5	198,0	+57,0	- 3,9	+2,8	55,9	123,0	4,3	0,5	127,8	52,3	61,5	+0,8	+1,3	-2,3	+1,4	237,2	-23,4	-3,2	-0,2	-7,5	-4,9	198,0		
Déc. nouv. s. 1	115,5	76,1	6,4	82,5	198,0	+57,0	- 3,9	+3,0	56,1	122,8	1,8	0,5	125,1	52,3	61,5	+0,8	+2,3	-0,8	+1,4	237,2	-23,4	-3,2	-0,2	-7,5	-4,9	198,0		
1958 Mars	114,5	76,1	6,4	82,5	197,0	+60,5	- 2,4	+2,1	60,2	122,5	2,0	0,4	124,9	48,8	60,2	+1,0	+2,8	-0,6	+1,4	238,5	-25,4	-3,0	-0,4	-7,4	-5,3	197,0		
Juin	118,1	80,4	7,6	88,0	206,1	+67,5	- 3,8	+2,5	66,2	125,1	2,2	1,9	129,2	45,7	58,3	+1,1	+3,0	-0,1	+2,6	247,7	-25,0	-2,5	-0,5	-7,8	-5,8	206,1		
Septembre	118,0	75,9	8,1	84,0	202,0	+70,8	- 4,1	+3,4	70,1	121,0	1,7	3,1	125,8	43,5	55,8	+1,0	+3,6	+0,2	+2,5	246,8	-26,9	-2,6	-0,5	-8,5	-6,3	202,0		
Décembre	120,3	82,0	7,2	89,2	209,5	+74,1	- 5,4	+3,4	72,1	128,1	2,1	2,7	132,9	43,9	56,3	+1,1	+4,1	+0,1	+0,8	255,0	-27,4	-2,6	-0,6	-8,3	-6,6	209,5		

\* Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

1 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les organismes publics autres que l'Etat a entraîné une modification des rubriques suivantes : « avoirs extérieurs nets : autres avoirs et engagements nets » (colonne 8), « Créances sur d'autres emprunteurs publics » (colonne 11), « Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires » (colonne 17) et « solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux » (colonne 18).

ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires				Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (6) = (1) + (5)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles)	Financement monétaire des pouvoirs publics *		Monditisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics	Crédits d'es-compte d'acceptation aux entreprises et particuliers nat. financés par les organismes monétaires	Différence entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel (soldes)	Divers		Comptes pour balance	Total  (18) = de (7) à (17)
		Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P.	Dépôts en devises de nationaux	Avoirs du Trésor	Total			Etat	Autres						Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires	Créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux (soldes)		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)
1953 1 <sup>er</sup> trimestre	- 1,2	+ 1,3	+ 0,1	- 1,1	+ 0,3	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	+ 0,4	- 0,2	- 0,5	-	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	+ 0,1	- 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre	+ 2,5	- 0,6	- 0,1	+ 0,2	- 0,5	+ 2,0	- 0,8	- 0,9	- 0,1	+ 1,3	+ 0,2	-	- 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,6	+ 0,5	+ 2,0
3 <sup>e</sup> trimestre	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,8	+ 2,1	+ 4,5	- 1,2	+ 6,5	- 0,4	-	+ 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,1	-	- 0,6	+ 0,6	+ 4,5
4 <sup>e</sup> trimestre	+ 2,1	+ 0,7	- 0,8	- 1,1	- 1,2	+ 0,9	+ 1,3	- 0,9	+ 0,2	-	+ 2,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,1	- 0,4	+ 0,1	- 1,3	+ 0,9
Total ...	+ 5,8	+ 2,0	- 0,1	- 1,2	+ 0,7	+ 6,5	- 1,0	+ 5,4	+ 0,1	+ 1,1	+ 2,2	- 0,1	- 0,9	-	+ 0,1	- 0,3	- 0,1	+ 6,5
1954 1 <sup>er</sup> trimestre	- 3,3	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	- 3,0	- 1,0	- 3,6	+ 0,1	+ 1,0	- 1,3	- 0,1	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,7	- 3,0
2 <sup>e</sup> trimestre	+ 5,3	- 1,4	+ 0,1	-	- 1,3	+ 4,0	- 2,8	+ 5,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	+ 0,8	- 0,4	+ 0,1	+ 4,0
3 <sup>e</sup> trimestre	- 2,0	+ 0,5	- 0,2	-	+ 0,3	- 1,7	- 1,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,8	- 1,7
4 <sup>e</sup> trimestre	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,7	-	+ 1,8	+ 5,1	+ 0,6	- 1,3	+ 0,6	+ 1,7	+ 2,9	- 0,3	- 0,2	-	+ 0,2	+ 1,2	- 0,3	+ 5,1
Total ...	+ 3,3	+ 0,7	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 4,4	- 4,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 3,2	+ 3,0	- 0,7	- 1,0	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 4,4
1955 1 <sup>er</sup> trimestre	+ 1,1	+ 1,0	- 0,3	-	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 2,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,4	+ 1,8
2 <sup>e</sup> trimestre	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,1	-	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	- 1,1	+ 0,7	+ 1,6	+ 1,7	- 0,3	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,1
3 <sup>e</sup> trimestre	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	-	-	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,6	- 1,5	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	-	+ 0,1	- 1,3	- 0,2
4 <sup>e</sup> trimestre	+ 5,1	+ 1,2	+ 0,4	-	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,7	+ 0,4	+ 2,9	+ 0,1	- 0,2	-	- 0,1	+ 0,1	-	+ 6,7
Total ...	+ 8,9	+ 2,1	+ 0,4	-	+ 2,5	+ 11,4	+ 4,1	+ 3,1	+ 1,5	+ 2,0	+ 2,7	-	- 0,9	+ 0,1	+ 0,2	- 0,5	- 0,9	+ 11,4
1956 1 <sup>er</sup> trimestre	- 1,5	+ 1,1	-	-	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 1,4	- 0,9	+ 0,2	- 1,0	- 0,2	- 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,4
2 <sup>e</sup> trimestre	+ 4,1	-	+ 0,4	-	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 1,2	- 0,3	+ 1,3	- 1,3	- 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,5	+ 4,5
3 <sup>e</sup> trimestre	+ 0,8	- 0,9	- 0,2	-	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 2,1	+ 0,8	+ 0,3	+ 3,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	-	- 0,5	- 0,3	- 0,3
4 <sup>e</sup> trimestre	+ 2,4	- 1,2	+ 0,5	-	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 1,3	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,9	+ 0,2	- 0,1	-	- 0,3	+ 0,3	- 1,3	+ 1,7
Total ...	+ 5,8	- 1,0	+ 0,7	-	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	- 3,6	+ 0,2	+ 2,8	+ 4,6	- 0,7	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 5,5
1957 1 <sup>er</sup> trimestre	- 0,2	+ 1,0	+ 0,1	-	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 3,4	- 2,0	- 1,3	+ 1,1	-	- 0,1	+ 0,1	-	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre	+ 3,7	- 1,4	-	-	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,1	+ 1,6	+ 0,8	- 0,5	-	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	+ 1,2	+ 2,3
3 <sup>e</sup> trimestre	- 7,5	+ 0,2	+ 0,6	-	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,0	-	- 0,3	-	- 0,4	- 0,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,3	- 6,7
4 <sup>e</sup> trimestre	+ 3,7	+ 1,3	- 0,7	+ 0,2	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,5	+ 1,5	+ 0,1	- 0,4	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 0,8	+ 4,5
Total ...	- 0,3	+ 1,1	-	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	- 0,3	- 1,8	- 0,5	+ 3,4	- 0,8	- 0,6	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 0,9	+ 1,0
1958 1 <sup>er</sup> trimestre	- 1,0	+ 2,0	- 0,2	+ 0,1	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 3,6	-	- 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre	+ 9,1	- 0,5	- 0,4	+ 0,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 3,0	- 0,1	+ 1,8	- 3,0	- 0,4	- 0,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 8,3
3 <sup>e</sup> trimestre	- 4,1	+ 2,0	-	+ 0,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,1	- 0,6	+ 2,3	- 2,2	- 0,6	- 0,5	- 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2	- 2,0
4 <sup>e</sup> trimestre	+ 7,5	+ 0,5	-	+ 0,1	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,0	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 2,3	+ 8,1
Total ...	+ 11,5	+ 4,0	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 5,7	- 0,1	+ 4,1	- 8,4	- 0,8	- 1,7	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,5	- 1,0	+ 15,3

\* Mouvement des crédits directs aux pouvoirs publics + solde de leurs opérations en capital avec l'étranger. (Pouvoirs publics : Etat et pouvoirs subordonnés).

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

**BANQUE DE FRANCE**

(milliards de francs français)

**86<sup>1</sup>**

Rubriques	1958 4 septembre	1958 9 octobre	1958 6 novembre	1958 4 décembre	1959 8 janvier	1959 5 février	1959 5 mars	1959 9 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	248	248	248	248	248	291	291	291
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	120	120	120	120	120	141	141	141
Disponibilités à vue à l'étranger .....	14	14	14	14	14	17	17	17
Monnaies divisionnaires .....	11	10	10	10	8	9	10	11
Comptes courants postaux .....	43	43	47	48	57	51	52	52
Av. au Fonds de Stabilisat. des changes <sup>2</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts sans intérêts à l'Etat <sup>3</sup> .....	50	50	50	50	50	50	50	50
Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 <sup>4</sup> .....	426	426	426	426	426	426	426	426
Avances provisoires à l'Etat <sup>5</sup> .....	175	175	175	175	175	175	175	175
Avances spéciales à l'Etat <sup>6</sup> .....	390	390	390	390	390	380	380	380
Avances à l'Etat à échéance déterminée <sup>7</sup>	110	100	79	114	98	125	100	138
Bons du Trésor achetés .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille d'escompte .....	2.018	2.037	1.981	1.991	2.112	1.853	1.781	1.787
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	604	631	594	562	632	551	617	599
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,1
<i>Effets garant. par l'Office des céréales</i> <sup>8</sup>	7	22	45	45	51	41	39	33
<i>Effets de mobilisation de crédits à     moyen terme</i> .....	1.407	1.384	1.342	1.384	1.429	1.261	1.125	1.105
Effets négociables achetés en France <sup>9</sup> .....	219	235	288	252	220	281	300	232
Avances à 30 jours sur effets publics .....	20	22	23	23	22	20	21	15
Avancés sur titres .....	10	9	10	9	9	8	9	8
Avances sur or .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Hôtel et mobilier de la Banque .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rentes pourvues d'affectations spéciales <sup>10</sup>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Effets en cours de recouvrement .....	36	19	36	38	23	28	27	19
Divers .....	56	57	55	54	56	56	56	57
Total ...	3.946	3.955	3.952	3.962	4.028	3.911	3.886	3.749

**PASSIF**

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	3.395	3.432	3.398	3.401	3.417	3.331	3.334	3.365
Comptes courants créditeurs .....	423	390	416	423	471	464	385	278
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
<i>Comptes courants des accords de         coopération économique</i> .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>Comptes courants des banques et in-         stitutions financières françaises et         étrangères</i> .....	345	319	341	349	388	382	313	198
<i>Autres comptes courants et de dépôts         de fonds; dispositions et autres en-         gagements à vue</i> .....	78	71	75	74	83	82	72	80
Capital de la Banque .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bénéfices en addition au capital <sup>11</sup> .....	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7	0,7
Réserves mobilières légales <sup>10</sup> .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve immobilière .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers .....	127	132	137	137	139	115	116	105
Total ...	3.946	3.955	3.952	3.962	4.028	3.911	3.886	3.749

<sup>1</sup> Convention du 26 juin 1957 approuvée par la loi du 26 juin 1957.

<sup>2</sup> Convention du 27 juin 1940.

<sup>3</sup> Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 18 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928; convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

<sup>4</sup> Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 28 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

<sup>5</sup> Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947.

<sup>6</sup> Convention du 26 juin 1957 approuvée par la loi du 26 juin 1957, convention du 9 janvier 1958 approuvée par la loi du 29 janvier 1958.

<sup>7</sup> Convention du 6 novembre 1957 approuvée par la loi du 7 novembre 1957, convention du 9 janvier 1958 approuvée par la loi du 29 janvier 1958, convention du 26 décembre 1958 approuvée par l'ordonnance du 30 décembre 1958.

<sup>8</sup> Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

<sup>9</sup> Décret du 17 juin 1938.

<sup>10</sup> Loi du 17 mai 1884, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857.

<sup>11</sup> Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897.

**BANK OF ENGLAND**  
(millions de £)

**86<sup>2</sup>**

Rubriques	1958 3 septembre	1958 8 octobre	1958 5 novembre	1958 8 décembre	1959 7 janvier	1959 4 février	1959 4 mars	1959 8 avril
-----------	---------------------	-------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------	----------------	-----------------

**Département d'émission**

**ACTIF**

Dette de l'Etat .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics .....	2.035	2.035	2.035	2.085	2.135	2.035	2.035	2.085
Autres titres .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or .....	3	3	3	3	3	3	3	3
Montant de l'émission fiduciaire .....	2.050	2.050	2.050	2.100	2.150	2.050	2.050	2.100
Monnaies d'or et lingots .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	2.050	2.050	2.050	2.100	2.150	2.050	2.050	2.100

**PASSIF**

Billets émis :								
En circulation .....	2.037	2.018	2.021	2.078	2.086	2.005	2.019	2.068
Au Département bancaire .....	13	32	29	22	64	45	31	32
	2.050	2.050	2.050	2.100	2.150	2.050	2.050	2.100

**Département bancaire**

**ACTIF**

Fonds publics .....	264	247	267	264	180	244	263	242
Autres titres :								
Escomptes et avances .....	16	17	14	10	26	12	22	21
Titres .....	21	21	21	21	21	21	23	21
Billets .....	13	32	29	22	64	46	31	32
Monnaies .....	2	1	1	1	1	1	1	1
	316	318	332	318	292	324	340	317

**PASSIF**

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Réserves .....	4	3	3	3	4	4	4	3
Dépôts publics :	16	12	14	14	12	16	13	10
Y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes								
Autres dépôts :								
Banquiers .....	210	219	229	215	194	220	239	226
Autres comptes .....	71	69	71	71	67	69	69	63
	316	318	332	318	292	324	340	317

**FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**  
(millions de \$)

**86<sup>3</sup>**

Rubriques	1958 10 septembre	1958 8 octobre	1958 5 novembre	1958 3 décembre	1959 7 janvier	1959 4 février	1959 4 mars	1959 8 avril
<b>ACTIF</b>								
Certificats-or .....	19.546	19.358	19.193	19.099	19.008	18.958	18.968	18.940
Fonds de rachat des billets des F.R. ....	878	880	887	918	943	934	925	917
<b>Total des réserves de certificats-or .....</b>	<b>20.424</b>	<b>20.238</b>	<b>20.080</b>	<b>20.017</b>	<b>19.951</b>	<b>19.892</b>	<b>19.893</b>	<b>19.857</b>
Billets F.R. d'autres banques .....	336	341	321	297	569	627	530	411
Autres encaisses .....	364	364	368	324	371	485	464	401
Escompte et avances .....	464	383	503	329	782	408	535	775
Prêts à l'économie privée .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Acceptations achetées directement .....	30	32	35	35	44	37	35	30
Acceptations détenues en vertu d'une convention de rachat .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Fonds publics :</b>								
Achetés directement								
Effets .....	1.080	1.221	1.422	2.119	2.003	1.598	1.288	1.492
Certificats .....	21.507	21.507	21.507	18.650	18.650	18.650	18.650	18.650
Billets .....	10	10	10	2.867	2.867	2.867	2.867	2.867
Obligations .....	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484
<b>Total achetés directement ...</b>	<b>25.081</b>	<b>25.222</b>	<b>25.423</b>	<b>26.120</b>	<b>26.004</b>	<b>25.599</b>	<b>25.289</b>	<b>25.493</b>
Détenus en vertu d'une convention de rachat .....	—	—	96	13	37	64	33	233
<b>Total des fonds publics .....</b>	<b>25.081</b>	<b>25.222</b>	<b>25.519</b>	<b>26.133</b>	<b>26.041</b>	<b>25.663</b>	<b>25.322</b>	<b>25.726</b>
<b>Total des prêts et des fonds publics .....</b>	<b>25.575</b>	<b>25.637</b>	<b>26.057</b>	<b>26.497</b>	<b>26.867</b>	<b>26.108</b>	<b>25.892</b>	<b>26.531</b>
Avoirs sur banques étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de trésorerie non encaissés .....	4.739	4.604	4.822	5.248	5.162	4.945	5.244	4.701
Immeubles .....	90	91	93	94	94	94	95	95
Autres avoirs .....	143	177	223	123	160	142	121	177
<b>Total actif ...</b>	<b>51.671</b>	<b>51.452</b>	<b>51.964</b>	<b>52.600</b>	<b>53.174</b>	<b>52.293</b>	<b>52.239</b>	<b>52.173</b>

**EXIGIBLE**

Billets de la Federal Reserve .....	27.006	26.999	27.084	27.610	27.668	27.120	27.016	27.000
<b>Dépôts :</b>								
Banques affiliées — compte de réserve	18.171	18.226	18.281	18.323	18.915	18.662	18.153	18.722
Trésor américain — compte général ...	512	353	194	469	567	422	659	397
Etrangers .....	382	325	299	233	276	287	290	288
Autres .....	319	349	332	344	333	352	346	344
<b>Total dépôts .....</b>	<b>19.384</b>	<b>19.253</b>	<b>19.106</b>	<b>19.369</b>	<b>20.091</b>	<b>19.723</b>	<b>19.448</b>	<b>19.751</b>
Moyens de trésor. avec disponib. différée	3.897	3.811	4.381	4.214	4.040	4.030	4.348	3.971
Autres engagements et dividendes courus	18	21	23	34	21	23	25	29
<b>Total exigible ...</b>	<b>50.305</b>	<b>50.084</b>	<b>50.594</b>	<b>51.227</b>	<b>51.820</b>	<b>50.896</b>	<b>50.837</b>	<b>50.751</b>

**COMPTES DE CAPITAL**

Capital libéré .....	356	357	357	359	366	371	373	375
Surplus (section 7) .....	809	809	809	809	869	868	869	868
Surplus (section 13b) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres comptes de capital .....	201	202	204	205	119	158	160	179
<b>Total passif ...</b>	<b>51.671</b>	<b>51.452</b>	<b>51.964</b>	<b>52.600</b>	<b>53.174</b>	<b>52.293</b>	<b>52.239</b>	<b>52.173</b>
Engagements éventuels sur acceptations achetées p' correspondants étrangers ...	83	71	73	74	67	57	62	60
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	1	1	1	1	1	1	—	—
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	44,0 %	43,8 %	43,5 %	42,6 %	41,8 %	42,5 %	42,8 %	42,5 %

<sup>1</sup> Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

**NEDERLANDSCHE BANK**  
(millions de florins)

**86<sup>4</sup>**

Rubriques	1959 5 janvier	1959 9 février	1959 9 mars	1959 6 avril				
-----------	-------------------	-------------------	----------------	-----------------	--	--	--	--

**ACTIF**

Or .....	3.972	4.299	4.356	4.402				
Créances et titres libellés en or ou en monnaies étrangères <sup>1</sup> .....	1.604	1.021 <sup>2</sup>	968 <sup>2</sup>	913 <sup>2</sup>				
Moyens de paiement étrangers <sup>1</sup> .....	0,4	1	1	1				
Créances en florins sur l'étranger .....	90 <sup>3</sup>	713 <sup>4</sup>	726 <sup>4</sup>	701 <sup>4</sup>				
Effets, promesses et obligat. escomptés <sup>5</sup> .....	—	—	—	—				
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 <sup>o</sup> , de la loi bancaire de 1948) .....	181	125	82	82				
Avances en comptes courants (y compris les prêts) <sup>6</sup> .....	20	19	45	25				
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948) .....	—	—	—	—				
Monnaies néerlandaises .....	25	26	25	23				
Placement du capital et réserves .....	149	151	151	149				
Immeubles et inventaire .....	1	1	1	1				
Comptes divers .....	7	7	7	16				
	<b>6.049</b>	<b>6.363</b>	<b>6.362</b>	<b>6.313</b>				

**PASSIF**

Billets en circulation .....	4.328	4.105	4.164	4.198				
Accréditifs .....	—	—	—	—				
Comptes courants en florins de résidents .	1.347	1.671	1.629	1.602				
Trésor public .....	563	748	858	813				
Banques aux Pays-Bas .....	613	743	615	631				
Autres résidents .....	171	180	156	158				
Comptes courants en florins de non-résidents .....	108	53	32	26				
Banques d'émission étrangères et organismes assimilés .....	105	51	30	24				
Autres non-résidents .....	3	2	2	2				
Engagements libellés en monnaies étrang.	65	323 <sup>7</sup>	322 <sup>7</sup>	290				
Capital .....	20	20	20	20				
Réserves .....	131	131	131	131				
Comptes divers .....	50	60	64	46				
	<b>6.049</b>	<b>6.363</b>	<b>6.362</b>	<b>6.313</b>				

<sup>1</sup> Conformément aux dispositions des articles 1 (e) et 3 (b) de l'arrêté royal du 27 juin 1950 (Stb. 857) le montant convertible de ces deux postes réunis s'élève à .....

858      996      942      887

<sup>2</sup> Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P. .....

—      18      18      18

<sup>3</sup> Dont des créances consolidées .....

1      —      —      —

<sup>4</sup> Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P. et d'accords bilatéraux .....

—      634      636      614

<sup>5</sup> Dont certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque) .....

—      —      —      —

<sup>6</sup> Dont à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1933 — Staatsblad, n<sup>o</sup> 99) .....

11      11      11      11

<sup>7</sup> Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P. .....

—      252      252      243

N. B. — Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat .....

109      105      104      105

— Soldes en florins de banques d'émission étrangères et d'organismes assimilés et placés en bons du Trésor néerlandais .

—      —      —      —

**SVERIGES RIKSBANK**  
(millions de kr.)

**86<sup>a</sup>**

Rubriques	1958 30 août	1958 30 septembre	1958 31 octobre	1958 29 novembre	1958 31 décembre	1959 31 janvier	1959 28 février	1959 31 mars
<b>ACTIF</b>								
Monnaies et lingots d'or .....	449	449	449	449	449	449	450	451
Surplus de valeur d'or .....	605	605	605	604	605	605	606	607
Fonds publics étrangers * .....	754	869	890	931	962	1.017	1.053	1.097
Effets sur l'étranger * .....	212	172	121	117	96	90	86	66
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers * .....	398	353	333	333	334	301	268	256
Autres avoirs sur l'étranger .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Effets et obligations du Trésor suédois *	3.773	3.789	3.889	3.869	4.545	4.133	3.897	3.897
Effets payables en Suède * .....	4	4	4	4	3	3	3	3
Prêts nantis * .....	44	83	84	127	91	43	154	184
Avances en comptes courants * .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts sur ventes à tempérament .....	53	54	54	54	54	55	55	56
Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique .....	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or) .....	35	35	34	33	27	33	34	33
Chèques et effets bancaires .....	1	96	7	4	10	3	3	32
Autres valeurs actives intérieures .....	31	32	34	40	87	69	64	43
Quota de la Suède au F.M.I. ....	517	517	517	517	517	517	517	517
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D. ....	103	103	103	103	103	104	103	103
Total ...	6.987	7.169	7.132	7.193	7.891	7.430	7.301	7.353

<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation <sup>1</sup> .....	5.423	5.429	5.592	5.644	6.059	5.728	5.636	5.603
Effets bancaires .....	2	2	3	1	4	2	1	6
Dépôts en comptes courants :	163	329	128	103	322	228	200	218
Institutions officielles .....	104	213	80	55	158	166	150	177
Banques commerciales .....	57	114	47	47	163	61	48	40
Autres déposants .....	2	2	1	1	1	1	2	1
Dépôts .....	320	319	311	309	361	342	340	383
Comptes d'ajustements de change .....	405	405	405	405	405	405	405	406
Autres engagements .....	114	125	134	172	183	40	37	55
Capital .....	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions .....	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfice pour 1958 .....	—	—	—	—	—	145	145	145
Fonds Monétaire International .....	388	388	388	388	388	388	388	388
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement .....	30	30	29	29	27	10	7	7
Total ...	6.987	7.169	7.132	7.193	7.891	7.430	7.301	7.353

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.  
<sup>1</sup> Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée est de 6.600 millions de Kr. en vertu de la loi no 202 du 2 mai 1958.

Rubriques	1958 31 juillet	1958 30 août	1958 30 septembre	1958 31 octobre	1958 30 novembre	1958 31 décembre	1959 31 janvier	1959 28 février
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	5	5	5	5	5	5	5	5
Or à l'étranger dû par l'Etat .....	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse <sup>1</sup> .....	11	11	9	10	10	10	9	10
Portefeuille d'escompte .....	364	384	397	399	389	386	383	382
Effets reçus à l'encaissement .....	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants .....	65	76	55	67	69	34	50	84
Disponibilités en devises à l'étranger ...	71	63	63	63	63	62	63	62
Titres émis ou garantis par l'Etat .....	59	56	56	52	52	56	53	54
Immeubles .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers .....	1.373	1.453	1.506	1.560	1.600	1.654	1.683	1.710
Créances diverses .....	3	3	3	3	3	3	3	3
Avances provisoires à l'Etat .....	77	77	77	77	77	77	77	77
Avances extraordinaires à l'Etat .....	343	343	343	343	343	343	343	343
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte .....	145	145	145	145	145	145	145	145
Compte courant du Trésor <sup>2</sup> .....	167	49	79	—	32	137	107	—
Placements en titres pour le compte du Trésor .....	335	330	330	315	315	325	315	290
Services divers pour le compte de l'Etat .	43	36	26	20	17	18	14	18
Dépenses diverses .....	22	24	26	27	29	38	1	3
Total de l'actif ...	3.085	3.057	3.122	3.088	3.151	3.295	3.253	3.188
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation <sup>3</sup> .....	1.839	1.834	1.848	1.826	1.853	2.061	1.903	1.880
Chèques et autres dettes à vue <sup>4</sup> .....	18	13	14	15	14	27	10	14
Comptes courants à vue .....	115	108	113	92	92	167	102	90
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques .....	888	871	898	892	947	774	997	920
Créditeurs divers .....	183	187	200	197	199	211	220	215
Compte courant du Trésor .....	—	—	—	21	—	—	—	47
Comptes courants des Accords de coopé- ration économique .....	16	17	19	14	14	14	16	16
Capital .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire .....	2	2	2	2	2	2	2	2
Fonds de réserve extraordinaire .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfices de l'exercice en cours .....	24	24	27	28	29	38	2	3
Total du passif et du patrimoine ...	3.085	3.057	3.122	3.088	3.151	3.295	3.253	3.188
Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre) .....	5.226	5.066	4.930	5.043	4.138	4.413	4.046	3.945
Circulation du Trésor (net) .....	44	45	46	47	48	50	50	—
Circulation bancaire et du Trésor (net) .	1.881	1.877	1.892	1.872	1.899	2.109	1.951	—
Moyens de paiement .....	5.273	5.254	5.372	5.366	5.444	5.802	5.611	—
Escomptes effectués .....	123	181	78	35	103	188	67	36
Avances effectuées .....	415	422	367	481	364	582	413	445
Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation .....	6.948	5.910	6.011	7.344	5.895	7.931	7.345	7.093
<sup>1</sup> Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor .....	10	9	9	9	9	8	8	8
<sup>2</sup> Solde du fonds spécial .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<sup>3</sup> Comprend les billets auprès du Trésor .....	2	1	1	1	1	1	2	—
<sup>4</sup> Comprend valeurs et assignations .....	13	10	11	11	10	17	9	10

**DEUTSCHE BUNDESBANK**  
(millions de D.M.)

**86'**

Rubriques	1958 6 septembre	1958 7 octobre	1958 7 novembre	1958 6 décembre	1959 7 janvier	1959 7 février	1959 7 mars	1959 7 avril
<b>ACTIF</b>								
Or .....	10.792	10.858	10.961	11.012	10.963	11.126	11.126	11.126
Avoirs auprès des banques étrangères et placements à court terme à l'étranger .	8.722	8.845	9.001	9.298	8.860	8.531	8.208	6.645
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger .....	134	126	137	146	147	133	127	122
Crédits aux institutions internationales et crédits de consolidation aux banques centrales étrangères .....	5.869	5.845	5.870	5.964	6.090	5.795	5.793	5.722
dont : a) U.E.P. ....	4.251	4.284	4.349	4.445	4.590	4.180	4.176	4.111
b) B.I.R.D. ....	1.320	1.278	1.237	1.237	1.234	1.372	1.372	1.372
Monnaies divisionnaires allemandes .....	86	97	101	79	111	131	125	114
Avoirs en comptes chèques postaux .....	81	106	103	94	161	85	81	122
Effets sur l'intérieur .....	1.124	807	398	869	591	740	1.060	606
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt .....	134	112	38	—	—	28	4	—
Créances sur titres .....	17	20	20	28	18	16	20	20
Crédits de caisse .....	37	28	20	17	7	22	16	51
Titres .....	246	252	264	261	269	241	235	235
Créances de péréquatation et titre d'obligation sans intérêt .....	1.910	2.295	2.158	2.959	3.870	3.814	4.232	3.734
Crédit à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire et à la Banque Mondiale .....	662	662	662	662	662	662	662	662
Autres valeurs actives .....	345	345	338	334	359	206	275	316
	30.159	30.398	30.071	31.723	32.108	31.530	31.964	29.475

<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	16.415	16.310	16.532	17.556	16.452	16.180	16.688	16.532
Dépôts	11.034	11.434	10.878	11.298	12.782	12.756	12.637	10.281
a) institutions de crédit (y compris les Offices des Chèques et des Epargnes Postaux) .....	7.325	7.030	6.745	7.378	7.567	7.661	7.771	7.939
b) déposants officiels .....	3.526	4.221	3.955	3.736	5.006	4.909	4.668	2.120
c) autres déposants intérieurs .....	183	182	178	184	209	186	198	222
Engagements résultant de transactions avec l'étranger .....	1.161	1.014	1.108	1.317	1.152	1.030	1.079	891
dépôts étrangers .....	637	502	596	772	563	433	496	628
autres .....	524	512	512	545	589	597	583	263
Fonds de prévision .....	656	656	656	656	656	656	656	656
Capital social .....	290	290	290	290	290	290	290	290
Réserves .....	492	492	492	492	492	492	492	492
Autres passifs .....	111	202	115	114	284	126	122	333
	30.159	30.398	30.071	31.723	32.108	31.530	31.964	29.475

**BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

**86<sup>8</sup>**

Rubriques	1958 6 septembre	1958 7 octobre	1958 7 novembre	1958 8 décembre	1959 7 janvier	1959 7 février	1959 7 mars	1959 7 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	8.350	8.372	8.372	8.327	8.351	8.626	8.589	8.376
Devises .....	523	511	470	461	542	449	435	473
pouvant servir de couverture .....	523	511	470	461	542	—	—	—
autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse .....	92	67	58	57	58	53	47	47
Effets de change .....	92	67	58	57	58	53	47	47
Rescriptions de la Confédération Suisse .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur nantissement .....	11	10	8	10	12	6	5	7
Titres .....	45	44	45	44	44	45	45	44
pouvant servir de couverture .....	1	—	—	—	—	1	1	—
autres .....	44	44	45	44	44	44	44	44
Correspondants :	7	9	6	7	4	10	9	11
en Suisse .....	7	9	6	7	4	5	4	6
à l'étranger .....	—	—	—	—	—	5	5	5
Autres postes de l'actif .....	29	34	33	36	39	27	27	29
Total ...	9.057	9.047	8.992	8.942	9.050	9.216	9.157	8.987

**PASSIF**

Fonds propres .....	50	50	50	50	50	50	50	51
Billets en circulation .....	5.506	5.571	5.604	5.769	5.867	5.506	5.559	5.559
Engagements à vue .....	3.310	3.230	3.141	2.926	2.936	3.474	3.364	3.195
Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie .....	2.919	2.776	2.805	2.652	2.596	3.087	2.993	2.807
Autres engagements à vue .....	391	454	336	274	340	387	371	388
Autres postes du passif .....	191	196	197	197	197	186	184	182
Total ...	9.057	9.047	8.992	8.942	9.050	9.216	9.157	8.987

**TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION (\*)**

(au 31 mars 1959)

**86<sup>9</sup>**

(en % depuis la date indiquée)

Allemagne .....	10 janvier 1959	2,75	Grande-Bretagne .....	20 novemb. 1958	4,—
Autriche .....	17 novemb. 1955	5,— <sup>1</sup>	Grèce .....	1 mai 1956	10,—
Belgique .....	8 janvier 1959	3,25 <sup>2</sup>	Irlande .....	27 novemb. 1958	4,25
Congo belge et Ruanda-Urundi	1 <sup>er</sup> janvier 1959	3,75 <sup>3</sup>	Italie .....	7 juin 1958	3,50
Danemark .....	15 août 1958	4,50	Norvège .....	14 février 1955	3,50
Espagne .....	22 juillet 1957	5,—	Pays-Bas .....	21 janvier 1959	2,75
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York) .....	6 mars 1959	3,—	Portugal .....	12 janvier 1944	2,50
Finlande .....	1 <sup>er</sup> mars 1959	6,—	Suède .....	3 mai 1958	4,50
France .....	5 février 1959	4,25 <sup>4</sup>	Suisse .....	26 février 1959	2,—
			Turquie .....	6 juin 1956	6,—

 (\*) Canada : depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1956, taux d'escompte fixé le jeudi de chaque semaine.

1 Depuis le 23 avril 1959 : 4,50 %.

2 Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

3 Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

4 Depuis le 23 avril 1959 : 4,— %.

III. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX. A BALE

87

Situations en milliers de francs suisses or  
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31 janvier 1959		28 février 1959		31 mars 1959		Passif	31 janvier 1959		28 février 1959		31 mars 1959	
		%		%		%			%		%		%
<b>I. Or en lingots et monnayé</b> .....	955.103	25,8	1.073.395	28,3	1.158.369	32,8	<b>I. Capital :</b>						
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue</b> .....	56.648	1,5	59.067	1,6	70.854	2,0	Actions libérées de 25 % .....	125.000	3,4	125.000	3,3	125.000	3,6
<b>III. Portefeuille réescomptable</b> .....	1.062.105		993.167		845.875		<b>II. Réserves :</b>	22.129	0,6	22.129	0,6	22.129	0,6
1. Effets de commerce et acceptations de banque .....	31.745	0,9	23.007	0,6	22.224	0,6	1. Fonds de Réserve légale .....	8.786		8.786		8.786	
2. Bons du Trésor .....	1.030.360	27,9	970.160	25,6	823.651	23,3	2. Fonds de Réserve générale .....	13.343		13.343		13.343	
<b>IV. Effets divers remobilisabl. sur dem.</b>	25.434	0,7	24.140	0,6	22.910	0,7	<b>III. Dépôts (or) :</b>	1.164.091		1.301.993		1.439.651	
<b>V. Dépôts à terme et avances :</b> .....	743.654		801.789		522.308		1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum .....	740.107	20,0	789.076	20,8	504.313	14,3	a) de 6 à 9 mois .....	—		—		—	
b) de 3 à 6 mois .....	3.547	0,1	12.713	0,3	16.578	0,5	b) de 3 à 6 mois .....	151.687	4,1	187.260	4,9	117.917	3,4
c) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	1.417	—	c) à 3 mois au maximum .....	496.426	13,4	451.700	11,9	561.275	15,9
d) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—	d) à vue .....	399.972	10,8	547.013	14,4	588.388	16,7
e) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—	2. Autres déposants :						
<b>VI. Autres effets et titres :</b> .....	785.597		776.443		838.406		a) de 6 à 9 mois .....	—		—		—	
1. Or :							b) de 3 à 6 mois .....	8.146	0,2	8.157	0,2	7.224	0,2
a) à 3 mois au maximum .....	17.446	0,5	34.879	0,9	44.704	1,3	c) à 3 mois au maximum .....	103.927	2,8	73.335	1,9	39.722	1,1
b) de 3 à 6 mois .....	22.343	0,6	5.055	0,1	61.700	1,8	d) à vue .....	3.933	0,1	34.528	0,9	125.125	3,6
c) de 6 à 9 mois .....	17.129	0,5	27.652	0,7	34.233	1,0	<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b>	2.199.524		2.159.453		1.748.539	
d) de 9 à 12 mois .....	27.528	0,7	17.276	0,5	3.458	0,1	1. Banques centrales :						
e) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—	a) à plus d'un an .....	106.837	2,9	108.389	2,9	107.020	3,0
2. Monnaies :							b) de 9 à 12 mois .....	—		—		1.416	—
a) à 3 mois au maximum .....	483.726	13,1	390.163	10,3	369.241	10,5	c) de 6 à 9 mois .....	36.941	1,0	—	—	15.455	0,4
b) de 3 à 6 mois .....	27.468	0,7	19.240	0,5	19.318	0,6	d) de 3 à 6 mois .....	228.631	6,2	264.869	7,0	230.114	6,5
c) de 6 à 9 mois .....	—	—	2.397	0,1	3.869	0,1	e) à 3 mois au maximum .....	1.169.927	31,6	1.167.450	30,7	911.509	25,8
d) de 9 à 12 mois .....	6.927	0,2	96.259	2,5	103.438	2,9	f) à vue .....	168.218	4,6	131.933	3,5	40.075	1,1
e) à plus d'un an .....	183.030	5,0	183.522	4,8	198.445	5,6	2. Autres déposants :						
<b>VII. Actifs divers</b> .....	582	0,0	986	0,0	1.230	0,0	a) de 9 à 12 mois .....	—		—		—	
<b>VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne</b>	68.291	1,8	68.291	1,8	68.291	1,9	b) de 6 à 9 mois .....	—		—		—	
							c) de 3 à 6 mois .....	214	0,0	76.661	2,0	153.290	4,4
							d) à 3 mois au maximum .....	487.386	12,6	390.580	10,3	268.251	7,6
							e) à vue .....	21.370	0,6	19.571	0,5	21.409	0,6
							<b>V. Divers</b> .....	35.463	1,0	37.496	1,0	41.717	1,2
							<b>VI. Compte de profits et pertes :</b>	7.707	0,2	7.707	0,2	7.707	0,2
							Report à nouveau .....	7.707		7.707		7.707	
							<b>VII. Provision pour charges éventuelles</b>	143.500	3,9	143.500	3,8	143.500	4,1
<i>Total actif</i> ...	3.697.414	100,0	3.797.278	100,0	3.528.243	100,0	<i>Total passif</i> ...	3.697.414	100,0	3.797.278	100,0	3.528.243	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

<b>Fonds placés en Allemagne :</b> (voir note 2)					<b>Dépôts à long terme :</b> .....	228.909	228.909	228.909
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus) .....	221.019		221.019		1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3) .....	152.606	152.606	152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		2. Dépôt du Gouvernem. allemand	76.303	76.303	76.303
<i>Total</i> ...	297.200		297.200		<b>Fonds propres utilisés en exécution des accords</b> (voir ci-dessus)	68.291	68.291	68.291
					<i>Total</i> ...	297.200	297.200	297.200

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1959 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

# TABLE DES MATIERES

## STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

### MARCHE DE L'ARGENT.

Ia. — Taux officiels d'escompte et de prêts .....	2
Ib. — Taux de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	2
Ic. — Taux des certificats de trésorerie .....	2
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite .....	4
III. — Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	8
IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission .....	86 <sup>2</sup>

### METAUX PRECIEUX.

Cours des métaux précieux .....	9
---------------------------------	---

### MARCHE DES CHANGES.

I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles .....	10 <sup>1</sup>
----------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------

### MARCHE DES CAPITAUX.

I. — Cours comparés de quelques fonds publics .....	14
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers .....	15 <sup>1</sup>
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles .....	15 <sup>2</sup>
IV. — Rendement de titres à revenu fixe cotés à la Bourse de Bruxelles .....	16
V. — Emissions des sociétés industrielles et commerciales :	
Tableau rétrospectif .....	17 <sup>1</sup>
Emissions des sociétés congolaises en septembre et octobre 1958 .....	17 <sup>2</sup>
Détail des émissions .....	17 <sup>2</sup>
Groupement par importance du capital .....	17 <sup>2</sup>
Emissions des sociétés belges en novembre 1958 :	
Détail des émissions .....	17 <sup>3</sup>
Groupement par importance du capital .....	17 <sup>4</sup>
VI. — Emprunts des pouvoirs publics .....	18
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal .....	19
VIII. — Inscriptions hypothécaires .....	20

### FINANCES PUBLIQUES.

I. — Situation de la Dette publique .....	25 <sup>1</sup>
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique .....	25 <sup>2</sup>
III. — Aperçu de l'exécution des budgets .....	25 <sup>3</sup>
IV. — Rendement des impôts .....	26

### REVENUS ET EPARGNE.

I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises :	
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en décembre 1958 .....	30 <sup>1</sup>
Tableau rétrospectif .....	30 <sup>2</sup>
II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
Dépôts sur livrets des particuliers à la Caisse d'Epargne .....	31
III. — Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers .....	32

### MOUVEMENT DES AFFAIRES.

I. — Activité des Chambres de Compensation :	
Mouvement du débit .....	35
II. — Mouvement des chèques postaux .....	36

### PRIX.

a) Indices des prix de gros en Belgique .....	45 <sup>1</sup>
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger .....	45 <sup>2</sup>
c) Indices des prix de détail en Belgique .....	46

### PRODUCTION.

I. — Indices de l'activité et de la production industrielle .....	50
II. — Combustibles et produits métallurgiques .....	55 <sup>1</sup> et 55 <sup>2</sup>
III. — Produits textiles .....	56 <sup>1</sup>
IV. — Produits divers .....	56 <sup>2</sup>
V. — Energie électrique .....	58
VI. — Gaz .....	59

### CONSOMMATION.

I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100 .....	65 <sup>2</sup> et 65 <sup>3</sup>
II. — Consommation de tabac .....	66
III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays .....	67

### TRANSPORT.

I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :	
a) recettes et dépenses d'exploitation .....	70 <sup>1</sup>
b) wagons fournis à l'industrie .....	70 <sup>2</sup>
c) trafic :	
1° trafic général .....	70 <sup>2</sup>
2° grosses marchandises .....	70 <sup>3</sup>
A) ensemble du trafic .....	
B) service interne belge .....	
II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux .....	70 <sup>4</sup>
III. — Mouvement des ports :	
a) Port d'Anvers .....	71 <sup>1</sup>
b) Port de Gand .....	71 <sup>2</sup>
IV. — Mouvement général de la navigation intérieure .....	72

### COMMERCE EXTERIEUR.

Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.) .....	75
-----------------------------------------------------------------------------------------------------	----

### CHOMAGE.

I. — Chômage complet et partiel .....	81 <sup>1</sup>
II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province .....	81 <sup>2</sup>
III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés .....	81 <sup>3</sup>
IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions .....	81 <sup>4</sup>

### STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.

I. — Belgique et Congo belge :	
Situations globales des banques .....	85 <sup>1</sup>
Banque Nationale de Belgique :	
Situations hebdomadaires .....	85 <sup>2</sup>
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :	
Situations mensuelles .....	85 <sup>3</sup>
Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique .....	85 <sup>5</sup>
Stock monétaire intérieur .....	85 <sup>4</sup>
Bilans intégrés des organismes monétaires .....	85 <sup>4</sup>
Origines des variations du stock monétaire .....	85 <sup>4</sup>
II. — Banques d'émission étrangères.	
Situations :	
Banque de France .....	86 <sup>1</sup>
Bank of England .....	86 <sup>2</sup>
Federal Reserve Banks .....	86 <sup>3</sup>
Nederlandsche Bank .....	86 <sup>4</sup>
Sveriges Riksbank .....	86 <sup>5</sup>
Banca d'Italia .....	86 <sup>6</sup>
Deutsche Bundesbank .....	86 <sup>7</sup>
Banque Nationale Suisse .....	86 <sup>8</sup>
Taux d'escompte .....	86 <sup>9</sup>
III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle .....	87

---

---

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.  
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---